

A la suite d'une manifestation d'étudiants et de chômeurs

Des émeutes au Mali ont été violemment réprimées

Un régime aux abois

POUR ne pas avoir voulu comprendre que, même en Afrique, un peuple ne se laisse plus aussi aisément que jadis mener à la baguette, le général Moussa Traoré a dû affronter une nouvelle fois, vendredi 22 mars, à Bamako, la colère des siens, notamment celle des plus jeunes. Réponse sans surprise du chef de l'Etat : la force. Et, au bout du compte, la mort d'au moins une vingtaine de personnes. Rarement sur le continent noir, hormis du côté de Johannesburg, pareille manifestation pour plus de liberté aura été aussi durement réprimée.

Cet emploi de la manière forte trahit l'affolement d'un régime aux abois et de son chef, un militaire sans imagination qui a mal vieilli au pouvoir. On l'a bien vu, l'an dernier, lorsque les autorités de Bamako ont usé en vain des grands moyens pour tenter de réduire dans le nord-est du pays la dissidence des nomades touaregs.

Aujourd'hui, à cheud, le chef de l'Etat promet le « dialogue » à ceux qui le contestent et confirme que la question de multipartisme sera inscrite à l'ordre du jour du prochain congrès du parti unique au pouvoir. On voit mal comment celui-ci pourrait ne pas satisfaire les revendications de la rue, d'autant qu'au sein de la classe dirigeante des voix se sont récemment élevées pour que soit enfin opérée une véritable ouverture politique.

Pour renvoyer aux calendes grecques tout infériorisme de son régime, le général Traoré avait coutume de répéter que la démocratie est un « état d'esprit », laissant ainsi entendre que son peuple n'était pas encore prêt à endosser l'habit occidental. Certes, la population de Bamako, et singulièrement sa population scolaire et étudiante, ne résume pas à elle seule la diversité du peuple malien. Mais, comme ailleurs en Afrique, elle est une « minorité » éclairée qui sert d'utile aiguillon pour forcer le pouvoir à sortir de son immobilisme.

A tout le moins, ce que réclament les contestataires, c'est d'abord une plus grande transparence et une plus grande honnêteté dans la gestion des affaires de l'Etat. C'est aussi un respect beaucoup plus scrupuleux des droits de l'homme.

A la fin de la Baule n'a pas encore été entendue à Bamako. Lors du sommet franco-africain, en juin dernier, M. Mitterrand avait clairement invité ses homologues du continent noir à s'engager davantage sur la voie de la démocratie. Le président du Mali fit alors partie de ces embaillonnés, notamment avec ses homologues tchadien, togolais et marocain, qui critiquèrent ses recommandations, à leurs yeux malvenues.

Le tragique vendredi de Bamako prouve que les conseils du président français avaient quelque fondement. Alors que le Bénin achève, dimanche, son parcours démocratique, et que d'autres pays africains à sa suite, du Congo au Niger, se lancent dans cette aventure, le Mali ferait aujourd'hui piètre figure si ses dirigeants l'empêchaient de vivre avec son temps.

M0146 - 0325 0 - 6.00 F



Le calme semblait revenu, samedi 23 mars, dans les rues de Bamako qui avaient été, la veille, le théâtre de violents affrontements entre jeunes émeutiers et forces de l'ordre, celles-ci n'hésitant pas à utiliser des blindés et à tirer à la mitrailleuse sur la foule. Selon un bilan provisoire, au moins une vingtaine de manifestants ont été tués.

Une semaine après les violents affrontements qui ont opposé jeunes manifestants et forces de l'ordre dans les rues de Lomé, au Togo, ce sont les étudiants et les jeunes chômeurs de Bamako qui ont été victimes, vendredi 22 mars, d'une répression brutale, sans précédent dans l'histoire du Mali. Soldats et policiers ont tiré sur la foule, faisant, selon des bilans concordants, entre dix-neuf et vingt-cinq morts, ainsi que plusieurs centaines de blessés. Selon certaines sources, les jeunes manifestants, qui s'étaient rassemblés très tôt dans divers points de la capitale, ont surpris les forces de l'ordre - celles-ci n'attendant apparemment pas de manifestation avant 8 heures du matin.

Les affrontements et les fusillades ont presque aussitôt éclaté. Des émeutiers ont mis le feu au ministère de l'emploi et à une annexe du service des douanes, tandis que d'autres se livraient au pillage ou érigeaient des barricades. De nombreux édifices publics ont été attaqués - notamment les ministères des finances, de la justice, de l'intérieur, de l'hydraulique, des eaux et forêts.

Lire la suite page 5

Alors que l'embargo contre l'Irak est assoupli

M. Saddam Hussein abandonne son titre de chef du gouvernement

Modifications en série à la tête du régime irakien : Radio-Bagdad a annoncé, samedi 23 mars en milieu de journée, que M. Saddam Hussein avait formé un nouveau gouvernement, dont le chef est M. Saadoun Hammadi, musulman chiite membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et ancien vice-premier ministre. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddam Hussein lui-même. Ce dernier, la veille, avait désigné comme vice-président de la République l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Taha Yassine Ramadan. A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, en raison des menaces de famine, d'assouplir l'embargo décrété contre l'Irak en prévoyant des dérogations pour faciliter l'entrée dans le pays de produits alimentaires.

Retour au Koweït

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Il est 8 heures du matin dans ce quartier périphérique de la capitale koweïtienne et il fait sombre comme à la tombée de la nuit. Le vent pousse les fumées des puits de pétrole qui continuent de brûler et donnent à la scène un caractère encore plus dramatique.

Depuis 6 h 30, heure prévue pour l'arrivée du premier avion ramenant le deuxième contingent de prisonniers libérés par l'Irak (1 500 personnes), les familles arrivent une par une. Femmes au tchador noir, enfants en bas âge, vieux et jeunes en longue robe grise ou blanche et keffiyeh tournent en rond sur le trottoir pour tromper leur angoisse. La radio n'a donné aucun détail. Militaires ou civils, officiers ou soldats ? Nul ne sait, chacun espère.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite et nos informations page 3



Les députés ont adopté le texte sur la solidarité entre les communes

Le projet de loi sur la solidarité financière entre les communes a été adopté, le samedi 23 mars, à l'Assemblée nationale, par 288 voix contre 135. Les socialistes ont voté pour. Les communistes se sont abstenus, ainsi que la plupart des centristes, des députés UDF, et neuf députés RPR, dont M. Chaban-Delmas. A la demande des centristes, le gouvernement a accepté de mettre en place un système de solidarité entre les départements.

Lire page 7 l'article de JEAN-LOUIS SAUX

HEURES LOCALES

■ La nouvelle croisade des Albigeois. ■ La dérangeante « débrouillardise » d'une élue auvergnate. ■ Toute la lumière sur les mauvais payeurs. ■ Des élus veulent réveiller l'axe Centre-Europe-Atlantique. ■ La montée en puissance des missions locales.

pages 13 à 15

Jours meilleurs en Bulgarie

Le gouvernement de coalition de M. Popov bénéficie d'un état de grâce inespéré

SOFIA

de notre envoyé spécial

« Cela va mieux, bien sûr. Mais cela pouvait difficilement aller plus mal ! » : à Sofia, si l'heure n'est pas encore à l'optimisme, la population paraît « un peu moins » désespérée qu'en décembre dernier. Une nuance suffisante pour avoir rendu un semblant de sourire à tous ceux qui avaient participé avec enthousiasme à la révolution pacifique qui a mis fin à quarante ans de dictature communiste, et

qui commencent à douter de l'avenir de leur pays.

La Bulgarie pouvait-elle tomber plus bas qu'en décembre ? La capitale, comme la plupart des villes du pays, était privée d'électricité une heure sur deux, les états de tous les magasins étaient désespérément vides et l'essence drastiquement rationnée. « C'était plus dur que pendant la guerre », n'hésitaient pas à dire ceux qui avaient connu les privations des années 40. La crise politique empêchait le gouvernement « post-

communiste » de M. Andreï Loukanov de prendre la moindre décision. Victorieux aux élections générales de juin 1990, l'ancien Parti communiste, rebaptisé Parti socialiste, ne voulait pas gouverner tout seul, en dépit de sa majorité absolue à la chambre.

Quant à l'opposition, elle refusait de partager la responsabilité d'une politique impopulaire avec les ex-communistes, coupables, selon elle, des maux qui accablent le pays.

JOSE-ALAIN FRALON

Lire la suite page 6

Le Monde L'EDUCATION

MARS 1991

ENQUÊTE

QUI CONTROLE LES PROFS DE VOS ENFANTS ?

Egalement au sommaire :

- ACTUALITÉ : NOS ENFANTS DÉCOUVRENT LA GUERRE
- ÉVALUATION : LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPARATOIRES
- JEUNESSE : VIVRE L'AMOUR AU TEMPS DU SIDA

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Un entretien avec M. Charles Fiterman

« Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé » nous déclare l'ancien ministre communiste des transports

M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du Parti communiste, s'était abstenu lors de l'adoption par cette instance, le 12 mars, d'un long document relatif à la guerre du Golfe (le Monde du 15 mars). Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous a accordé et réitère sa demande d'un congrès extraordinaire destiné à transformer les statuts du PCF.

« Quel bilan faites-vous de la guerre du Golfe, compte tenu des réserves que vous aviez formulées par rapport aux analyses et aux prises de position de la direction de votre parti ?

— Il y a eu d'abord, dans cette crise, un droit à faire respecter le droit d'un peuple et d'un Etat souverain à disposer d'eux-mêmes, droit qui a été bafoué

par la politique expansionniste, guerrière, inacceptable de Saddam Hussein. Ce premier trait spécifique a marqué fortement et jusqu'au bout toute la crise. Si on en fait abstraction ou si on le sous-estime si peu que ce soit, alors, on est conduit à une appréciation sommaire, schématisée, du rôle de l'ONU et du comportement des différents pays, notamment de celui de l'Union soviétique, et, plus généralement, à lire l'état du monde à travers une grille déformante.

» En second lieu, je suis de ceux qui persistent à penser que, pour faire respecter ce droit, rien n'obligeait à pousser l'action internationale nécessaire jusqu'à la guerre. Il y a eu un dérapage. L'ONU a été détournée de son rôle, dépossédée de son action nécessaire au bénéfice de la coalition dominée par les Etats-Unis. Il n'en reste pas moins - cela ne doit pas être oublié - que l'ONU

a joué un rôle intéressant, nouveau, notamment dans la première phase de la crise. Il faut en tirer des enseignements pour l'avenir.

» Enfin, ce conflit est révélateur des exigences nouvelles de notre époque même si elles s'expriment de façon contradictoire. Il y a des risques graves. Mais dans cette situation d'après-guerre froide, les besoins des individus et des peuples peuvent plus librement s'exprimer, fournir la base de rassemblements nouveaux, allant dans le sens de la construction d'un monde de droit. Ce n'est plus le jeu des deux grandes puissances, tel qu'on l'avait connu dans le passé. J'ai noté, à ce propos, différentes déclarations qui donnaient le sentiment d'une sorte de regret de ce passé.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT
Lire la suite page 8

DATES

Il y a vingt ans

L'éclatement du Pakistan



Des milliers de réfugiés sur les routes...

Le 27 février dernier, deux femmes se disputaient les suffrages de soixante millions d'électeurs du Bangladesh. Dans ce pays musulman, le fait que des élections se limitent au duel entre deux personnes du sexe dit « faible » était à lui seul un événement. Mais, derrière ce symbole, il fallait aussi voir l'affrontement entre la compagne d'un héros de la lutte de libération du Bangladesh, le général Ziaur Rahman, et la fille du « père de l'indépendance », Sheikh Mujibur Rahman. Et ce, vingt ans, à un mois près, après la déclaration d'indépendance du Bangladesh, le 26 mars 1971.

La « veuve » et l'« orpheline », la bégum Khaleda Zia — qui l'a emporté — et Sheikh Hasina Wajed, ne faisaient que poursuivre à coups de bulletins de vote — la vieille rivalité entre les deux hommes. En janvier 1972, après une guerre meurtrière, « Mujib » était parvenu au pouvoir, mais fut assassiné en 1975. Le général Zia lui avait succédé, avant de tomber à son tour sous les coups de tueur en 1981. Zia n'était qu'un obscur major de l'armée pakistanaise; son appel à l'insurrection à la radio le propulsa vers la célébrité, tandis que Mujib, l'homme le plus populaire du Bengale, était le chef charismatique de la ligue Awami.

Tout avait commencé par une de ces journées funestes auxquelles le sort semble avoir abîmé certains pays du tiers-monde, pauvres parmi les pauvres, dans ce qui était alors la partie orientale du Pakistan. Un cyclone tropical suivi d'un raz-de-marée dévastateur, un de ceux qui ravagent à intervalles irréguliers le delta du Gange, s'était abattu en novembre 1970 sur ce pays où la terre gorgée d'eau et l'eau boueuse s'interpénétraient sans que l'on sache très bien où commence l'une et où s'arrête l'autre.

Elections confisquées

Des centaines de milliers de paysans, plus d'un million peut-être — le bilan officiel fut de 148 116 victimes, mais on avançait aussi le chiffre de 1,5 à 2,5 millions — avaient été emportés par des vagues gigantesques avec leurs paillottes, leur bétail et leurs récoltes, mais aussi leurs outils, leurs vêtements, leurs bateaux et même plusieurs îles, rayées de la carte.

Quand les eaux se retirèrent, elles abandonnèrent derrière elles des cadavres par grappes dans les rizières dévastées, une misère encore plus grande dans un pays déjà misérable, la faim, le choléra. Dans des zones sinistrées, seuls 2 % des enfants de moins de deux ans avaient survécu. Avec cet humour douloureux qui fleurit souvent dans les temps de malheur, certains Bengalis disaient : « Cette année, les crevettes seront particulièrement savoureuses ! »

La communauté internationale fut bouleversée par le drame qui se déroulait dans ce « coin perdu d'Asie, hors du temps, utopique, mal connu », comme l'écrivit le jeune Bernard-Henri Lévy, qui y fera l'apprentissage de la célébrité (1). Mais l'aide fut mal distribuée. Tandis que des hordes affamées et en ballons étaient à la recherche de nourriture, mourant d'épuisement le long des routes, l'administration et l'armée, tenues par les Pakistanais de l'Ouest (2), montraient leur incompréhension et leur mépris pour les souffrances des Bengalis, transformant leur résignation en colère.

Cette colère trouva vite l'occasion de s'exprimer, et fut exploitée par les politiciens bengalis. Après de longues années sous la férule du général-président Ayub Khan, le Pakistan était en pleine campagne électorale pour le renouvellement du Parlement, le 7 décembre. Le triomphe de la ligue Awami fut presque total : contre l'attente des autorités, elle remporta les trois quarts des sièges à l'Est, s'assurant par là-même une courte majorité à l'Assemblée nationale.

Pour la première fois au Pakistan, le pouvoir semblait à la portée des Bengalis, isolés géographiquement et politiquement de la capitale, Islamabad. Jusque-là, pouvoir et richesses avaient été accaparés par les grandes familles et les généraux de l'Ouest. Un grand marchandage s'engagea entre Mujib et Zulfikar Ali Bhutto qui, avec son Parti du peuple (PPP), avait remporté la

victoire à l'Ouest, sous l'œil intéressé du général-président Yahya Khan. Bhutto, qui croyait tenir enfin sa victoire, avait trouvé plus fort que lui chez ce Bengali que l'establishment du Pakistan-Occidental regardait avec hauteur.

Mais les dés étaient pipés. Mujib le réalisa vite. Les dirigeants d'Islamabad n'avaient aucune envie de partager le pouvoir avec la ligue Awami, ni d'accepter un quelconque fédéralisme. Le Pakistan se trouvait plus écarté que jamais. En janvier, Mujib échappa à une tentative d'attentat. Peu après, Yahya Khan déclarait que le leader bengali pourrait devenir premier ministre, avant d'ajouter *« une fois dix jours plus tard la réunion du Parlement. Tandis que Bhutto — qui ne refusait pas une crise dont il pensait sortir vainqueur — dénonçait l'éclatement du pays, Mujib posait des conditions draconiennes pour le maintien du Bengale au sein du Pakistan. L'intransigence des deux camps allait précipiter le drame. »*

Les atterrissements d'Islamabad et l'impossibilité d'obtenir le respect des résultats issus des urnes transformèrent les revendications autonomistes de la ligue Awami en un sentiment indépendantiste, qui fit tâche d'huile. Au début de mars, le delta du Bengale avait pratiquement fait sécession. En face, Islamabad ne pouvait compter que sur l'armée, de rares « collaborateurs », les émigrés indiens bharis et les tribus chakmas de la frontière birmane.

« Dacca a brûlé pendant trois jours »

Le 23 mars pourtant, un « accord général » était annoncé. Ce ne fut qu'un faux espoir. Le 26, l'armée, qui avait massivement renforcé ses effectifs à l'Est, occupait Dacca et arrêtait Sheikh Mujibur Rahman peu après qu'il eut proclamé à la radio l'indépendance du Pakistan-Orient. La guerre du Bangladesh avait commencé, la tragédie n'avait pu être évitée.

Les soldats venus de l'Ouest se livrèrent à un véritable massacre dans les rues de Dacca. Mais la politique de terreur voulue par Yahya Khan ne fit que retourner les derniers Bengalis. Des unités locales de l'armée se mutinèrent, passant avec armes et bagages du côté des Mukti Bahini (résistants). On ne comptait plus les morts, disparus et prisonniers. La population n'était pas épargnée, bien au contraire : les élites semblaient systématiquement visées, pour décapiter la révolte.

Un témoin français raconte qu'« après l'intervention de l'armée à Dacca, toute la

ville a brûlé pendant trois jours ». Les combats les plus durs eurent lieu à l'université, dont « les bâtiments ont été complètement détruits. Mais, dit-il, je n'ai pas pu évaluer le nombre des victimes ». Un autre témoin ajoutait que les insurgés n'avaient pour armes « que des bambous taillés en pointe ». Un étudiant déclarait que « les militaires ont mis le feu aux maisons, et lorsque les gens fuyaient, ils tiraient dessus (...). En me rendant à l'aéroport, j'ai vu des centaines de cadavres décomposés, rassemblés en tas ».

Les ambitions de M^{re} Gandhi

Le général Tikka Khan, le « boucher du Bengale », n'y était pas allé de main morte dans la répression. Huit millions de Bengalis — devenus Bangladeshis depuis l'indépendance — se réfugièrent de l'autre côté de la frontière indienne chez leurs frères bengalis hindous, dont ils s'étaient séparés vingt-quatre ans plus tôt pour incompatibilité religieuse. Cette fuite dramatique émut le monde entier; on parla de « génocide », on vint au secours de ces foules désespérées, ciblés par les bombes, des épidémies et de la famine.

Malraux s'indigna, appelant le Bangladesh à suivre l'exemple du Vietnam et lançant l'idée de nouvelles brigades internationales. Le président Pompidou se contenta de paroles apaisantes : « Vous savez que la France a pour principe de ne se mêler en aucun cas des querelles internes d'un pays, déclara-t-il le 25 septembre. Nous constatons simplement qu'il se produit un certain nombre d'événements au Pakistan-Orient qui se traduisent par une grande misère pour beaucoup de gens, soit à l'intérieur de ses frontières, soit en Inde, où beaucoup se réfugient (...). Nous sommes prêts à appuyer tous les efforts internationaux qui seront faits (...) pour soulager la misère. »

L'Inde fut débordée par cet afflux imprévu, par ce cyclone humain qui s'abat-tait sur elle et sur ses maigres ressources. Indira Gandhi, alors premier ministre, sut rapidement en tirer profit. New-Delhi n'avait jamais vraiment accepté la partition, et deux guerres avaient déjà opposé les deux Etats. L'occasion était trop bonne pour « casser » une fois pour toutes le rival pakistanaise. L'Inde, qui soutenait en sous-main la résistance de la République populaire du Bangladesh, proclamée le 17 avril, signa le 9 août un traité de « paix, d'amitié et de coopération » avec l'URSS. Au Pakistan, soutenu par Washington et Pékin, M^{re} Gandhi opposait l'alliance du Kremlin.

Chaque camp s'était assuré le soutien d'un Super-Grand. Il faut dire aussi que les Etats-Unis de M^{re} Nixon et Kissinger, comme la Chine de Mao Zedong, avaient un besoin pressant du Pakistan. C'est en effet d'Islamabad que M. Kissinger s'envola secrètement le 9 juillet pour ses premiers contacts avec Mao à Pékin, prélude à une normalisation sino-américaine qui allait bouleverser l'équilibre mondial. Washington manifestera sa gratitude à Yahya Khan en suspendant ses ventes d'armes à l'Inde et en envoyant son porte-avions nucléaire *Enterprise* dans le golfe du Bengale au début de la guerre.

La gesticulation entre New-Delhi et Islamabad dura plusieurs mois. L'Inde multipliait les déclarations alarmistes et son armée n'hésitait plus à prêter main-forte aux Mukti Bahini. Il devenait de plus en plus clair qu'Indira Gandhi, derrière ses protestations pacifiques, n'attendait que le moment de frapper, tandis que Yahya Khan s'obstinait à réprimer. Après une tournée dans les capitales occidentales — à Paris, un journal tira « Cette femme veut la paix » — et en dépit d'ultimes efforts des Nations unies pour éviter la guerre, elle lança ses troupes le 4 décembre 1971 dans une offensive généralisée au Bangladesh.

La guerre ne dura pas deux semaines, les Pakistanais, isolés, débordés, ne pouvant faire face au cyclone de feu et de fer indien. Le 17 décembre, Yahya Khan jeta l'éponge, et céda sans gloire le pouvoir à un Bhutto rentré triomphalement de Pékin. Le chef du PPP avait perdu le Pakistan-Orient, mais il devenait premier ministre. Il le restera six ans, avant d'être renversé par un autre général, Zia Ul Haq, qui l'enverra à la potence.

Mujib sera libéré au début de janvier 1972, pour devenir le président à poigne du nouvel Etat qu'il avait largement contribué à créer. La carte du sous-continent indien était remodelée. Le Bangladesh se rapprochait d'une Inde, qui avait contribué à sa naissance au forceps. Mais il ne faudra que quelques années pour que Dacca recroise sa politique, renouant avec Islamabad, et avec Pékin, pour faire contrepoids au géant régional. L'impact d'un cyclone tropical sur l'avenir d'un pays, voilà qui aurait en son temps fort intéressé Montquieu.

PATRICE DE BEER

(1) Bernard-Henri Lévy, *Bangladesh, nationalisme dans la révolution*. François Maspéro, Cujes livres 33-54, 1973.
(2) Lors de la partition des Indes britanniques en 1947, le Pakistan avait été constitué par les régions musulmanes de l'Ouest et de l'Est, séparées par 2 000 kilomètres de territoire indien.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-15
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 49-50-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Ensemble
M. Jacques Lesourne, écrivain.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 et 45-55-91-71
Téléc : MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-04-70. Société filiale
du journal Le Monde et du Paris SA.

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Représentations sur les journaux
et publications, n° 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif FRANCE SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 480 F 572 F 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 580 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou

préavis : non abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous

nos chèques en espèces d'importance

PP Paris 111 MON 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Lesourne
directeur de la gestion
Maurice Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Arnould
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Thomas Fereyrol
Philippe Herremans
Jacques-François Simon

Daniel Vernez
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

RAYMOND
LEVY

en direct sur

animé par
Henri MARQUE

RTL

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA RÉGIE RENAULT

avec André PASSERON
et Eric LE BOUCHER (Le Monde)
Jean-Yves HOLLINGER
et Catherine MANGIN (RTL)

سكزا من الإصل

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La situation en Irak

M. Saadoun Hammadi, musulman chiite, devient chef du gouvernement

Un nouveau gouvernement a été formé en Irak, dont le chef est M. Saadoun Hammadi, musulman chiite, membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et ancien vice-premier ministre, a annoncé Radio-Bagdad, samedi 23 mars en milieu de journée. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddam Hussein.

Le président Saddam Hussein a nommé, vendredi soir, vice-président de la République M. Taha Yassine Ramadan, un de ses fidèles qui passe pour être l'un des durs du régime. Agé de cinquante-deux ans, M. Ramadan, un sunnite, est membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance dirigeante en Irak.

Il est également l'un des trois vice-premiers ministres, les deux autres étant M. Tarek Aziz, qui détiendait en outre le portefeuille des affaires étrangères, et M. Saadoun

Hammadi. Le poste de vice-président, une fonction jusqu'à présent honorifique, était vacant depuis la révolution, il y a plusieurs mois, de M. Taha Mohamed Ma'ruf, un kurde, qui est resté membre du CCR. Récemment, des dirigeants de l'opposition irakienne avaient affirmé que M. Ramadan avait été tué par les gardes du corps de Saddam Hussein après avoir tenté d'assassiner celui-ci.

M. Ramadan devient ainsi théoriquement le « numéro deux » du régime, à la place de M. Ezzi Ibrahim, vice-président du CCR, récemment nommé vice-commandant en chef de l'armée. C'est lui qui, au cours du sommet arabe tenu le 10 août au Caire, avait lancé son plateau à la figure du prince-héritier koweïtien, cheikh Saïd, lorsque les délégations irakienne et koweïtienne en étaient venues aux mains.

Le nom du nouveau vice-président de la République avait circulé au cours des dernières semaines dans certains milieux diplomatiques arabes comme un successeur possible de M. Saddam Hussein.

Pour la deuxième fois en trois jours, Washington a mis sa menace à exécution. Deux chasseurs américains F-15 ont abattu, vendredi 22 mars, dans le nord de l'Irak, un chasseur-bombardier SU-22 irakien qui volait, a-t-on indiqué à Washington, en violation de l'accord provisoire de cessez-le-feu. Cet incident s'est produit dans les environs de Kirkouk, où l'armée irakienne se batte à la rébellion kurde.

M. Martin Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, a souligné que les chasseurs-bombardiers irakiens, du fait de leur vitesse et de leur rayon d'action, pouvaient représenter un danger pour les forces américaines qui occupent toujours le sud de l'Irak. « C'est pourquoi nous jugeons important de répondre à ces intrusions aériennes (la plus rapide possible), a-t-il dit. « Nous continuerons d'abattre tout avion qui décolle, mais je ne pense pas que cela nous implique dans les affaires intérieures de l'Irak de quelque façon que ce soit ».

Interrogé à propos des hélicoptères irakiens, M. Fitzwater a souligné

que les alliés, qui ont interdit les vols militaires de ces appareils mais ne les abattent pas, entendent garder leurs options ouvertes et laisser planer le doute sur leurs intentions. Pour sa part, le département d'Etat a indiqué vendredi que l'intensité des combats dans le sud de l'Irak semblait avoir diminué et que le gouvernement transférait des forces du sud vers le nord, où les rebelles kurdes progressent.

Le porte-parole du département, M. Richard Boucher, a également annoncé qu'un grand nombre de soldats et d'agents de sécurité avaient été déployés à Bagdad pour y maintenir un calme relatif. « Nous croyons que des heures se passent malgré tout », a-t-il déclaré sans confirmer toutefois une information de source irakienne selon laquelle le couvre-feu aurait été imposé dans la capitale. Il n'a pas également confirmé les déclarations de l'opposition irakienne selon laquelle le gouvernement aurait perdu le contrôle de Kirkouk et de Mossoul. (AFP, AP)

Le Conseil de sécurité de l'ONU assouplit l'embargo

NEW-YORK

Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'est réuni vendredi 22 mars pour examiner le projet de résolution américaine sur un cessez-le-feu définitif avec l'Irak (le Monde du 23 mars), a reporté à la semaine prochaine la suite de ses discussions.

Dans le même temps, le Conseil a adopté une décision inspirée par l'urgence de la situation économique en Irak et comportant un assouplissement important de l'embargo appliqué à ce pays. Cette mesure ne lève pas pour autant de façon définitive les sanctions économiques, ce qui n'interviendrait que lors de la signature définitive du cessez-le-feu.

Fournir l'eau potable

Désormais, sur simple notification au comité des sanctions, les livraisons de nourriture à l'Irak sont autorisées et il sera également possible de livrer à ce pays des produits « civils et humanitaires », (autres que les médicaments qui n'étaient pas concernés par l'embargo) à condition que

ces dernières livraisons ne soient l'objet d'aucune objection de la part du Conseil. Cette mesure permettra au Conseil de continuer à vérifier d'éventuels approvisionnements qui pourraient contribuer à renforcer l'effort de guerre sous couverture d'aide humanitaire.

Dans les faits, Bagdad pourrait recommencer à recevoir par exemple, sous réserve d'une interdiction des membres du Conseil, des engrais pour l'agriculture ou encore des pièces de rechange destinées aux travaux d'irrigation ou d'adduction d'eau. La France a ainsi suggéré l'envoi de matériels destinés à fournir très rapidement à la population l'eau potable dont elle a besoin.

Les membres du Conseil ont admis que la situation du pays, telle qu'elle était présentée dans le rapport établi par M. Martti Ahtisaari, secrétaire général adjoint, à son retour de Bagdad, était suffisamment « proche de l'apocalypse », selon les propos du rapporteur qui parlait également d'un retour à « l'âge pré-industriel en Irak », pour autoriser immédiatement l'envoi de produits et d'articles de première nécessité.

SERGE MARTI

ISRAËL : alors que « la guerre des couteaux » continue

Le gouvernement envisage de nouvelles mesures pour limiter l'entrée des Palestiniens

Six mois après la tuerie sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem, qui avait fait dix-huit morts palestiniens et déclenché ce qu'on a appelé « la guerre des couteaux », les attentats aveugles à l'arme blanche contre des Israéliens n'ont pas cessé. Pour tenter d'enrayer un phénomène qui accroît les tensions, les peurs et les haines entre les communautés, le gouvernement envisage d'introduire dorénavant aux jeunes Palestiniens de moins de vingt-cinq ans ainsi qu'aux célibataires de travailler dans l'Etat juif.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Les autorités israéliennes avaient un moment espéré qu'après la guerre du Golfe les agressions iraient en diminuant. Mais depuis l'écrasante défaite militaire subie par l'Irak, une douzaine de juifs israéliens ont été poignardés et six mortellement atteints.

Mélange de désespoir, de vengeance et de révolte, les jeunes tueurs palestiniens, bien que soutenus et même glorifiés par le mouvement islamique Hamas, ne semblent obéir à aucun ordre. Ce qui rend la situation à la fois plus dangereuse, et plus inquiétante encore, c'est que la plupart de ceux qui ont été arrêtés, n'ayant rien à perdre ou si peu, semblaient avoir accepté de mourir avec leurs victimes.

Interrogés vendredi 22 mars à propos de ces épisodes meurtriers, le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, a observé que « le phénomène s'est trop souvent répété ces derniers jours » et il a promis que son gouvernement allait prendre « toutes les mesures nécessaires à la diminution de ces actes dans les cités israéliennes ». Il a cependant insisté l'opposition « à distinguer entre ceux qui viennent parmi nous pour gagner leur vie - ceux-là doivent être accueillis comme des gens désireux de vivre en paix - et les meurtriers qui exploitent leur présence (en Israël) pour tuer ».

La « ligne verte » rétablie ?

Comment faire, alors que plus de cent mille Palestiniens des territoires occupés viennent quotidiennement travailler en Israël et qu'un climat de méfiance, de crainte et de haine entre les communautés persiste ? C'est la question qui, entre mille autres, oppose farouchement la droite et la gauche israéliennes.

Cette dernière plaide pour une séparation nette entre les deux communautés, ce qui reviendrait - et ceci est cohérent avec la ligne travailliste - à rétablir de facto toute la réalité de la « ligne verte » qui sépare Israël des territoires occupés.

Pour sa part, la droite au pouvoir rejette évidemment une solution qui risquerait d'aboutir tôt ou tard à un retour du pays dans ses frontières d'avant 1967. Pris dans ce dilemme, le gouvernement, qui a plus d'une fois été contraint par la violence des événements à rétablir de fait la sépa-

ration d'avec les territoires, envisage donc non pas d'interdire mais de restreindre un peu plus l'accès des Palestiniens au territoire israélien internationalement reconnu.

Partant du constat que la quasi-totalité des « poignardeurs » arrêtés sont jeunes et célibataires, le ministre de la police, M. Ronnie Milo, (Likoud) devait donc présenter dimanche 24 mars au conseil des ministres un catalogue de mesures visant à restreindre l'accès en Israël aux Palestiniens appartenant à ce qu'il appelle « des groupes de population à haut risque ». Selon les quotidiens hébreux *Davar* et *Maariv*, il s'agirait d'interdire purement et simplement l'entrée en Israël des célibataires et des jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Le ministre de la police, réputé favorable, avec bien d'autres, au réta-

blissement de la peine de mort pour les « tueurs aux couteaux », s'est également préparé de nouvelles listes d'indésirables, incluant, selon le *Jerusalem Post*, « les proches de tous ceux qui ont été arrêtés par les forces de sécurité », ainsi que les Palestiniens ayant notamment participé à des manifestations contre le pouvoir israélien.

La police serait également munie d'un plus grand nombre de détecteurs portables de métaux, les barrières de sécurité seraient multipliées sur la fameuse « ligne verte » et des patrouilles opéreraient plus systématiquement des contrôles surprises dans les territoires.

En résumé, comme l'écrivait vendredi le journal *Hadashot*, « la normalisation ayant échoué, c'est bien la « ligne verte » qui revient... »

PATRICE CLAUDE

Des cérémonies à Toulon

Prochain retour d'unités du dispositif « Daguet »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, présidera, mercredi 27 mars, à Toulon (Var), les cérémonies qui doivent marquer le retour en France des premières unités de l'opération « Daguet » en Arabie saoudite. Ces détachements sont partis au début de la semaine du port de Yambu, en mer Rouge, à bord de navires civils affectés et de bateaux de la marine nationale.

Ces cérémonies comprennent une revue des troupes suivie d'un défilé auquel participent des éléments de marine, d'infanterie, de marine, parachutistes, légionnaires, commandos-marine et de l'air, spahis et service de santé et des détachements aériens (avions Jaguar, Mirage 2000 et F1CR, hélicoptères, appareils de transport et de ravitaillement en vol). La plupart des unités qui arrivent à Toulon avaient été envoyées dès le début de l'automne dernier en Arabie saoudite.

Après un accord entre les alliés et le régime de Bagdad

Mille prisonniers devraient être échangés chaque jour

Irakiens et alliés sont parvenus vendredi 22 mars à un compromis sur le rapatriement des prisonniers de guerre (dernières éditions). A l'occasion de réunions tenues à Ryad jeudi et vendredi, les deux parties sont convenues que l'échange des prisonniers devrait commencer samedi sur la base de « mille prisonniers par jour de chaque côté », a annoncé le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Selon ce dernier, cet accord touche environ soixante

mille prisonniers irakiens et cinq mille koweïtiens, civils et militaires, toujours détenus en Irak.

L'accord intervenu vendredi est un compromis. Les responsables militaires américains souhaitent en effet que le rapatriement s'effectue à la cadence de cinq mille hommes par jour. Mais les Irakiens affirment que le pouvoir accueille, quotidiennement plus de cinq cents des leurs, par manque de moyens de transport et de carburant.

Les deux parties se sont finalement mises d'accord sur le chiffre de mille. Les échanges se feront par voie de terre, au poste-frontière saoudo-irakien proche de la localité d'Arrar. Selon le CICR, chaque irakien sera interrogé « au dernier moment, juste avant le départ », pour savoir s'il désire être rapatrié ou s'il demande à bénéficier du droit d'asile.

Des incertitudes demeurent toutefois sur le nombre de prisonniers koweïtiens, dont 2 200 ont déjà été libérés (lire l'article de

Françoise Chipaux). Les Koweïtiens estiment en effet que le nombre de leurs citoyens déportés dépasse largement le chiffre de cinq mille fourni par Bagdad.

Les Irakiens se sont enfin engagés à mener immédiatement des enquêtes sur le sort des soldats disparus pendant les combats, dont les corps n'ont pas été retrouvés et qui ne figuraient pas parmi les prisonniers. (AFP, Reuters)

Retour au Koweït

Suite de la première page

A 10 h 30, les sirènes des voitures de police escortant les trois premiers cars ramenant quelques instants de calme avant que la foule ne se précipite dans une tentative désespérée d'apercevoir un des siens. De chaque côté les regards se cherchent. Une mère soulève son petit garçon à bout de bras avant d'éclater en sanglots. Quelques vieux, le visage ridé, écarquillent leurs larmes.

Dans la plus grande pagaille, les soldats ouvrent un chemin aux prisonniers vers la salle décorée des portraits de l'émir, du prince héritier et de posters sur le Koweït enchaîné puis libéré. Le verdict tombe très vite : tous ces arrivants sont des soldats qui étaient détenus à Takrit, la ville natale du président irakien. Aucun civil n'est là. Peine perdue, chacun casse d'interpellé un de ces hommes, dans l'espoir qu'il ait vu un des siens, ou qu'il sache quelque chose. Des jeunes gens crient des noms dans l'attente d'une réponse qui se perd dans le brouhaha. A peine les prisonniers sont-ils entrés dans la salle où les familles ne sont pas admises qu'une bagarre éclate à

l'extérieur. « On veut savoir tout de suite... » On interpelle un jeune soldat en faction devant la porte. Bientôt ce sont des femmes qui hurlent : « On veut des listes, on a le droit de savoir... »

Dans la foule, les représentants de la toute nouvelle Association koweïtienne pour la défense des victimes de la guerre ont beau jeu de dénoncer « la manœuvre organisée » de ce retour et, affirme Mubarak Adwani, « le manque de détermination du gouvernement koweïtien face à ce problème ».

Traversée de l'Irak

« C'est en effet une question hautement sensible qui touche chaque famille, chaque maison, dit-il, nous voulons savoir exactement combien de personnes détiennent l'Irak. Nous voulons des listes, des noms, des dates d'enlèvement, tout ce qui nous permettrait de mieux servir et d'aider les familles. Le gouvernement ne répond pas avec assez de vigueur à cette question et pour obtenir plus vite la libération de ces gens... »

Selon le Croissant-Rouge koweïtien, 14 000 noms de personnes détenues ou disparues ont été jusqu'à maintenant enregistrés, soit le double des chiffres avancés, officiellement 7 000 personnes environ, et dont 2 200 ont été libérées. Dans la salle, les ex-prisonniers enregistrent de nouveau leur nom et adresse, et racontent leur longue détention.

Soldat de la défense anti-aérienne, Agim Hadith, trente ans, affirme : « Les premiers jours cela a été dur, mais cela s'est amélioré ensuite. Les soldats nous ont traités comme des frères. La nourriture ? Nous avons mangé ce que nous donnons nous à nos animaux. Un bout de pain par jour, et encore, quel pain ! Mais avec l'argent que nous faisons parvenir nos familles, on arrivait à améliorer l'ordinaire. Les soldats irakiens sont très pauvres, alors on leur donnait de l'argent et les nous apportent des provisions, des suppléments... »

Quand on-lis apprit qu'ils allaient être libérés ? « La veille même de notre libération », raconte Khatif El Tari. Ils nous ont dit : demain vous serez libres. Comment cela s'est-il passé concrètement ? « On nous a emmenés en car de Takrit à Arrar en Arabie saoudite. Ensuite, ce fut une longue traversée de l'Irak. On-lis vu des troupes ? « Nous avons entendu des explosions, spécialement près de Bagdad », dit-il, ajoutant : « Il y a des barrages routiers partout et dans toutes les villes. Les Irakiens

Le sort des bédouins

Marié, père de huit enfants, Khatif attend de retrouver sa famille qu'il n'a pas encore revue. Pour Mohamed, le problème est différent : ses deux femmes et ses dix enfants sont en Arabie saoudite, et il ne sait pas comment les rejoindre. Sans passeport, sans carte d'identité, il ne peut sortir du Koweït et pourtant c'est la seule chose qu'il veut. Nous le retrouvons à minuit, alors que plusieurs centaines de personnes attendent encore le dernier des neuf avions de l'armée de l'air koweïtienne qui ont fait la liaison Irak-Koweït.

« Va au ministère de l'Intérieur », lui conseille le représentant du Croissant-Rouge. « J'y suis allé, j'ai-t-il, mais ils ne veulent pas m'aider. Ils m'ont dit d'attendre les nouveaux passeports, mais nul ne sait quand ils seront faits. » Encore Mohamed, Koweïtien d'origine, est-il chanceux. Son nom figure sûrement sur l'ordinaire du ministère de l'Intérieur, et il pourra récupérer ses papiers. Ce n'est qu'une question de temps.

Pour les non-Koweïtiens, pour les « bédouins » (littéralement les « sans »), ces bédouins sans nationalité, dont beaucoup servaient dans l'armée ou la police, l'affaire est beaucoup plus compliquée. Divisés en trois groupes par les autorités koweïtiennes, ils ne sont pas traités avec les mêmes égards. Les Koweïtiens qui peuvent prouver leur nationalité grâce aux ordonnances du ministère ne rencontreront pas de graves problèmes.

Mais, ceux qui se prétendent tels, sans pouvoir le prouver, - dont les « bédouins » et les non-Koweïtiens - sont pour l'instant parqués dans des camps près de Jahra dans l'attente de papiers. Leur situation devrait être étudiée au cas par cas, mais ils ne sont pas certains de pouvoir réintégrer le Koweït. Si la volonté des autorités de déterminer avec certitude qui est qui peut se comprendre, il ne fait pas de doute qu'avec ces prisonniers s'amorce une nouvelle politique, beaucoup plus restrictive, vis-à-vis des étrangers.

En attendant, le problème des disparus et des prisonniers risque de rester encore longtemps une préoccupation majeure pour les Koweïtiens qui espèrent des autorités le maximum de pressions pour savoir ce qu'il est advenu des leurs.

FRANÇOISE CHIPAUX

AMÉRIQUES

CANADA : le débat constitutionnel

Les anglophones préféreraient se séparer du Québec plutôt que de lui accorder un statut spécial

Les Canadiens anglophones préfèrent envisager la séparation du Québec plutôt que de lui accorder un statut spécial, selon les premières conclusions de la commission, effectuées à mi-mandat et qui confirment ainsi plusieurs récents sondages. D'un autre côté, le gouvernement libéral du Québec s'apprête à demander au reste du Canada des «changements constitutionnels substantiels», de manière à ce que la province à majorité francophone obtienne une sorte de statut autonome. A défaut de quoi, un référendum pourrait être tenu sur la souveraineté politique du Québec, que le Parti québécois (opposition) ne cesse de prôner.

MONTREAL

de notre correspondant

En créant une commission itinérante appelée «Forum des citoyens», quatre mois après l'échec du processus qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada, le premier ministre fédéral Brian Mulroney avait voulu tenter de «jeter des ponts» entre la majorité anglophone et la minorité francophone du pays. Or les points de vue semblent toujours aussi irréconciliables. D'un côté, la grande majorité

des anglophones tient plus que tout au principe de l'égalité entre les dix provinces du pays et ne voit pas pourquoi le Québec devrait bénéficier d'un «traitement préférentiel», selon les premières conclusions de la commission, effectuées à mi-mandat et qui confirment ainsi plusieurs récents sondages. D'un autre côté, le gouvernement libéral du Québec s'apprête à demander au reste du Canada des «changements constitutionnels substantiels», de manière à ce que la province à majorité francophone obtienne une sorte de statut autonome. A défaut de quoi, un référendum pourrait être tenu sur la souveraineté politique du Québec, que le Parti québécois (opposition) ne cesse de prôner.

Politique jugée coûteuse et inutile

Le bilinguisme (anglais-français) des institutions fédérales imposé en 1969 par Ottawa pour tenter de dissuader le Québec de se séparer ne trouve pas davantage grâce aux yeux des Canadiens. «La logique de cette

politique, jugée coûteuse et inutile, échappe à la plupart des personnes» qui se sont exprimées jusqu'à présent, indique le rapport de la commission. Le concept des «deux peuples fondateurs» du Canada, sur lequel s'appuyait cette politique est considéré par les anglophones «comme un anachronisme» qui empêche de reconnaître «comme il se doit» les droits des autres communautés, en particulier ceux des Amérindiens. Ces derniers, pensent unanimement les Canadiens, ont été «traités injustement», ce qui «a terni la réputation du Canada à l'étranger». Pour régler tous ces problèmes, les Canadiens hors Québec s'en remettent à leur gouvernement mais disent, pour la plupart, que le système politique n'est plus adéquat et que les dirigeants du pays ne sont pas dignes de confiance. Le président de la commission, M. Keith Spicer, mise sur le rapport, attendu dans les prochains jours, d'une autre commission — celle que le Québec a formée sur son propre avenir constitutionnel — pour relancer, d'ici juin prochain, le débat dans un Canada en plein désarroi.

MARTINE JACOT

CHILI : le débat au sein de l'armée sur les exactions de la dictature

Les carabiniers et l'aviation appuient le président Aylwin

Trois semaines après la publication du rapport de la commission «pour la vérité et la réconciliation» sur les crimes commis par la dictature du général Pinochet, le président de la république, M. Patricio Aylwin, a affirmé, vendredi 22 mars, que tous les coupables de violations des droits de l'homme devraient être «sanctionnés», et que les nombreux militaires et policiers amnésés en 1978 par le régime du général Pinochet devraient être également jugés. Le rapport a provoqué des réactions diverses parmi les corporations militaires concernées.

SANTIAGO

de notre correspondant

Le commandant en chef de l'aviation, le général Fernando Matthei, a été le premier haut responsable militaire à réagir au rapport des «sages» sur les exactions commises pendant

la dictature du général Pinochet. Tout en s'abstenant de toute critique à l'égard de ses conclusions, il a exprimé son «soutien à l'effort réalisé par le président Aylwin en vue de parvenir à la réconciliation nationale». Le haut commandement des carabiniers a fait part aussi de sa position dans un communiqué publié vendredi 22 mars.

Contrairement à l'aviation, moins incriminée que les autres armes dans le rapport, les carabiniers ont soutenu être chargés des basses besognes sous le régime militaire, et ils doivent répondre aujourd'hui de nombreux crimes. Or leurs commandants expriment eux aussi leur «désir de contribuer à la réconciliation entre les Chiliens» et de «faire les gestes nécessaires» pour y parvenir. Tout en refusant que «l'on préjuge de la responsabilité du personnel», ils disent s'en remettre aux «tribunaux compétents».

L'armée de terre et la marine, elles, n'ont pas encore réagi officiellement. Généraux et amiraux ont pris le temps d'étudier le texte volumineux du rapport et de peaufiner leurs déclarations, qui seront communi-

quées prochainement aux autorités et à l'opinion. Feront-elles «un geste en faveur de la réconciliation nationale», comme les y a invités le président? Rien n'est moins sûr, à en juger par la conférence de presse donnée jeudi par le colonel Labbé, officier de réserve considéré comme le porte-parole officiel du général Pinochet. Le colonel, en effet, s'en est pris vivement aux conclusions de la commission, coupable à ses yeux de ne pas reconnaître que les militaires avaient dû «livrer à partir de 1973 une guerre non conventionnelle contre l'ennemi intérieur».

Les innombrables cas d'exécutions sommaires, ou de traitements inhumains infligés par les militaires à leurs prisonniers, seraient-ils assimilables à des actions de guerre? «Je ne vois pas sur le terrain de la casuistique», s'est contenté de répondre l'officier. «L'armée de terre n'a conclu : puisque le rapport de la commission l'outreage dans son honneur, elle se réserve même le droit de saisir le conseil national de sécurité pour exposer ses griefs».

GILLES BAUDIN

ÉTATS-UNIS

La police sur la sellette

Une série de bavures policières à Los Angeles et à New-York ont contraint les autorités fédérales à passer au crible les méthodes des forces de l'ordre américaines.

WASHINGTON

correspondance

Depuis longtemps, les feuilletons télévisés entretiennent dans le grand public américain l'image de policiers justes exerçant leur métier avec un détachement professionnel, mais toujours équitables et protecteurs des faibles et des innocents. Mais cette image a été bouleversée par la séquence de vidéos d'un amateur de Los Angeles (le Monde du 7 mars 1991), projetée à plusieurs reprises sur le petit écran. Des millions d'Américains ont été surpris et choqués par le spectacle d'un automobiliste noir, à terre, les menottes aux mains, frappé plus de cinquante fois avec acharnement à coups de bâton, et brutalement piétiné par plusieurs policiers blancs de Los Angeles, qui trouvaient, semble-t-il, un certain plaisir à distraire une dizaine de leurs camarades qui ne bronchaient pas devant ce passage à tabac d'une exceptionnelle violence. Depuis,

quatre policiers ont été arrêtés pour être traduits en justice, et les autorités fédérales ont ouvert une enquête nationale sur les quelque quinze mille plaintes pour brutalités policières déposées dans tout le pays. Mais ces violences continuent. A New-York, au cours des dernières semaines, cinq policiers sont accusés d'avoir battu puis étranglé en le serrant trop fort à la gorge un homme suspect d'avoir volé une automobile.

Beaucoup de victimes de ces violences policières, en grande majorité des Noirs ou des hispaniques, ont sorti de leur réserve pour raconter au détail les sévices qu'ils avaient subis. Du coup, les grandes organisations de défense des droits des minorités dénoncent le racisme des policiers et demandent avec vigueur le renvoi de M. Gates, chef de la police de Los Angeles.

La Maison Blanche a pris conscience des retombées politiques de l'incident de Los Angeles. La tâche du président Bush, s'efforçant d'obtenir du Congrès une législation anti-crime, invitant les policiers et les juges à une pression plus vigoureuse, s'en trouve compliquée. En outre, ses liens avec M. Gates sont embarrassants. Le chef de la police a en effet active-

ment participé à la campagne électorale de M. Bush en 1988. Et par une malheureuse coïncidence, deux jours après l'affaire de Los Angeles, le président félicitait M. Gates comme «un des héros de la lutte contre le crime...».

Déclarations provocantes

Dans ses déclarations ultérieures, le président Bush certes s'est détaché de l'incident, mais il a refusé de condamner son ami politique. «Il a été un chef de police exemplaire (...) et qui a droit à la parole», a-t-il dit. Mais, prudemment, le président a pris ses distances en rappelant à juste titre que l'affaire concernait essentiellement les autorités de Los Angeles.

En fait, M. Gates, qui refuse de démissionner, est bien protégé par un règlement de 1937 prévoyant que ni le maire ni les autorités administratives ne peuvent renvoyer le chef de la police sauf en cas de «mauvaise conduite» ou de «défaillance délibérée dans l'exercice de ses fonctions». Ce qui a conduit le maire noir de la ville M. Bradley, qui s'efforçait en vain de modifier ce texte réglementaire, à se déclarer solidaire des organi-

sations demandant le départ de M. Gates.

M. Gates est un homme sévère, sans doute intègre, très rigoureux envers les autres et lui-même mais qui multiplie les déclarations provocantes. Il a un jour qualifié de «paresseux» ses subordonnés hispaniques, traités de «grues» une journaliste de la télévision dont il n'aimait pas les commentaires. En 1982, il fut réprimandé pour avoir suggéré que les Noirs étaient plus menacés de succomber que «des gens normaux» lorsqu'on les malfaisait par une prise à la gorge. A la même époque, il déclarait que l'Union soviétique envoyait en masse en Californie des espions se présentant comme des juifs émigrés... Bien entendu, M. Gates affirme qu'il compte «beaucoup d'amis noirs et juifs...».

Les enquêteurs fédéraux doivent aussi apprécier les effets négatifs de la représentation inégale des minorités ethniques dans les effectifs policiers de plusieurs grandes villes. Ainsi à Los Angeles, où les non-blancs représentent 60 % de la population, la proportion des policiers blancs dépasse 81 %. Selon le magazine Newsweek, 62 % des Américains estiment que les groupes ethniques minoritaires

sont victimes des violences de la police.

Certes, les brutalités ne sont pas approuvées mais «expliquées» par les défenseurs de la police qui font valoir que la vague de criminalité, et surtout le surcroît de travail imposé aux policiers par la lutte contre la drogue, créent des réflexes de frustration et de violence. Enfin, un très grand nombre d'Américains, probablement la majorité silencieuse, éprouve une certaine indulgence et peut-être même un sentiment de solidarité envers la police, qui accomplit un travail difficile, arrête les criminels, trop souvent bénéficiaires de la mansuétude des juges et qui, étant donné l'ensauvagement des prisons, sont libérés bien avant l'expiration de leurs peines. Enfin, peu de policiers accusés de brutalités sont condamnés. Sur environ deux mille cinq cents affaires soumises chaque année à enquête, trente-cinq inculpations ont été prononcées en 1990. En 1988, à New-York, des photographies de violences policières étaient cent vingt et une plaintes, mais aboutissent seulement à six inculpations et à aucune condamnation.

HENRI PIERRE

En Floride

Un ancien ministre bolivien condamné pour trafic de cocaïne

L'ancien ministre bolivien de l'intérieur, le colonel Luis Arce Gomez, cinquante-deux ans, a été condamné, vendredi 22 mars, à Fort-Lauderdale (Floride), à trente ans de prison pour avoir introduit de la cocaïne aux États-Unis et organisé sa distribution.

Le colonel Arce Gomez, surnommé «le ministre de la cocaïne», avait été extradé aux États-Unis en décembre 1989. Il a nié les charges retenues contre lui. Il est également accusé de violations des droits de l'homme dans son pays pour avoir contribué à organiser des escadrons de la mort avec l'aide du nazi Klaus Barbie, dit «le boucher de Lyon», extradé en France où il a été condamné à la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité. — (AFP.)

EN BREF

■ **BRÉSIL** : tentative d'assassinat du président Collor. — Un chômeur de vingt-deux ans, armé d'un couteau de cuisine, a tenté d'atteindre le président Collor, vendredi 22 mars, au cours du «baia de foule» hebdomadaire à la sortie du palais du gouvernement. Répété et maîtrisé alors qu'il se trouvait à 2 mètres de M. Fernando Collor, le jeune homme a laissé tomber une lettre qui devait être remise à la presse après sa tentative d'assassinat, si l'on en croit la radio Jornal do Brasil. — (AFP.)

■ **VENEZUELA** : deux étudiants tués dans des affrontements avec la police. — Des affrontements violents ont eu lieu vendredi 22 mars, pour la troisième journée consécutive, entre des manifestants étudiants et des forces de police, à Caracas et dans d'autres villes du Venezuela. Les jours précédents, deux étudiants avaient été tués et trois autres blessés sur les campus universitaires de Trujillo et de Mérida. — (AFP.)

■ **SRI-LANKA** : l'armée affirme avoir tué trois cents maquisards tamouls. — Un porte-parole militaire sri-lankais a déclaré vendredi 22 mars qu'au moins trois cents maquisards des Tigres libérateurs de l'Éclat Tamoul (LTTE) avaient été tués au cours de quatre jours de violents combats dans le district de Mannar, dans le nord-ouest du pays. Des affrontements sporadiques se poursuivaient vendredi autour de deux camps de l'armée, attaqués par les séparatistes tamouls. — (AFP.)

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

ASIE

INDE : quarante-sept morts au Pendjab

Les militants sikhs multiplient les actions terroristes

NEW-DELHI

de notre correspondant

Alors que le gouvernement indien commençait à parler d'une relative amélioration de la situation au Pendjab, voire à envisager que des élections puissent s'y tenir en même temps que les élections générales prévues pour la fin mai, les militants sikhs ont choisi de refaire parler d'eux avec une extrême violence. Quarante-sept personnes ont été tuées vendredi 22 mars, au cours de plusieurs incidents. L'un d'entre eux était manifestement destiné à prouver que la répression policière était sans effet sur la détermination des «fous du Khalistan» (la patrie mythique des indépendantistes sikhs), qui ont massacré 30 hindous à une douzaine de kilomètres de Chandigarh, la capitale de l'État.

Une dizaine de terroristes ont arrêté un autobus transportant des travailleurs. Prenant place à bord du véhicule, ils ont demandé au chauffeur de se rendre dans un lieu retiré. Après avoir intimé l'ordre à la demi-douzaine de passagers sikhs de rester à bord, ils ont fait descendre les hindous qu'ils ont massacrés avec leurs fusils d'assaut Kalachnikov. Dans le district de Ferozpur, dans l'ouest du Pendjab, neuf personnes appartenant à des familles de poli-

ciers ont été tuées par un groupe de terroristes.

La situation au Pendjab, où 3 784 personnes ont été tuées en 1990, s'était légèrement améliorée depuis la nomination, en décembre dernier, d'un nouveau gouverneur, le général O.P. Malhotra. Le premier ministre, M. Chandras Shekhar, avait fait des offres de négociation aux militants sikhs, envisageant même de modifier la Constitution dans le sens d'une plus grande autonomie.

M. Shekhar avait choisi comme interlocuteur et intermédiaire M. Simranjit Singh Mann, un ancien policier et militant, aujourd'hui député. Réputé modéré, celui-ci a exhorté les représentants des organisations terroristes les plus dures à négocier avec le gouvernement. Le résultat s'est révélé peu encourageant : à force de vouloir se rendre acceptable par les uns et les autres, M. Mann est rejeté par les militants et, de facto, jugé non représentatif par le gouvernement. Les partis politiques sikhs sont aujourd'hui atomisés en de multiples groupuscules. Et la crise du Pendjab perdure, notamment parce que ni les modérés ni les militants n'ont de chefs capables d'imposer un semblant d'autorité.

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE

Le prince Sihanouk accuse le Vietnam d'intensifier les combats

Le prince Norodom Sihanouk a appelé samedi 23 mars l'Indonésie, la France — coprésidentes de la Conférence de Paris sur le Cambodge —, ainsi que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à faire pression sur le Vietnam, qu'il a accusé d'être responsable de l'actuelle intensification des hostilités dans son pays. Dans un communiqué publié par son bureau à Pékin, le chef de la résistance khmère leur a demandé de «faire quelque chose» pour amener Hanot à retirer sans délai toutes ses troupes du Cambodge et à accepter dans son intégralité le plan de paix de l'ONU.

«Il y a au Cambodge une très dangereuse intensification de la guerre due à l'intervention de plus en plus visible et impudente des troupes du Vietnam», a affirmé le prince. Hanot «lance offensive sur offensive contre les trois armées de la résistance», s'efforçant «d'empêcher l'écroulement» du régime de Phnom-Penh et souhaite «détruire totalement le processus de paix conçu par les Cinq du Conseil de sécurité et le secrétaire général de l'ONU». — (AFP.)

JAPON

MM. Bush et Kaifu se rencontreront à Los Angeles le 4 avril

Le président américain et le premier ministre japonais se rencontreront le 4 avril à Los Angeles, a annoncé vendredi 22 mars la Maison Blanche à l'issue de la visite de deux jours à Washington du chef de la diplomatie nipponne, M. Taro Nakayama. Le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que M. Bush comptait discuter de l'après-guerre avec M. Kaifu et le remercier de la contribution japonaise à l'effort de guerre allié contre l'Irak.

Lors de sa visite, M. Nakayama a remis aux autorités américaines environ six milliards de dollars, premier versement sur la somme de près de neuf milliards promise à Washington. Le reliquat devrait être versé le mois prochain; une partie est, selon M. Nakayama, destinée à la Grande-Bretagne et à la France. Le ministre nippon a par ailleurs affirmé qu'il était parvenu à mettre fin à la broutille nippo-américaine provoquée par l'attitude de Tokyo dans la crise du Golfe et par le différend commercial entre les deux pays.

D'autre part, le secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir a annoncé vendredi à Tokyo qu'il comptait proposer à M. Gorbatchev, lors de sa

prochaine visite à Moscou, un nouveau plan en deux étapes pour la rétrocession au Japon des quatre îles Kouriles qu'il revendique. M. Ichiro Ozawa souhaite que l'URSS rende dans un premier temps deux îles, puis les deux autres plus tard. «Notre position reste que nous voulons la restitution des quatre îles. Mais il y a le problème des habitants [soviétiques] des deux îles. Cela prendra du temps pour le régler et pour que ces îles puissent être restituées».

En échange, M. Ozawa a confirmé que son pays était prêt à aider l'URSS, sans toutefois avancer aucun chiffre. Mais le quotidien Yomiuri, citant des «hauts responsables de la Kremlin», a fait état d'une proposition japonaise de vingt-huit milliards de dollars. Cependant, M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, a déclaré vendredi que tout accord sur la Fédération, serait invalidé sans son accord. «Le Japon est un pays qui partage sa frontière avec la Fédération [...]. Si l'on signe un accord sur des territoires concernant la Russie, nous considérerons un tel accord comme invalide», a-t-il prévenu. — (AFP, Reuter, AP.)

SOUDAN : entrée en vigueur

Amputation flagellatoire

Le nouveau code pénal fondé sur la charia, le loi islamique, qui, outre la peine de mort, prévoit l'amputation, la lapidation, la flagellation et le crucifiage, est entré en vigueur au Soudan, vendredi 22 mars. Dans les régions à majorité musulmane, il remplace la législation de 1983, élaborée par le régime du maréchal Gaafar el Nemsary, suspendu après la chute du dictateur, en 1985.

Ce nouveau texte prévoit trois catégories de crimes et de délits : les «haddoud» (peines islamiques) sanctionnent l'adultère par lapidation, le meurtre et l'apostasie par l'exécution capitale, le vol par l'amputation de la main droite au niveau du poignet; la consommation d'alcool et la diffusion par la flagellation, le vol à main armée et la rébellion armée contre l'État par l'amputation de la main droite et du pied gauche, suivi de crucifixion.

Le qass (talion) punit l'acte criminel par un acte identique en retour (œil pour œil, dent pour dent). Le tazzir est l'application d'une peine de substitution moins rigoureuse que le haddoud. La flagellation ne pourra être appliquée aux personnes de plus de soixante ans.

Emeutes violentes réprimées

Suite de la page 10

Les manifestants, suivis par des bandes de casseurs, s'en sont pris à la représentation de BIRD et de la Banque mondiale, quartier de l'hôtel de ville et, en grande partie, du centre industriel commercial ont été mis à sac. Sur la route de l'aéroport, une station d'essence, supposée appartenir à un dignitaire du régime, était également incendiée en début de matinée. «Tout le monde est dans la rue et la situation est sous contrôle», a déclaré un témoin.

L'Association des élèves et étudiants du Mali (AESM), qui avait lancé, mercredi, une grève de quarante-huit heures, n'imaginait pas, doute pas, que la marche de protestation de vendredi, destinée à obtenir une augmentation des bourses et création d'une commission indépendante pour enquêter sur la mort de plusieurs élèves en janvier et février, tournerait ainsi à la révolte.

Il a fallu attendre 17 heures pour qu'un semblant de circulation puisse reprendre dans les rues jonchées de pierres et de pneus mal éjectés.

Le Mali fait partie des pays à

mine du Sahara et du Sahel
climatique.

SURFACE : 1 240 000 km²

POPULATION : 8,1 millions

d'habitants, répartis en une

vingt d'ethnies dont les plus

importantes sont les Bambaras,

Malinkés, Dogons, Fulas, etc.

Langues : français, bambara,

haoussa, toucouleur, etc.

CAPITALE : Bamako (800 000 habitants)

LANGUE OFFICIELLE : le français

RELIGIONS : musulmans 94 %

de la population, chrétiens 4 %

autres 2 %

HISTOIRE : colonie française

sous le nom de Soudan français

le Mali après l'indépendance

1960. Le régime a été

dirigé par le général Moussa

Traoré, arrivé au pouvoir le 16

septembre 1968. Il a été remplacé

par le général Moussa Traoré

en 1980. Le régime a été

remplacé par le général Moussa

Traoré en 1981. Le régime a

été remplacé par le général

552 من الإصلي

AFRIQUE

Soudan : entrée en vigueur du code pénal islamique

Amputation, lapidation, flagellation, crucifixion...

Le nouveau code pénal fondé sur la charia, la loi islamique, qui, outre la peine de mort, prévoit l'amputation, la lapidation, la flagellation et la crucifixion, est entré en vigueur au Soudan, vendredi 22 mars, dans les régions à majorité musulmane. Il remplace la législation de 1983, élaborée par le régime du maréchal Gaafar El Nemeiry et suspendue après la chute du dictateur, en 1985.

Ce nouveau texte prévoit trois catégories de crimes et de sentences. Les *haddoud* (peines islamiques) sanctionnent l'adultère par la lapidation, le meurtre et l'apostasie par l'exécution capitale, le vol par l'amputation de la main droite au niveau du poignet, la consommation d'alcool et la diffamation par la flagellation, le vol à main armée ou la rébellion armée contre l'Etat par l'amputation de la main droite et du pied gauche, suivie de crucifixion.

La *qisas* (talion) punit l'action criminelle par un acte identique en retour (œil pour œil, dent pour dent). Le *tazir* est l'application d'une peine de substitution moins rigoureuse que les *haddoud*. La flagellation ne pourra être appliquée aux personnes de plus de soixante-dix

ans ou de moins de dix-huit ans.

La nouvelle législation interdit toutefois l'intrusion dans la vie privée. Contrairement à ce qui se passait précédemment, il ne sera pas permis d'exiger d'un homme et d'une femme se promenant ensemble en public de prouver leur état marital. En outre, selon des informations recueillies dans les milieux spécialisés, les peines prévues par le nouveau code ne seront pas appliquées rétroactivement.

L'entrée en vigueur de la charia intervient concurrentement avec la mise en place du régime fédéral décidé récemment par le gouvernement militaire soudanais et qui permet aux régions à majorité non musulmane de se doter de leur propre système judiciaire.

Plusieurs centaines de personnes avaient été amputées, entre 1983 et 1985, en vertu des lois islamiques instaurées par le régime du maréchal Nemeiry. Un célèbre cas d'exécution capitale pour apostasie avait également bouleversé l'opinion internationale, en février 1985, celui de l'humaniste Mahmoud Mohamed Taha, le chef des Frères musulmans, également surnommé le Gandhi soudanais. — (AFP.)

ÉTHIOPIE : des dizaines d'Occidentaux quittent le pays

Les rebelles nordistes progressent vers Addis-Abeba

Plusieurs dizaines de ressortissants européens, dont une cinquantaine de Français - épouses d'expatriés et leurs enfants, pour l'essentiel, - ont quitté l'Éthiopie à la fin de semaine dernière (1) : d'autres pourraient les suivre au cours des prochains jours, en « avançant » volontairement la date de départ des vacances de Pâques, viennent d'indiquer des sources autorisées à Addis-Abeba. Estimant la situation suffisamment « sérieuse » pour permettre à ceux de leurs ressortissants qui le souhaitent de boucler leurs valises, les ambassades européennes, comme celle des États-Unis, n'ont cependant donné aucune consigne formelle d'évacuation.

« La vie quotidienne est calme, tout fonctionne normalement, mais les gens sont très inquiets », confie un habitant de la capitale. « Depuis la chute des provinces du Godjam et de Gondar, la plupart des Éthiopiens se disent que, cette fois-ci, le régime est fini. » L'absence de réaction de l'armée gouvernementale face aux avancées des maquisards nordistes du Tigré et de l'Erythrée, et surtout, la facilité apparente avec laquelle les rebelles tigréens ont pris, la semaine dernière, le contrôle de la province du Godjam (Nord-Ouest), intriguent et angoissent les habitants d'Addis-Abeba.

Les hauts plateaux de la province du Godjam ne constituent-ils pas un des fiefs de l'ethnie amhara, très largement représentée au sein de l'équipe gouvernementale ? Le ralliement d'une partie des Amharas ou, du moins, leur complicité avec les rebelles tigréens, serait de bien mauvaise augure pour le régime du président Mengistu. Aggravant l'inquiétude : qui prévaut à Addis-Abeba, la radio des maquisards du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) a affirmé, dimanche, que deux divisions gouvernementales, qui avaient tenté une contre-offensive pour reprendre cette province, avaient été « totalement anéanties ».

Mardi 19 mars, la radio rebelle diffusait un nouveau bulletin de victoire : la localité de Mezezo, dans le nord de la province du Choa, serait, depuis le 14 mars, aux mains des maquisards. Or Mezezo est située à moins de 150 kilomètres de la capitale éthiopienne. Vendredi, c'est une ville voisine de Mezezo, Sela-Diangu, qui serait, à son tour, tombée sous le contrôle des guerilleros du Front populaire révolutionnaire et démocratique éthiopien (FPRDE) - qui regroupe quatre mouvements armés, et où dominent les Tigréens du FPLT.

La situation militaire n'est guère plus brillante dans le Nord-Est, autour d'Assab, le grand port de la mer Rouge, contre lequel les troupes du Front populaire de libération de l'Erythrée ont lancé l'assaut, et autour de Dessié, importante localité située à moins de 300 kilomètres d'Addis-Abeba, que l'armée régulière semble avoir bien du mal à défendre.



regler le litige. Depuis la fin 1989, entre 3 500 à 4 000 juifs éthiopiens auraient réussi à émigrer en Israël. Forte de 12 000, voire 20 000 membres, selon les sources, la communauté falacha constitue un objet de chantage évident entre les deux capitales.

Le président Mengistu, que l'on soupçonne d'avoir marchandé le départ des Falachas contre un soutien militaire d'Israël, se serait-il montré trop gourmand ou trop impatient ? Jérusalem avait d'abord tenu l'interruption de la délivrance des visas pour une sorte de panne « technique et temporaire ». Le ministre israélien des affaires étrangères avait même cru bon d'affirmer que ce dossier n'avait « aucun rapport » avec des demandes de livraison d'armes de l'Éthiopie. Quoi qu'il en soit, le résultat est là : des milliers de

Falachas, candidats au départ, se trouvent aujourd'hui bloqués. « Beaucoup ont quitté la province du Gondar pour venir à Addis, et ils ont dû accepter, par écrit, d'abandonner leurs biens », rapporte une source digne de foi. Certains d'entre eux, « qui n'ont pas été reconnus comme juifs », auront donc tout perdu dans leur périple. Après trois semaines d'incertitude, la brouille israélo-éthiopienne - la première, officielle, depuis la reprise des relations diplomatiques en novembre 1989 - vient d'être provisoirement résolue : deux cent vingt Falachas sont arrivés, vendredi, en Israël, et quelque quatre cents autres devraient suivre dans les tout prochains jours.

CATHERINE SIMON

(1) La communauté française en Éthiopie est estimée à environ quatre cents personnes.

Émeutes violemment réprimées au Mali

Suite de la page 4.

Les manifestants, suivis par des bandes de casseurs, s'en sont pris également à la représentation de la BIRD et de la Banque mondiale. Le quartier de l'hôtel de ville et une grande partie du centre industriel et commercial ont été mis à sac. Sur la route de l'aéroport, une station d'essence, supposée appartenir à un dignitaire du régime, était également incendiée en début de matinée. « Tout le monde est dans la rue et la situation est quasi insurrectionnelle », résumait un témoin.

L'Association des élèves et étudiants du Mali (AEMM), qui avait lancé, mercredi, une grève de quarante-huit heures, n'imaginait sans doute pas que la marche de protestation de vendredi, destinée à obtenir une augmentation des bourses et la création d'une commission indépendante pour enquêter sur la mort de plusieurs élèves en janvier et février, tournerait ainsi à la tragédie.

Il a fallu attendre 17 heures pour qu'un semblant de circulation puisse reprendre dans les rues, jonchées de pierres et de paquets mal éteints. Des

patrouilles de police continuaient à quadriller la ville mais le dispositif de sécurité, notamment les blindés légers déployés dans la journée, se faisait de plus en plus discret. Tandis que le calme revenait, l'opposition faisait connaître les premiers bilans des victimes.

État d'urgence dans les villes

Selon le docteur Bokri Treta, membre de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), dix-huit cadavres ont été amenés à la morgue de l'hôpital Gabriel-Touré et un dix-neuvième dans une clinique de Bamako. D'après un autre opposant, M. Demba Diallo, président de l'Association malienne des droits de l'homme et membre du Comité national d'initiative démocratique (CNID), vingt-cinq corps ont été recensés à la morgue de la capitale.

L'arrivée d'une équipe belge de Médecins sans frontières (MSF) a été annoncée, vendredi soir. Le personnel médical malien semble, en effet, totalement débordé par l'afflux des blessés - trois cents à quatre cents, selon les sources. Certains de ces

blessés, dont les membres inférieurs ont été débranchés par des grenades ou par des balles, ont dû être amputés. Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes de province, notamment à Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao et Kati, sans que l'on en connaisse l'ampleur.

Ce n'est qu'en début de soirée que le chef de l'État, le président Moussa Traoré, dans un message à la nation, a lancé un appel au calme et a affirmé sa « totale disponibilité » à ouvrir le « dialogue et la consultation » pour trouver « des solutions durables à ces différents problèmes ». Tout en confirmant que le prochain congrès de l'Union démocratique du peuple malien (le parti unique au pouvoir), prévu jeudi 28 mars à Bamako, devrait étudier la mise en place du multipartisme, le président Traoré a dénoncé les violences « que rien ne peut justifier » et a annoncé l'instauration de l'état d'urgence dans les principales villes du pays.

Les syndicalistes de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM, centrale unique) ainsi que les militants de l'opposition ont exprimé leur « solidarité » avec les manifestants et ont décidé la création d'une « coordination » pour renforcer l'unité d'action en vue de l'instauration d'une société démocratique et pluraliste au Mali. Aucun mot d'ordre de grève ou de manifestation n'a cependant été lancé. — (AFP, AP, Reuter.)

8,1 millions d'habitants

Le Mali fait partie des pays riverains du Sahara et du Sahel semi-désertique.

SUPERFICIE : 1 240 000 kilomètres carrés.

POPULATION : 8,1 millions d'habitants, répartis en une vingtaine d'ethnies dont les plus importantes sont les Bambaras, Malinkés, Dogons, Peuls, Songhaïs, Maures et Touaregs.

CAPITALE : Bamako (800 000 habitants).

LANGUE OFFICIELLE : le français.

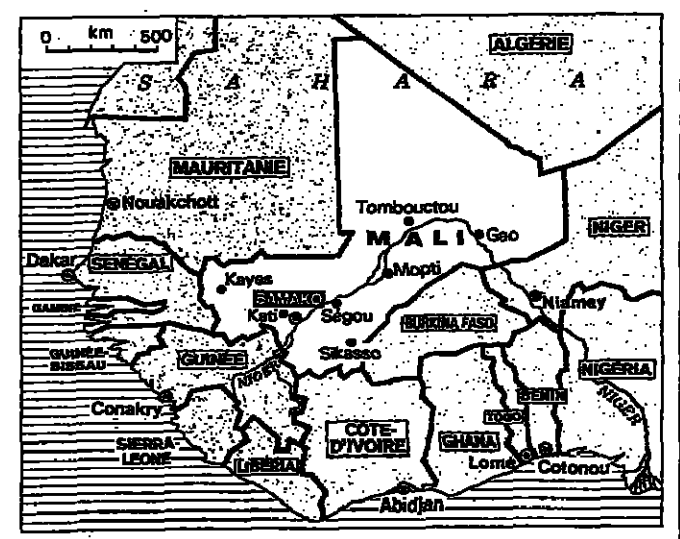
RELIGIONS : musulmans 94 % de la population, chrétiens 4 % et animistes 2 %.

HISTOIRE : colonie française sous le nom de Soudan, devenue le Mali après l'éclatement de la fédération formée avec le Sénégal, le pays acquiert son indépendance en 1960. La République est d'abord présidée par Modibo Keita, puis par le général Moussa Traoré, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire en 1968.

INSTITUTIONS : depuis 1979, le général Traoré a instauré un régime « civil » de type présidentiel avec un parti unique, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), et une assemblée nationale élue.

ECONOMIE :

- Ressources : céréales (riz,



- mil, sorgho), coton, or.
- PNB/habitant : 230 dollars.
- Dette extérieure : 2,2 milliards de dollars.

FORCES ARMÉES : 7 300 hommes. Gendarmerie : 1 800.

Le Mali est membre de l'OUA, de l'Organisation de la conférence islamique, de la Communauté éco-

nomique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), de la zone franc, du CILSS (Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel), de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). — (AFP.)

Soleil. Embarquement immédiat.

ANTILLES	3290F
REUNION	4590F
MARRAKECH	2950F
TUNIS	1855F
CASABLANCA	2730F
TEL AVIV	2990F

Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril 1991, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vol Air France ou Aéro maritime, et sur Tel Aviv et la Réunion du 13 mai au 16 juin. Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE

C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : malaise au Parlement

Publication d'une liste de députés ayant collaboré avec l'ancienne police politique

PRAGUE
correspondance

L'Assemblée fédérale a connu, vendredi 22 mars, sa journée la plus dramatique depuis la « révolution de velours ». Dans un climat pesant, le porte-parole de la commission d'enquête parlementaire sur la journée du 17 novembre 1989, M. Petr Toman, a rendu publique une liste de dix députés qui étaient des agents de la STB, l'ex-police politique communiste. Son rapport et le débat, qui a duré huit heures, ont été retransmis en direct par la radio et la télévision.

Devant une assemblée au complet, M. Toman a dévoilé les noms des parlementaires fidèles comme collaborateurs dans les archives de la STB. Il n'a toutefois pas révélé les noms de sept autres députés qui ont démissionné après avoir reconnu une

« coopération immorale » avec la STB, ni précisé si d'ex-agents s'étaient infiltrés au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle.

Les principaux ténors politiques étant absents de la liste, le rapport a provoqué peu de surprises, à l'exception des révélations sur M. Jan Kavan, un ex-dissident, membre du Forum civique et ancien responsable de Palach Press, l'agence de presse de la dissidence tchécoslovaque à Londres, où il se trouvait en exil.

Blême et tendu, M. Kavan a nié avoir été un informateur de la STB en 1969 et 1970 en Grande-Bretagne, où il était président de l'Union des étudiants tchécoslovaques émigrés dans ce pays. Il a, en revanche, reconnu avoir été à cette époque en « contact avec le responsable des affaires scolaires de l'ambassade tchécoslovaque sans savoir s'il était un

agent ». M. Kavan a reçu le soutien de nombreux exilés et dissidents tchécoslovaques pour son rôle de porte-parole à l'étranger de la Charte 77, le mouvement de défense des droits de l'homme fondé par le président Václav Havel. M. Petr Uhl, ancien opposant, actuel directeur de l'agence de presse CTIK et député de l'aile gauche du Forum civique, a réclamé « des preuves concrètes » de la collaboration de M. Kavan, qui, à la différence des neuf autres, n'était pas classé dans la rubrique « agents ».

La commission n'a d'ailleurs décidé que la veille au soir, et par six voix contre cinq, qu'il ferait partie de la « charrette », avec deux autres députés du Forum civique (l'économiste Rudolf Ziskal et l'acteur Petr Burian), quatre communistes, les deux principaux dirigeants des autonomistes moraves et l'ex-numéro un du Parti

populaire (droite), M. Josef Bartončík, déjà accusé de collaboration en juin dernier. Tous ont également rejeté les accusations de collaboration avec la STB et annoncé leur intention de faire appel aux tribunaux pour être lavés de tout soupçon.

Certains estiment à Prague que l'affaire Kavan a été provoquée par certains partis – tout l'échiquier parlementaire est représenté dans la commission – afin de ternir l'image de la commission et de la dissidence. Michal Kocáb, chanteur de rock et député du Forum civique, n'a pas caché que « le cas Kavan jette une ombre sur les travaux de la commission, qui a mis côte à côte des noms qui n'auraient jamais dû l'être, sans permettre de définir les vrais agents ».

MARTIN PLICHTA

ALLEMAGNE : contre l'avis de la municipalité de Munich

Un tribunal bavarois autorise la tenue d'un congrès de « révisionnistes »

BONN

de notre correspondant

Organisée à l'initiative du dirigeant néo-nazi bavarois Ewald Althaus, cette manifestation devait réunir, samedi 23 mars, les principaux porte-parole du courant dit « révisionniste » : le Français Robert Faurisson, le britannique David Irving, l'Allemand Ernst Zündel et l'Américain Fred Leu-

chter. Dans l'esprit des organisateurs, cette rencontre internationale était destinée à donner le plus large écho au dernier en date des écrits pseudo-scientifiques visant à nier la réalité des chambres à gaz. Il s'agit du rapport de l'ingénieur américain Fred Leuchter, publié en 1988 aux États-Unis, qui s'attache à démontrer que l'extermination massive des juifs dans les camps nazis était impossible pour des raisons « techniques ». Ewald Althaus et ses amis, actifs au sein d'un Office de formation de la jeunesse allemande, avaient retenu à la fin de l'année dernière une salle du Deutsches Museum de Munich d'une capacité de 2400 places pour y organiser un « show multimédia à la gloire du combat pour la liberté de parole ». Abusée par cet intitulé, la direction du musée avait donné son aval pour la location, d'autant plus facilement qu'elle avait été payée d'avance.

« Aveuglement politique et moral »

Informés au début de cette semaine de la nature réelle de la manifestation, les responsables du Deutsches Museum annulant le contrat de location pour « tromperie ». La mairie de Munich, compétente pour autoriser les manifestations publiques, interdisait de son côté le congrès. Les organisateurs avaient porté les deux affaires devant le tribunal administratif de Bavière réuni en procédure d'urgence. Celui-ci a donné raison au musée, mais annulé l'interdiction municipale. Les organisateurs ont annoncé jeudi soir leur intention de tenir leur réunion dans une autre salle, sans toutefois en révéler l'adresse pour éviter la tenue de manifestations hostiles, annoncées par un Forum antifasciste de Munich.

Le ministre bavarois de l'Intérieur, M. Edmund Stoiber (CSU), s'est déclaré « extrêmement déçu » par le tribunal administratif n'ait pas vu le danger extrême d'une réunion de « révisionnistes ». Une loi, votée en 1987 par le Bundestag et connue sous le nom de « loi du mensonge d'Auschwitz » prévoit des poursuites contre les personnes qui diffamèrent la mémoire des victimes des nazis.

Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, M. Heinz Galinski, a également critiqué très vivement la décision du tribunal bavarois qu'il accuse de « total aveuglement politique et moral ».

LUC ROSENZWEIG

URSS : devant des ouvriers à Leningrad

M. Eltsine relance l'offensive contre M. Gorbatchev

A une semaine d'une réunion, cruciale pour lui, du Congrès des députés du peuple de Russie, le président russe, M. Boris Eltsine, a demandé aux ouvriers de Leningrad de le soutenir dans la partie qui l'oppose au numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev.

Prenant la parole dans une salle de l'usine de tracteurs Kirov, M. Eltsine, dont l'intervention a été retransmise par la télévision de Leningrad, a réaffirmé qu'il ne pouvait y avoir de compromis entre M. Gorbatchev et lui-même. Ses dernières rencontres avec le président soviétique, a-t-il dit, l'ont

convaincu que M. Gorbatchev n'avait aucunement l'intention de se montrer conciliant avec la Fédération de Russie. « C'est pourquoi je prends mes distances avec la politique du président, et c'est pourquoi votre soutien est très important pour moi », a-t-il poursuivi.

M. Eltsine s'est fait ovationner lorsqu'il a rappelé que « les mineurs en grève exigent la démission du président Gorbatchev ». Il a rappelé que les dirigeants de Russie avaient demandé au premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, de recevoir d'urgence des représentants des mineurs. Mais, a ajouté M. Eltsine, « Pavlov fait encore des caprices ». Le président de Russie a encore accusé la direction soviétique d'avoir « ruiné le pays pendant six ans ».

Les ouvriers de l'usine Kirov se sont engagés à se mettre en grève si M. Eltsine était renversé par les conservateurs, lors de la réunion du Congrès des députés de Russie le 28 mars.

Par ailleurs, alors que la grève des mineurs se poursuit dans d'autres bassins houillers d'URSS, les mineurs de Karaganda, au Kazakhstan, ont décidé de suspendre leur mouvement pendant trois mois à la suite d'une rencontre avec le président kazakh, M. Nursoultan Nazarbaïev, ont indiqué vendredi les *Izvestia*. De leur côté, les mineurs des gisements d'or de Sibirie ont repris le travail après deux jours de grève, selon l'agence Tass. (Reuters, AFP.)

SUISSE : personnalité contestée

Le député Jean Ziegler pourra être traduit en justice pour ses écrits

BERNE

de notre correspondant

M. Jean Ziegler, député de Genève au Parlement helvétique et professeur de sociologie, pourra être traduit en justice en Suisse pour des attaques qu'il a proférées dans ses écrits contre diverses personnalités. Ainsi, en a-t-il décidé, vendredi 22 mars, le Conseil national (chambre basse), en refusant, par 97 voix contre 72, d'étendre son immunité parlementaire à ses ouvrages.

C'est à la suite d'une plainte en diffamation déposée par un homme d'affaires genevois, M. Nessim Gaon, que les chambres

fédérales ont été amenées à se prononcer sur l'ouverture éventuelle de poursuites judiciaires contre le conseiller socialiste. Dans une lettre parue en 1989, puis à la télévision romande, M. Ziegler avait traité M. Gaon à la fois de « spéculateur immobilier » et de « trafiquant de pétrole et de coton africain ». Entendu par une commission parlementaire, le député genevois avait répété qu'il maintenait ses affirmations. Même si le Conseil national n'a pas directement pris position sur le principe de l'immunité, sa décision équivaut pratiquement à sa levée, ce qui ne s'était plus produit depuis 1939 en Suisse.

Selon M. Ziegler, cette décision est « un acte de vengeance » de ses adversaires contre son dernier livre *Le Suisse lave plus blanc*. Cet ouvrage polémique sur le blanchiment de l'argent sale et l'affaire Kopp, a déjà valu à son auteur et à son éditeur, Le Seuil, plusieurs procès en France et en Allemagne. Personnalité contestée jusque dans les rangs de son propre parti, M. Ziegler a été comparé à M. Jean-Marie Le Pen par un de ses collègues du Parti libéral, qui lui reprochait des propos « aux relents d'antisémitisme » et ses amitiés avec certains dirigeants arabes.

J.-C. B.

Jours meilleurs en Bulgarie

Suite de la première page

En janvier, des manifestations, des grèves de plus en plus violentes emportent finalement le gouvernement de M. Loukanov qui cède la place à un juriste sans étiquette politique, M. Dimitar Popov. Celui-ci forme, enfin, un gouvernement de coalition et l'ensemble des forces politiques et syndicales décrètent une « paix civique » de deux cents jours : pas de manifestation, pas de grève...

Réforme agraire

Né il y a soixante-trois ans à Koula, une petite ville proche de la frontière yougoslave, dans une famille d'ecclésiastiques et d'intellectuels, M. Dimitar Popov n'a pas tardé à prouver qu'il voulait utiliser à plein cet état de grâce inespéré. Ce juge, à la réputation de sévérité bien établie, tranche, par son discours, ou plutôt par son absence de discours, sur l'ensemble d'une classe politique bulgare tellement à l'aise dans les discussions byzantines.

S'il n'appartient à aucun parti, M. Popov se défend d'être apolitique et estime « conséquentes » ses convictions démocratiques. Traduire : il n'a aucune affinité, et d'aucune sorte, avec le communisme. Orateur sans panache, le nouveau premier ministre – qui affirme n'avoir « pris encore aucune décision quant à son avenir politique » – s'il continue sur sa lancée, pourra se prévaloir, lors des prochaines élections générales, sans doute à l'automne, d'un bilan plus que satisfaisant. Les partis d'opposition, au vu de sondages qui les assurent aujourd'hui d'une confortable avance sur les anciens communistes, souhaitent que cette consultation ait lieu dès le printemps. Rompant l'engagement de ne pas manifester, près de cinquante mille personnes sont descendues dans les rues de Sofia, dimanche 17 mars, pour exiger l'organisation d'élections en juin.

La décision de libérer les prix, le 1^{er} février, a tout d'abord provoqué un électrochoc. La viande coûte aujourd'hui huit à dix fois plus cher qu'il y a deux mois : quarante-cinq levass le kilo, alors que le salaire moyen s'établit autour de trois cents levass. Le prix de la charcuterie a été multiplié par dix, celui du pain par neuf... Conséquence de ces augmentations : les marchandises, stockées

tant par les paysans que par les intermédiaires, ont de nouveau fait leur apparition sur les étals des magasins. « Avant, les produits ne coûtaient pas cher, mais il n'y en avait pas. Aujourd'hui il y en a, mais on ne peut pas les acheter », ironise une étudiante de Sofia.

Comme si, difficilement, chaotiquement, les Bulgares commencent à prendre des habitudes de « vrais » consommateurs. Ils apprennent à comparer, à regarder, à acheter en petites quantités au lieu de se précipiter sur la moindre marchandise offerte. Comme si, aussi difficilement et aussi chaotiquement, un semblant de marché se mettrait en

léthargie. Le gouvernement a aussi promis que dans les prochaines semaines, le Parlement adoptera un nouveau code de commerce et une loi sur les investissements étrangers.

L'étranger qui débarque aujourd'hui à Sofia sera aussi surpris par l'absence de marché noir sur les devises. Certes, il y aura toujours un taux officiel, mais pour vous proposer un taux avantageux, certes le dollar reste encore le dénominateur pour se procurer certains services mais plus personne n'est accosté dans la rue par les dizaines de « changeurs » clandestins. Pour la bonne raison que le gouvernement, sur les conseils des autorités monétaires internationales, a décidé de faire coïncider, comme cela se passe en Hongrie par exemple, le taux officiel du leva avec celui du marché noir.

On a ainsi assisté début février à une scène qui aurait paru incroyablement quelques mois plus tôt : de nombreux Bulgares se sont précipités à

l'absence de Bourse des valeurs – mais des contacts ont été pris avec des banques étrangères pour y remédier – et des locaux trop exigus pour accueillir les centaines de clients qui se pressent tous les jours dans les escaliers de l'immeuble.

Autre « heureux » : ce commerçant habile qui remplit en Grèce des camions-citernes avec de l'essence et revend celle-ci, au prix fort et en devises, aux Sofotes pressés, et riches, qui sont las de passer des heures et des heures à faire la queue devant les stations-service. Les autorités bulgares tentent de lutter contre le marché noir. Dimanche 17 mars, la police est intervenue dans des foyers de travailleurs immigrés de Sofia, accusés d'abriter des centres de trafic illégal de marchandises pratiqué par des ouvriers vietnamiens dont les contrats ont expiré et qui attendent d'être rapatriés vers le Vietnam.

La force de la nomenklatura

« Des malins, il y en a beaucoup, il y en a même de plus en plus. Sur tout, parmi les anciens membres de la nomenklatura qui profitent de leur contact avec l'étranger, et de la fortune qu'ils ont amassée pour réaliser des affaires juteuses. En revanche, on ne voit toujours pas apparaître, ou alors si peu, de véritables producteurs, de personnes qui veulent créer des entreprises », estime, à juste titre, un expert occidental.

Comme si dans leur découverte de l'économie libérale, les Bulgares, à l'image d'ailleurs des citoyens de la plupart des anciennes démocraties populaires, avaient totalement négligé ce qui constitue, jusqu'à preuve du contraire, le moteur de cette économie : la production. Et c'est précisément lorsque les autorités s'attaqueront à ce dossier que la Bulgarie risque de connaître les soubresauts les plus violents.

Lorsqu'il s'agira de faire des coupes sombres dans des administrations pléthoriques, de licencier les dizaines de milliers de travailleurs en surnombre dans des entreprises obsolescentes, alors, la résistance des anciennes structures communistes donnera toute sa mesure. Il suffit de voir un ministre obligé de constituer lui-même ses dossiers, compte tenu du peu de confiance qu'il a dans son administration, pour se rendre compte de la force de cette nomenklatura, décidément indéfectible.

JOSE-ALAIN FRALON



place. Les prix de la viande, nettement trop prohibitifs, n'étaient-ils pas, aux dernières nouvelles, en train de baisser à Sofia ? Il faut dire que le strict contrôle des salaires – pour chaque leva d'augmentation à ses employés, l'employeur doit verser un leva à l'Etat – oblige les Bulgares à faire des prodiges d'économie pour se procurer le strict nécessaire. Mais la conclusion reste unanime : « Cela va mieux ».

La première banque privée

Autre motif d'espoir : l'adoption fin février d'une loi agraire (le Monde du 27 février) qui devrait permettre aux anciens propriétaires de récupérer leurs terres et, surtout, de sortir l'agriculture bulgare de sa

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le projet sur la solidarité financière entre les communes a été adopté par les députés

Grâce à l'abstention conjuguée du groupe communiste et de la majorité des députés UDF et UDC, le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, qui devrait permettre un début de redistribution des aides de l'Etat entre les communes riches et les communes les plus défavorisées, a été adopté, en première

lecture, à l'Assemblée nationale, dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 mars, par 288 voix contre 135.

Plusieurs députés RPR, parmi lesquels MM. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, Philippe Séguin, maire d'Épinal, Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, Patrick Devedjian, maire d'Antony, et Nico-

las Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine, ont dérogé à la consigne de vote « contre » donnée par leur groupe, alors même que certaines de ces villes seront désormais soumise au devoir de solidarité instauré par le projet du ministre d'État chargé de la ville, M. Michel Delebarre.

Une fois encore, les députés socialistes ont préféré vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Déjà, la veille au soir, à moins de dix « permanences », le groupe socialiste, le plus nombreux de l'Assemblée nationale avec deux cent soixante-quinze titulaires et apparentés, a surtout brillé par son absence, vendredi 22 mars, lors de la dernière partie de la discussion du projet de loi consacré à la réforme de la dotation globale de fonctionnement. (Le Monde, 23 mars). « C'est un phénomène original : tout s'est dégradé à partir du moment où l'UDC a annoncé sa décision de s'abstenir », constatait le président du groupe, M. Jean Auroux, dans l'après-midi. « J'ai beau les appeler au téléphone, ils me répondent qu'ils sont plus utiles dans leur circonscription, ajoutait-il. Il est vrai que nous avons eu deux textes, cette semaine : l'un sur la paix, l'autre sur la solidarité. Il y a longtemps que des députés n'étaient pas à pareille fête. Ils sont donc partis sur les estrades pour vanter les mérites de la loi... »

En butte, au même moment, à une opposition tenace, conduite par un quatuor de députés RPR, MM. Pierre Mazeaud, Robert Pandraud, Jean Tiberi et Jacques Toubon, le ministre d'État chargé de la ville semblait, lui, prendre cette mauvaise plaisanterie sur son ton moins badin. « Disons que, moralement, je me sens considérablement soutenu », disait-il. De 9 heures, vendredi, jus-

qu'à 2 heures, dans la nuit de samedi, le ministre de la ville a dû, en effet, batailler seul, en compagnie des deux rapporteurs socialistes (rocardiens) du projet de loi, pour répondre, minute après minute, aux quelques cent quarante amendements qu'il restait à examiner après, déjà, deux journées de débats. Il n'a pu, du même coup, qu'autoriser un vote bloqué, un bref moment, un peu avant midi, sur une partie du texte, puis dans la nuit, lors du vote final.

Habitué des longues courses en montagne et libéré, par ses élocuteurs, des obligations d'actualité qu'impliquait l'exercice d'un mandat de maire, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) lançait encore, dans la soirée de vendredi : « Je me battrais, je suis capable de tenir jusqu'à dimanche ! » « Je suis même persuadé que vous pouvez tenir quinze jours », répliquait le ministre, d'un ton courtois, mais un peu las. Par chance pour lui, tandis que la garde rapprochée du maire de Paris continuait à batailler contre un projet qui, en effet, pénalise la capitale, mais au profit des villes de banlieue ou de province, M. Delebarre a tout de même reçu le renfort du président du groupe UDF, M. Charles Millon, qui, après son collègue de l'UDC, a annoncé une « abstention vigilante ».

Mais, surtout, pour parachever sa tentative d'isolement du RPR, le ministre d'État a accueilli sans hésitation un amendement présenté par

M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire). Dans un article additionnel au projet de loi, le secrétaire général du CDS a proposé d'instaurer un nouveau mécanisme de solidarité financière, appliqué cette fois aux départements. Parmi les bénéficiaires de ce dispositif figureraient, outre le département de la Haute-Loire, vingt-quatre départements, dont la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, mais aussi la Nièvre et la Corrèze. « Je constate que Paris paierait pour la Corrèze », ironise le rapporteur de la commission des lois, M. René Dosière (PS, Aisne).

En effet, parmi les quatorze départements considérés comme les plus riches, on relève ceux des Alpes-Maritimes, des Hauts-de-Seine, de l'Isère, du Rhône, de Haute-Savoie, des Yve-

lines et de Paris. « Mais alors, on est pénalisé une troisième fois ! », s'exclama M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, en se tournant vers le porte-parole du groupe centriste.

Celui-ci, M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne), donnait alors dans un discours la vraie mesure de cette tentative, comme toute mesure de redistribution des ressources entre les collectivités locales : « Certains départements en sont au seuil de pauvreté. Pour ceux qui seront mis à contribution, le manque à gagner ne représentera jamais que le montant de leur budget de fonctionnement. » Tout était dit. La solidarité des pauvres des petits et des sans-grade de l'opposition pouvait jouer contre la force parisienne.

JEAN-LOUIS SAUX

Les principales modifications

• Sur proposition de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), un mécanisme de solidarité financière est institué entre les départements. L'effort de solidarité serait supporté par quatorze départements : Ain, Alpes-Maritimes, Doubs, Drôme, Isère, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Yvelines, Eure, Haute-de-Seine, Paris, Le Val-de-Marne.

Le prélevement opéré est estimé à 150 millions de francs en 1992 et à 300 millions de francs environ en 1993.

Il serait réparti entre vingt-cinq départements : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Creuse, Dordogne, Gers, Indre, Landes, Haute-Loire, Lot, Lozère, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Haute-Saône, la Réunion, Charente, Martinique, Guadeloupe.

• Le gouvernement a accepté de présenter un rapport au Parlement, avant le 15 octobre prochain, sur les conséquences qu'aurait l'intégration des bénéficiaires de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée au logement dans le calcul de la nouvelle dotation de solidarité urbaine, instituée par le projet de loi. Ce dernier, à l'origine, ne retenait comme base de calcul que le nombre de HLM, et non l'ensemble des logements ayant une vocation sociale.

• En cas de fermeture d'entreprises et donc de diminution sensible des ressources perçues par les communes au titre de la taxe professionnelle, il sera mis à l'application du prélevement prévu pour le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France.

• Pour les communes appartenant à un groupement de communes

à fiscalité propre, il sera tenu compte de la double fiscalité.

• En raison du report de la session extraordinaire du Parlement, le prélevement qui devait être opéré sur les ressources fiscales des communes les plus riches de la région Ile-de-France n'aura pas lieu en 1991. Une enveloppe de prêts de 300 millions de francs (au lieu de 500 millions en régime normal) sera cependant mise, dès cette année, à la disposition des communes bénéficiaires du fonds de solidarité de l'Ile-de-France par le groupe de la Caisse des dépôts et consignations.

Le Sénat s'oppose à une refonte des listes électorales en Corse

Le Sénat a adopté, vendredi 22 mars, par 229 voix contre 86 (1), le projet de loi réformant le statut de la Corse, après l'avoir profondément modifié. Une commission mixte paritaire députés-sénateurs devrait se réunir mardi 26 mars. En cas de désaccord, le texte reviendra devant les deux assemblées au début de la session ordinaire de printemps qui commencera le 2 avril.

M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, indiquait en début de semaine, que les sénateurs lui semblaient avoir tout « préoccupé par la refonte des listes électorales » prévue par le projet. Les propos virulents enregistrés dans l'hémicycle à l'occasion de l'article prévoyant cette refonte lui ont donné raison.

Les représentants corses, MM. François Giacobbi (Rassemblement démocratique et indépendant, Haute-Corse) et Charles Ornano (non-inscrit, Corse-du-Sud), ont tonné contre la « suspicion » que cette disposition « injurieuse » et « humiliante » faisait peser sur les élus de l'Ile. M. Jacques Larché (Rég. et ind., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, a soupçonné M. Pierre Joxe d'avoir promis cette refonte aux nationalistes, ce qu'a vigoureusement contesté M. Marchand. « Il s'agit de lever un malaise »,

a assuré le ministre de l'Intérieur. « Certaines listes, en Corse, sont gonflées artificiellement ; je pèse mes mots : cent soixante et onze électeurs pour une commune qui ne compte que quatre-vingt-douze habitants, ça frappe ! », a ajouté le ministre de l'Intérieur. La majorité sénatoriale, après avoir supprimé deux dispositions essentielles du projet de loi, la référence au « peuple corse » et le conseil exécutif, a également fait disparaître l'article incriminé.

An bout du compte, M. Marchand a pris acte de « la logique d'immobilité » du Sénat, hostile à tout statut particulier, à laquelle il a opposé celle « de progrès » du gouvernement. Après avoir fait part de son « amertume » devant « l'intransigence » du ministre, M. Larché a pronostiqué un échec de la commission mixte paritaire députés-sénateurs, qui devrait se réunir mardi 26 mars.

GILLES PARIS

(Publicité)

Le mouvement de solidarité « Les Braves Gens »

5, rue des Ecoiffes, 75004 Paris. Tél. : 48-87-98-48

serait reconnaissant à tous ceux qui pourraient l'aider par leurs dons : espèces, vêtements, petits cadeaux. Cette association souhaite que ses jours de goûters du 9 au 12 avril aient un éclat particulier. Ce sera son 40^e anniversaire. 510 personnes âgées y sont invitées. CCP 842762 B centre Paris ou chèque bancaire.

L'analyse du scrutin

Voici le détail du scrutin sur le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, sur 572 votants et 423 suffrages exprimés :

• 288 députés ont voté pour : 275 socialistes (sur 275) ; 1 UDF : M. André Rosal ; 3 UDC : MM. Georges Chavanes, Edmond Gerrer et François Rochebloine ; 9 non-inscrits (sur 20) : MM. Jean Charbonnel, Jean-Michel Dubernard, Serge Franchis, Alexandre Léontieff, Michel Noir, Alexis Pota, Bernard Tapie, Emile Vernaudon, Aloysie Warhouver.

• 135 députés ont voté contre : 115 RPR (sur 127) ; 13 UDF (sur 90) : MM. Roland Blum, Jacques Dominati, Hubert Falco, Gilbert Gantier, Claude Gagnon, Alain Grotteray, Denis Jacquet, Alain Mayoud, Pierre Merli, M^{lle} Louise Moreau, MM. Ladislav Polakowski, Rudy Salles et Philippe de Villiers ; 2 UDC (sur 39) : MM. Bernard

Besson et Adrien Zeller ; 6 non-inscrits (sur 20) : MM. Léon Bertrand, Auguste Legros, Christian Spiller, M^{lle} Marie-France Stébois et M. André Thien Ah Koon.

• 149 députés se sont abstenus : 75 UDF (sur 90) ; 33 UDC (sur 39) ; 9 RPR (sur 127) : MM. René André, Gaëtan Audinot, Patrick Balkany, Jacques Chaban-Delmas, Patrick Devedjian, François Fillon, Edouard Fritze, Nicolas Sarkozy, Philippe Séguin ; 26 PC (sur 28) ; 6 non-inscrits (sur 20) : MM. Jean-Marie Dillet, Elie Hocra, Jacques Houssin, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Jean Royer, Maurice Serghier.

• 5 députés n'ont pas pris part au vote : 3 RPR : MM. Christian Cabal, Edouard Frédéric-Dupont, Alain Peyrefitte ; 1 UDF : M. Jean-Pierre Philibert ; 1 UDC : M. Lolo Bouvard, qui présidait la séance.

M. Didier Borotra (CDS) élu maire de Biarritz

M. Didier Borotra (CDS), a été élu, vendredi 22 mars, maire de Biarritz. Il était seul candidat. La liste de M. Borotra franges exprimées, sur le maire sortant, l'avait emporté, dimanche 17 mars, au second tour de l'élection municipale partielle de Biarritz, avec 56,05 % des suffrages exprimés, sur le maire sortant, M. Bernard Marie (RPR).

Une double revanche

M. Didier Borotra, basque et centriste, est un mathématicien qui aime l'histoire. Sa période préférée est le Moyen Âge. Son goût pour les équations et pour les châteaux-forts le prédisposait-il à faire tomber la citadelle de Biarritz ? Tous jours est-il que sa victoire du 17 mars a été, pour lui, une double revanche.

Considéré comme le dauphin de Guy Petit, maire de la cité balnéaire depuis la Libération, il avait

été battu par M. Bernard Marie aux élections municipales de 1977. Sa seconde revanche, c'est sur M^{lle} Michèle Alliot-Marie, secrétaire générale adjointe du RPR, qu'il l'a prise : son antipathie pour la fille du maire sortant n'est un secret pour personne. Il faut dire que celle-ci considère sans amertume celui qu'elle a eu l'occasion de traiter de « sous-Durieux local » dans une allusion sévère à l'ancien député centriste entré au gouvernement en octobre dernier.

[Né le 30 août 1937, M. Didier Borotra est licencié en sciences et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Candidat malheureux aux élections législatives de 1968 sous l'étiquette centriste PDM (Progrès et démocratie moderne) sans la circonscription dont M. Bernard Marie (UDR) était le député sortant, M. Borotra devient, en 1971, maire d'Arbonne, berceau de sa famille, où il

gère une exploitation agricole. Deux ans plus tard, il se maintient une nouvelle fois, toujours sans succès, contre M. Marie, au second tour des législatives en mars 1975. En septembre, il obtient le siège de conseiller général du canton de Biarritz-Est sous le label réformateur.

Battu au renouvellement de 1976, M. Borotra (UDF-CDS) retrouve son siège à l'assemblée départementale en 1982 et sera réélu en 1988. Second sur

M. Didier Borotra a un frère jumeau, Franck. Avec humour, il s'en distingue, sur les photos, en disant : « Il est crispé, c'est très RPR. » M. Franck Borotra est député RPR des Yvelines. Le nouveau maire de Biarritz, le troisième depuis cinquante ans, est premier vice-président du conseil régional d'Aquitaine, vice-président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

O. B.

la liste RPR-UDF présentée à Biarritz aux élections municipales de 1983, il devient premier adjoint du maire sortant, M. Marie (RPR). Vice-président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, en 1985, il est élu, l'année suivante, au conseil régional d'Aquitaine, dont il deviendra premier vice-président en 1988. M. Borotra avait été à nouveau élu sur la liste conduite par M. Marie aux municipales de 1989.]

Europe. Embarquement immédiat.

LONDRES	980F
MUNICH	1205F
MADRID	1490F
AMSTERDAM	900F
ROME	1755F
LISBONNE	1840F

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.

AIR FRANCE
C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

POLITIQUE

En Polynésie française

MM. Flosse et Vernaudon se partagent le pouvoir à Tahiti

PAPEETE

de notre envoyé spécial

L'art politique, en Polynésie française, atteint parfois les sommets du vaudeville. Ce fut le cas, jeudi soir 21 mars, au cours de la cérémonie très médiatisée organisée dans un hôtel du port à l'occasion de la signature de l'accord de majorité et de gouvernement, conclu en *extremis* par M. Gaston Flosse, président du Aia Api, soudain réconcilié pour gouverner ensemble le territoire dans les cinq ans à venir (le Monde du 23 mars).

Moins de trois heures auparavant, les deux principaux adversaires de M. Flosse, le président du gouvernement en exercice, M. Alexandre Léontieff, et le prési-

dent de l'assemblée territoriale sortante, M. Jean Juventin, s'affairaient encore à la préparation du lunch qui devait accompagner l'annonce de leur propre alliance avec le même M. Vernaudon.

Le haut-commissaire de la République, M. Jean Montpezat, et le directeur-adjoint du cabinet du ministre des DOM-TOM, M. Jean-Jacques Debascq, ne pouvaient pas imaginer que le maire de Mahina allait brusquement changer d'avis, alors que la nuit précédente MM. Léontieff, Juventin et Vernaudon avaient participé à la même veillée de prières pour remercier le Ciel d'avoir favorisé leurs retrouvailles. Le comité directeur du Aia Api, réuni mercredi soir à Mahina, n'avait-il pas incité son chef à s'accorder avec

MM. Léontieff et Juventin, par trente voix contre quatre ?

Le haut-commissaire de la République se félicitait notamment que M. Vernaudon ait préféré, à tout prendre, les faiblesses consenties d'un Alexandre Léontieff aux méthodes autoritaires d'un Gaston Flosse, au moment où le véritable enjeu politique des tractations était de savoir quel serait le mode de gouvernement de la Polynésie française. C'était méconnaître le charme incomparable de ces mœurs politiques tahitiennes...

« Oublier les griefs du passé »

Il n'a pas fallu une heure à M. Vernaudon, jeudi après-midi, pour convaincre le comité directeur de son parti de se déjurer. Le maire de Mahina a expliqué aux cadres du Aia Api que, tout bien pesé, il valait mieux gouverner avec M. Flosse qu'avec M. Léontieff, parce qu'une majorité de vingt-trois sièges sur quarante et un, à l'assemblée territoriale, serait bien plus stable qu'une majorité de dix-neuf. Et il a été suivi.

Menacé d'isolement par l'attitude de trois de ses quatre co-législateurs, MM. Pierre Dehors, maire de Moorea, Léon Cérant-Jérusalem, président de l'Association de défense des consommateurs de l'espèce, et Tetuana Opuni, élu des îles Australes, intrigués dans leur refus d'envisager le moindre accord avec les rescapés de la majorité sortante, M. Vernaudon était, en vérité, sur le point de perdre à la fois le bénéfice de sa campagne électorale et le contrôle d'un parti désireux, avant tout, de tirer le meilleur profit immédiat de sa position-clé au lendemain des élections territoriales.

M. Flosse n'a donc pas tenu rigueur à M. Vernaudon de l'avoir fait lanterner. Aux termes de l'accord conclu, le Aia Api disposera de la présidence de l'assemblée territoriale et de trois portefeuilles ministériels sur huit.

« Un engagement de bonne conduite »

Les deux formations s'engagent également à ne pas se concurrencer aux prochaines législatives. Le parti de M. Flosse ne présentera pas de candidat contre M. Vernaudon, député non inscrit de la deuxième circonscription, et le Aia Api lui rendra la pareille dans la première circonscription, où M. Flosse s'opposera lui-même, sans aucun doute, au siège détenu par son ancien protégé, M. Léontieff. Enfin, les deux partis souscriront, pour les élections municipales, « un engagement de bonne conduite consistant à ne se livrer à aucune critique ou attaque réciproque ».

M. Flosse, désormais assuré de retrouver la présidence du gouvernement territorial, qu'il avait perdue à la fin de 1987 à cause de l'alliance de M. Vernaudon avec M. Léontieff, s'est sobriement réjoui que ces élus et ceux du Aia Api aient décidé, selon le texte de leur contrat d'union, « d'oublier les griefs du passé et de surmonter leurs divergences personnelles ou partitiques ». M. Vernaudon a expliqué que, après avoir « pesé le pour et le contre », son parti avait surtout pensé aux intérêts de la Polynésie. La pâleur de son visage crispé en disait plus long que son discours.

A. R.

Décès de Joseph Raybaud ancien sénateur

Joseph Raybaud, ancien sénateur (Gauche démocratique) des Alpes-Maritimes, conseiller général et maire de Levens, est décédé, vendredi 22 mars, à son domicile de La Roque-sur-Var (Alpes-Maritimes). Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

[Figure politique du département des Alpes-Maritimes, M. Raybaud est né le 27 juin 1904 à Levens, une petite commune de l'arrière-pays où il était maire, sans interruption, depuis 1929. Ilu conseiller général en 1934, il exerça également ce mandat, sans discontinuer, en étant toujours réélu au premier tour de scrutin et présida l'assemblée départementale de 1964 à 1967. Au sein de celle-ci, il fut constamment reconduit, par la suite, à la présidence de la commission des finances.

Il avait été élu sénateur en 1955 après avoir été chargé de mission dans divers cabinets ministériels, notamment auprès de M. René Pleven, ministre de la défense nationale (en 1950 et 1952), dont il était l'un des proches. Au Sénat, il était considéré comme un spécialiste hors pair des problèmes concernant l'équipement des collectivités locales.

Doté d'une mémoire infatigable — il citait, sans effort, les références exactes d'une loi ou de textes de loi ou de règlements administratifs, — il se voulait un « serviteur dévoué de la nation » ce qui lui avait valu le surnom de « Père fidèle ». En 1989, il avait renoncé à son siège de sénateur au profit de son suppléant, M. Honoré Buisson (app. RPR) de Nice, sans rompre le tandem qu'il formait avec celui-ci puisqu'il était devenu, à son tour, son suppléant.]

Un entretien avec M. Charles Fiterman

Suite de la première page

Moi, je n'ai aucun regret à cet égard, absolument aucun, parce que je ne peux pas perdre de vue les menaces, les illusions, les confusions dont cette situation a été porteuse, et finalement combien elle a coûté cher au mouvement révolutionnaire, particulièrement aux partis communistes.

La France dans la logique de guerre américaine

— Quel jugement portez-vous sur l'attitude de la France et sur le rôle qu'elle a joué ?

— Elle a eu, sans aucun doute, à différents moments, des initiatives positives. En même temps, il est dommageable, à mon sens, que les dirigeants du pays aient inscrit celui-ci dans cette « logique de guerre » voulue par les États-Unis et que, finalement, nos troupes aient été placées sous le drapeau américain pour participer directement à cette guerre.

Cela signifie-t-il que vous rapprochez la France de « l'axe » allié à sur les États-Unis ?

— Je me méfie de ce genre de mot, qui a trop souvent servi, dans le passé, à caricaturer les démarches, dans un comportement politique à mon avis péjoré. Cela dit, il y a un rapprochement dont certains aspects sont préoccupants. S'agissant du Golfe, je désapprouve cette participation, sous commandement américain, à une guerre dont les conséquences humaines, matérielles, psychologiques, politiques, sont lourdes et seront longues à réparer et qui peut être la source de nouveaux conflits.

La question-clef, en ce moment, c'est la question palestinienne. Pensez-vous que la France puisse jouer un rôle déterminant ou, au moins, peser dans le sens d'une solution acceptable par tous ?

— Je pense qu'elle dispose effectivement, encore, de moyens pour jouer un rôle utile, d'autant qu'en développant une telle action elle ne sera pas seule. Donner satisfaction au droit du peuple palestinien à une patrie, à un territoire, à un État, dans le même temps où la sécurité d'Israël serait garantie, c'est aller dans le sens des besoins de tous les peuples de la région, s'inscrire dans les exigences de l'époque. La France peut y contribuer, et, par là, tenir sa place internationale, ce qui n'a rien à voir avec une politique de Don Quichotte.

— J'entends dire quelquefois : « Les États-Unis font ce qu'ils veulent, ils dominent le monde, il n'y a plus qu'une superpuissance ». L'analyse est courte... et démo-

satrice. Il ne s'agit pas de nier les difficultés ni les dangers, mais les États-Unis eux-mêmes, quels qu'ils soient, ne peuvent pas ignorer les réalités du monde, les besoins, les exigences des peuples. S'ils le faisaient, ils seraient conduits, sans aucun doute, à de graves déconvenues, à de nouveaux conflits. Du coup, nous ne sommes pas en présence de manœuvres artificielles, mais de développements politiques sur lesquels il faut réfléchir avec lucidité, en sachant qu'il faut toujours mobiliser les peuples, rassembler des forces. Cela exige, précisément, une vision dynamique, ample, nouvelle, qui abandonne les schémas d'un passé qui est révolu. Le vingt et unième siècle a commencé ; il ne nous ramènera pas au dix-neuvième, mais il y faut de l'imagination, de l'audace.

— Vous n'avez pas approuvé — et votre camarade Guy Hermeri ne l'a pas fait non plus — le document adopté par le bureau politique de votre parti, le 12 mars, en guise de conclusion sur la guerre du Golfe. Pourquoi ?

— Pour deux raisons : une raison de méthode et une raison de fond. Pour ce qui concerne la méthode, je considère, certes, qu'il y a des enseignements à tirer de ce qui s'est passé dans le Golfe, mais c'est une situation en pleine évolution ; il n'y avait pas de raison de se précipiter. Il fallait se donner, à la fois, le temps de suivre les événements, le temps de la réflexion et celui de la discussion, y compris au comité central.

— Sur le fond, je considère que l'analyse produite n'apporte rien de bien nouveau et, surtout, ne rend pas compte des problèmes auxquels nous nous sommes heurtés. Nous nous sommes placés, avec d'autres, du côté des gens qui refusaient la guerre, et l'action positive, courageuse des communistes a souligné qu'il y a toujours là une force dont le pays a besoin. Malgré cela, au sortir de cette bataille, nous nous trouvons en difficulté, pas renforcés, peut-être même un peu affaiblis. L'analyse et le débat sont à poursuivre.

— Il y a dix mois, dans les colonnes du Monde, évoquant la préparation du vingt-septième congrès, vous revendiquiez le droit à la différence à l'intérieur de votre parti. Ce droit, aujourd'hui, l'avez-vous conquis ?

— C'est sans doute le résultat le plus tangible de ce vingt-septième congrès. Oui, je crois que, par une démarche à la fois ouverte, critique, et, en même temps, responsable, constructive, j'ai contribué à ce que ce parti fasse bouger un peu ses pratiques internes, accepte



l'existence d'une diversité d'approche, d'analyse, de réflexion, tout en respectant, évidemment, la nécessité d'une unité politique dans l'action. C'est devenu, sinon un état de droit, du moins un état de fait. Il est de la responsabilité de chacun de le faire vivre.

— Ne craignez-vous pas d'être un « vilain » pour la direction du parti, qui ne semble pas partager tout à fait cette vision des choses ?

— Sûrement pas. J'approuve ce que je crois devoir approuver, je désapprouve ce qui ne me convient pas, et je le dis nettement et clairement. Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé. Ma démarche est nette. C'est de cette façon claire que je suis disponible pour travailler avec tous les communistes ; mais il faut vaincre les attitudes restrictives, c'est vrai.

Le parti politique centralisé est dépassé

— A la fin du congrès, vous aviez pris acte de « quelques pas en avant ». Trois mois après, dans la fonctionnement du parti, les choses continuent-elles d'avancer ?

— Il existe une perception qu'il est impératif d'avancer, qu'on ne peut plus faire comme par le passé. Cela donne naissance, ici ou là, à des efforts éparés. En même temps, les difficultés du parti, face aux problèmes qui se posent, soulignent les insuffisances de cette démarche. Il faudrait aller beaucoup plus fort, beaucoup plus vite dans cette entreprise d'inscription du parti dans les mutations de la société française. J'ai parlé de « refondation ». Cela m'a valu une étiquette. Je n'aime pas ces classifications réductrices mais je maintiens l'idée.

— Je pense que le parti politique fortement structuré, hiérarchisé, centralisé — ce type de parti qu'on retrouve un peu partout — est dépassé. Il y a eu une évolution considérable des façons de produire, des modes de vie, des mentalités, un changement d'échelle de l'information. Des besoins nou-

veaux, des aspirations nouvelles animent les individus. Il faut y répondre avec, me semble-t-il, un type de parti plus ouvert sur l'extérieur, plus « poreux », offrant mieux aux gens les possibilités de se rencontrer, de discuter, de se sentir plus libres, tout en adhérant à une organisation qui reste nécessaire.

— Maintenez-vous votre demande d'organisation d'un congrès extraordinaire pour modifier les statuts ?

— Le vingt-septième congrès a reporté à trois ans des modifications, que l'on semble vouloir limiter à un dépeçage. Ce n'est pas au niveau de ce qui est nécessaire. Il y a des écarts qui occultent aux yeux de ce pays y compris ce que les communistes font de bien, par exemple au service de la paix dans la guerre du Golfe. Il y a donc, véritablement, une étape nouvelle à ouvrir par une manifestation forte, claire, nette, de notre volonté novatrice. Plus le temps passe et plus j'en ressens le besoin.

— Les conditions d'une recomposition de la gauche sont-elles réunies à vos yeux ?

— Il y a sans doute du temps, il faut y travailler, mais sans retard, car il y a urgence. Un vide immense s'est créé. Des millions de gens sont, au plan politique, en désertion. C'est une situation dangereuse ; elle laisse le champ ouvert à toutes les aventures, à tous les dérapages. Il y a, donc, besoin de s'adresser à tous ces hommes et ces femmes, dans leur diversité, pour développer les contacts, les rencontres, les discussions, prendre les initiatives qui peuvent engager la reconstruction de la gauche, préparer les nouveaux rassemblements nécessaires, ce que j'ai appelé l'entente démocratique des forces du travail et de la création.

— Vous sentez-vous des affinités particulières avec le mouvement de M. Chevènement ?

— Je suis prêt à développer avec lui comme avec d'autres — toutes les rencontres, les contacts, les discussions utiles, sans aucune exclusivité, sans aucun *a priori*. Pour ma part, je me garde de toute démarche qui pourrait apparaître comme relevant d'une volonté de promotion personnelle. Il ne faut pas retomber dans ces travers, qui marquent la vie politique française et dont les gens ont assez. Cette vie politique est pourvue par la prééminence de l'élection présidentielle. La droite donne une partie de la gauche sont à cet égard punies par elles ont péché. Alors, prenons garde ! Cela dit, je suis disponible pour participer à des initiatives qui permettent de répondre à l'attente du pays. Elles sont nécessaires, il en aura donc sans aucun doute de différentes natures dans la période qui vient. J'apprécierai.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

La Communauté urbaine de Bordeaux adopte l'avant-projet de métro

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Jacques Chaban-Delmas a réussi à faire adopter, le vendredi 22 mars, l'avant-projet détaillé du métro VAL par le Conseil de communauté urbaine bordelaise (CUB) : 61 des 120 conseillers ont voté pour, 17 contre, 42 (dont 41 socialistes) ont refusé de prendre part au scrutin.

Le maire de Bordeaux, président de la communauté urbaine, n'a pas obtenu le consensus qu'il espérait. Seuls les 60 élus de la droite chabaniste, auxquels s'est jointe une apparentée socialiste, ont voté pour le métro. Le Front national (un siège), le Parti communiste (10 sièges) se sont prononcés contre, ainsi que l'élu Vert, M. Michel Duchêne, pourtant adjoint au maire de Bordeaux.

Les 5 socialistes qui siègent habituellement dans l'opposition municipale bordelaise ont adopté la même attitude. Ils se sont ainsi démarqués de la position adoptée par le reste du groupe socialiste. Après un vif débat interne, le PS avait en effet opté pour le refus de vote, attitude qui lui permettait de prendre ses distances vis-à-vis de M. Chaban-Delmas, sans rompre le contrat de gestion communautaire qui lie le PS et la droite depuis juillet 1989.

M. Noël Mamère, porte-parole de Génération écologie et maire de Bègles, a, lui aussi, opté pour la non-participation au vote. Il n'a cependant pas mis à exécution sa menace de démissionner de son poste de vice-président si M. Chaban-Delmas ne retirait pas le dossier du VAL de l'ordre du jour.

GINETTE DE MATHA

COMMUNICATION

Après leur mise en redressement judiciaire

Les éditions Balland négocient avec quatre candidats à la reprise

Les éditions Balland, récemment mises en cessation de paiement à la suite des problèmes financiers de leur propriétaire, Capital Développement (Cap D), ont été placées en redressement judiciaire jeudi 21 mars par le tribunal de commerce de Paris. Balland et sa maison-mère avaient auparavant déposé leur bilan.

L'équipe de Balland s'est déclarée « confiante ». M. Maurice Parouche, directeur général, qui le gérait de Cap D, a mandaté pour mener les négociations avec les candidats à la reprise, précise pour sa part que « des négociations sont en cours avec quatre partenaires très intéressés par notre maison d'édition ; la solution choisie devrait assurer la continuité des activités de Balland dans les meilleures conditions ».

La maison d'édition avait amorcé son redressement éditorial et commercial en 1990, après avoir été vendue en début d'année par son fondateur, M. André Balland, à Cap D (le Monde du 20 et du 21 mars). Balland dispose d'un catalogue de 900 titres, dont près de 300 sont directement exploitables.

Y.-M. L.

M. Maxwell demande à M. Boutet d'arbitrer son conflit avec TF 1

M. Robert Maxwell vient d'écrire au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Boutet, pour lui demander de jouer les médiateurs dans le conflit qui l'oppose à M. Francis Bouygues. L'homme d'affaires britannique reproche depuis longtemps à M. Bouygues de l'avoir « évincé » de la gestion de TF 1.

M. Maxwell, qui a vendu en février 10 % du capital de la chaîne mais en conserve encore 2 %, estime donc que le contentieux n'est toujours pas réglé. Il évoque dans sa lettre un accord signé le 20 février 1987 entre les groupes Bouygues et Maxwell lors de la privatisation de la Une,

accord qui prévoyait d'organiser la gestion et l'administration de TF 1 sur une base égalitaire.

L'homme d'affaires britannique précise que cet accord avait reçu la caution personnelle de M. Édouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances et qu'il prévoyait le recours à un « médiateur unique » en cas de difficultés. « Force est pour nous de constater que M. Bouygues a trahi la confiance que nous avions en lui », écrit M. Maxwell qui accuse le leader des BTP de « mener en catimini un travail de main-mise sur le capital de TF 1 au mépris des statuts de cette société et de la loi sur l'audiovisuel ».

Numeris au secours de la coiffure

Les clients de certains salons de coiffure pourront bientôt tester différentes coupes avant de s'en remettre au verdict définitif des ciseaux. Il leur suffira de poser quelques secondes devant une caméra. L'appareil leur renverra, quelques minutes plus tard leur visage transformé selon différents modèles de coiffure possibles. Le même système permet de choisir aussi couleur de cheveux ou maquillages en les essayant sans risque et fait du coiffeur un véritable conseiller esthétique.

Djellani Maachi, astucieux artisan, joue en virtuosité de cet ordinateur graphique dans son petit salon des Halles depuis quelques années. Il a même, pour des émissions de télévision, « refait » le visage des hommes politiques ou d'autres célébrités. Mais son invention avait quelque mal à percer dans le milieu de la coiffure. La palette graphique, de fabrication américaine, est fort coûteuse et s'importe au compte-gouttes. Les programmes informatiques sont sans cesse améliorés et supposent une formation quasi permanente de l'opérateur.

Difficultés résolues depuis que l'ordinateur est relié au réseau Numeris de France Télécom qui permet de transmettre les images avec une forte bande passante. Le salon de Djellani Maachi, trans- porté dans le quinzième arrondissement, est devenu le premier centre serveur d'images et la

« Look Machine », la tête d'un réseau de salons affiliés. Ces derniers, en effet, n'investissent désormais que dans un terminal composé d'une caméra, d'un micro-ordinateur et d'une liaison Numeris. Le réseau transporte l'image des clients jusqu'au centre serveur qui les traite en fonction des catalogues de chaque coiffeur. Quinze minutes plus tard, l'image retouchée est renvoyée au client. Une première application « grand public » pour Numeris et une innovation qui risque de transformer les grands réseaux de salons de coiffure franchisés.

J.-F. L.

M6 réduit ses pertes de moitié. Le déficit d'exploitation de M6 s'élève à 159 millions de francs pour 1990, soit un peu moins de la moitié de celui de l'année précédente. La chaîne, qui a augmenté son chiffre d'affaires de 70 %, estime que « l'équilibre d'exploitation aurait pu être atteint si les conditions réglementaires de fonctionnement, contenues dans le cahier des charges de 1987, n'avaient pas subi des modifications très pénalisantes pour la chaîne ». Deux tiers des foyers français peuvent désormais recevoir M 6 et l'audience nationale sur l'année a été de 7,6 % en moyenne, ce qui correspond exactement à la part des investissements publicitaires recueillis par la chaîne en 1990.

Voici l'offre la plus folle au monde.



BRITISH AIRWAYS

British Airways va permettre au monde entier de voler à nouveau grâce à l'offre la plus folle au monde.

Dans les mois à venir, nous allons mettre en place une multitude d'offres dont les effets se feront sentir partout à travers le monde.

50 000 PLACES GRATUITES SONT OFFERTES DANS LE MONDE ENTIER.

Pour faire voler le monde, le 23 avril, toutes les places des vols internationaux sans escale de British Airways au départ ou à destination de la Grande-Bretagne seront gratuites, dans toutes les classes et même en Concorde.

Ce jour-là, au départ de Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice et Toulouse, toutes les places disponibles sur les vols sans escale de British Airways à destination de Londres, Manchester, Birmingham et Glasgow seront gratuites. Et ce n'est que le début.

Si vous prévoyez des voyages d'affaires dans les mois prochains, sachez que nous allons mettre en œuvre un programme de toutes nouvelles propositions pour vous aider, ainsi que votre entreprise, à gérer au mieux votre temps et votre argent.

MAIS NE PARLONS PAS SEULEMENT AFFAIRES.

Les vacanciers vont également bénéficier d'offres sensationnelles pour leurs loisirs grâce aux "forfaits vacances" qui leur seront proposés partout dans le monde. Alors n'oubliez surtout pas de vous renseigner sur les formidables opportunités qui vous seront offertes très bientôt.

VOUS AVEZ TOUTES LES CHANCES DE GAGNER.

Vous pourriez, avec la personne de votre choix, faire partie des 50 000 passagers qui voyageront gratuitement sur British Airways. Pour participer au concours et gagner vos deux billets gratuits aller-retour, remplissez tout simplement le bulletin ci-dessous. Nous souhaitons sincèrement vous accueillir à nouveau à bord le plus chaleureusement du monde avec l'offre la plus folle au monde. Que pouvait-on espérer de plus de British Airways ?

Bulletin de participation à compléter et à renvoyer à :
L'offre la plus folle au monde. BP 157 - 93261 Les Lilas Cedex.
Date limite d'envoi des coupons : 28/03/91 minuit.

Oui, je souhaite participer au concours organisé par British Airways et gagner un aller-retour pour 2 personnes.

☐ M. ☐ Mme

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse personnelle : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Société : _____

Fonction : _____

Adresse professionnelle : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone personnel : () _____

professionnel : () _____

Important : si vous gagnez vous serez prévenu par téléphone.

Je vous indique mon aéroport de départ :

☐ Paris ☐ Marseille ☐ Nice ☐ Toulouse ☐ Lyon ☐ Bordeaux

Je vous indique la destination de mon choix :

☐ Londres ☐ Birmingham* ☐ Manchester* ☐ Glasgow*

* Au départ de Paris uniquement.

Date à laquelle je souhaite effectuer le trajet retour :

(par ordre de préférence - impérativement avant le 31/05/91)

1) _____ 2) _____ 3) _____

Combien de vols internationaux avez-vous effectués au cours des 12 derniers mois ?

moins de 5 _____ 5 et plus _____

pour vos affaires ☐ _____

pour vos loisirs ☐ _____

Les réponses à ces questions n'auront pas d'influence sur vos chances de gagner.

Date de naissance : J _____ M _____ A _____

Signature : _____

Phrase à compléter impérativement :

Je voyage sur British Airways parce que _____

* Pour participer, complétez entièrement le bulletin joint, et postez-le avant le 28 mars 91, sous enveloppe affranchie à : "L'offre la plus folle au monde" BP 157 - 93261 Les Lilas Cedex. **EXTRAIT DU RÈGLEMENT :** La Société British Airways organise un concours, sans obligation d'achat, intitulé "L'offre la plus folle au monde". Les lots mis en jeu sont 2900 billets d'avion aller-retour (valeur totale : 9400000 F TTC), au départ de France, sur les destinations suivantes : Londres, Birmingham, Manchester et Glasgow. Départ le 23/04/91, retour avant le 31/05/91. Les lots ne sont pas échangeables contre leur valeur en argent. Pour participer, il suffit de renvoyer un bulletin publié dans la presse ou de répondre sur papier libre. Date limite de participation : 28/03/91 à minuit, cachet de la poste faisant foi. Les gagnants seront personnellement avisés par téléphone, dans les 10 jours après le tirage au sort. La responsabilité de la société British Airways ne pourra être recherchée ni engagée en cas de perte ou de retard du service des postes, aucune réclamation ne pouvant être retenue dans les 10 jours après le tirage au sort. La société British Airways ne pourra de la même façon être rendue responsable si l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée. Le règlement complet est déposé en l'étude de M^e Pichon, 57, rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris, et sera envoyé gratuitement, ainsi que la liste complète des gagnants, sur simple demande. Les gagnants autorisent la société British Airways à utiliser leurs noms, prénoms et photographies à des fins publicitaires. Tout bulletin de participation returé, surchargé, incomplet, illisible ou reçu après la date limite de participation sera considéré comme nul.

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Une idée de l'élégance

La mode est indissolublement liée à Horst, une retrospective lui est consacrée à Paris

HORST, 60 ANS DE PHOTOGRAPHIE
au Musée des arts de la mode

De son prénom, il a fait son nom et son nom appartient à l'histoire de la photographie de mode. Horst Bohrmann, dit Horst, est aujourd'hui un monsieur élégant de quatre-vingt-cinq ans, à l'allure impeccable avec son costume sombre, un nœud papillon, une canne pour le guider, la chevelure blanche bien rangée, le sourire généreux et une cigarette de marque « Now » qu'un de ses assistants lui allume régulièrement.

A travers le Musée des arts de la mode, c'est une fois de plus Paris qui lui rend hommage. « Sans Paris, je serais resté un petit boche allemand », affirme-t-il aujourd'hui.

L'ancien étudiant en architecture de Walter Gropius, arrive en France en 1929 pour travailler comme apprenti chez Le Corbusier, dont il se déclare vite « déçu par la conception de l'architecture ». Horst se tourne alors vers la photo. Il apprend son métier au contact de George Hoyningen-Huene, ancien baron Petersbourg, principal photographe de Vogue France dès 1926, et qui restera comme « la référence en matière de photo de mode ».

Horst côtoie le tout Paris des années 30 et devient l'ami de Cocteau, Julien Green, Gertrude Stein, Luchino Visconti, Coco Chanel, autant de personnalités qui, à l'instar de Marlene Dietrich ou Salvador Dalí, lui doivent leur plus beau portrait. Il commence surtout, en 1932, à travailler pour Vogue et s'installe en 1939 aux États-Unis dont il prend la nationalité à la fin de la guerre.

Sa photographie en noir et blanc, traduit sa « propre idée de l'élé-



Corset Mainbocher, « Vogue », 1939

gance », mûrie par une longue réflexion sur le corps, dans la peinture, et relayée par l'utilisation de toute personnalité - de la lumière et de décors en drapés blancs. L'élégance, c'est la mode bien sûr, mais aussi le portrait, les natures mortes et de formidables études de nus. S'estompent alors l'image du

spécialiste pour laisser la place au photographe tout court.

M. G.

► Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli, 75001 Paris. Jusqu'au 9 septembre. Catalogue 50 p. 80 F.

« L'importance et la beauté du corps »

« Curieusement, votre première grande image n'est pas prise par vous. Vous apparaissez comme modèle pour les maillots de bain d'Izod en 1930... »

« C'est en effet la photo la plus connue de mon ami George Hoyningen-Huene, qui travaillait pour Vogue France et qui m'a appris la photographie. J'avais un très beau corps dans le temps... Je faisais de la culture physique, j'en fais toujours. Être mannequin n'était pas évident car, pour des raisons techniques, il fallait rester de longues secondes sans bouger dans des positions compliquées, savoir conserver un sourire, une expression. C'est la raison pour laquelle les photos des années 30 et 40 semblent si « maniérées ».

« Votre visage et celui du mannequin féminin fixent une ligne d'horizon imaginaire et tournent le dos à l'objectif. Un cadrage audacieux pour l'époque ? »

« Ce qui était audacieux, c'était de poser en maillot de bain ! Peu de mannequins l'acceptaient et les magazines hésitaient à publier de telles images. Voilà pourquoi Huene nous a fait tourner la tête. C'était également difficile de trouver des filles qui acceptaient de poser nues tout en ayant un corps superbe. Elles étaient, comment dirais-je, souvent trop « rondes ». Le corps féminin est comme le vêtement, il peut être élégant mais aussi se démoder.

« Dans quelles conditions avez-vous pris votre image la plus connue, celle du corset de Mainbocher, en 1939 ? »

« C'était deux jours avant la guerre, mon dernier à Paris avant de m'embarquer pour les États-Unis sur le Normandie. Tout le monde pleurait dans les rues. Cette photo symbolise une époque disparue, tout ce que je devais laisser derrière moi à Paris, car le corset représentait un vêtement qui ne se portait plus, que Chanel avait remplacé par la guêpière. Vogue a trouvé l'image choquante parce que le corset était ouvert. Le magazine n'a accepté de publier cette photo qu'après l'avoir retouchée.

« Avant le vêtement, vous vous êtes d'abord intéressé au corps ? »

« J'ai compris l'importance et la beauté du corps en voyant celui d'un ami cubiste, à la fin des années 20. Ensuite, je n'ai jamais cessé de l'apprendre. J'ai passé un temps fou au Louvre, où j'ai observé la disposition des mains, des pieds, les jeux de lumière, le mouvement. J'ai voyagé en Italie pour assimiler la technique de Michel-Ange et de Léonard de Vinci. En Grèce, pour la sculpture. Avec le peintre et décorateur Christian Bérard, je suis parti à la découverte des statues de Paris pour en saisir les proportions. J'ai même envoyé des mannequins au Louvre avant des prises de vue pour qu'elles comprennent ce que je voulais. Je n'ai pas cessé de faire des études de nus, en cherchant la pureté, la simplicité et la géométrie du corps. La peinture me suit depuis ma première photo de mode en 1930 : j'étais tellement nerveux qu'une assistante m'a fait boire du champagne, écouté des lieder de Schubert et m'a parlé de peinture. Mes images sont ainsi bourrées de références picturales : Ingres, Goya, Delacroix... »

« Vous êtes également un spécialiste de la lumière. Comment la travaillez-vous ? »

« La vie est faite de lumières et d'ombres. Donc pas de flash. Je dis toujours que le flash n'existe pas dans les montagnes ! J'utilisais juste une lampe ou deux mais je pouvais passer des heures à les disposer. C'est comme ça que j'ai été le premier à utiliser le fond blanc, parfois léger, avec une lumière derrière, et une autre face au mannequin pour l'éclairer. Ensuite, tout tourne autour du vêtement ou de l'objet. Si j'aime la robe, je dois traduire la femme séduisante dans son allure. Si je ne l'aime pas, je laisse le vêtement dans le noir et j'insiste sur un détail, un drapé, un mouvement. De la même manière qu'il n'est pas naturel de tout dire, on ne doit pas tout voir.

« Vous avez toujours vu en noir et blanc, peu en couleurs. »

« Christian Bérard me disait :

« Il n'y a qu'un seul peintre en couleurs, Gauguin. La couleur, c'est très compliqué. »

« Vos grands couturiers ? »

« Surtout des femmes. Madeleine Vionnet, M^{me} Grès (Alix), Coco Chanel. Et Yves Saint Laurent.

« Coco Chanel était votre amie. »

« Sur la photo que j'ai prise d'elle, en 1936, elle tient sa cigarette entre deux doigts, de cette façon si vulgaire mais qui devient chez elle l'élégance même. Elle me disait : « Personne ne sait comment faire des robes, alors je dois les faire moi-même. » La même année, j'ai photographié Elsa Schiaparelli, dont Chanel ne prononçait jamais le nom tant les deux femmes se détestaient. « Comment s'appelle-t-elle, cette Italienne ? Elle est couturière ? », disait Coco.

« Marlene Dietrich apparaît en tailleur, et non en smoking comme on l'a souvent photographiée. »

« J'ai toujours pensé que Marlene Dietrich faisait partie des femmes dont le visage était important, que le corps. Elle m'avait juste dit : « Rappelez-vous la lumière de non Sternberg. » J'ai surtout pensé à mes éclairages à moi, en effaçant toutes les ombres. C'est sa photo préférée, donc la meilleure.

« Vous continuez de travailler ? »

« Oui, même si on a tendance à trop vouloir rendre l'image trop « sexy ». Ça manque de fantaisie. Trois jours par semaine, je quitte ma maison de Long Island pour faire des photos de publicité à New-York. Les magazines veulent retrouver l'esthétique d'il y a cinquante ans. Mais il manquera toujours l'élégance, la « raie », celle qui a disparu au début des années 30.

« La vraie élégance ? »

« La discrétion, la simplicité. L'impression que tout est possible sans en faire état. Coco Chanel, par exemple, qui m'invite à l'Opéra et qui ne me prévient pas que nous serons accompagnés par le président des États-Unis.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

MODE

Les fantômes du réalisme

Paris a présenté, du 11 au 21 mars, le prêt-à-porter féminin de l'hiver 1991-1992

En inventant le « petit haut » et la petite jupe extensibles, les années 80 ont inventé la femme au bord de la crise de nerfs, courbe serrée, tendue pour (se) plaire : « Dis-moi, miroir, suis-je toujours la plus jeune ? » Point d'orgue de ce style : l'été 1991, présenté en octobre dernier dans un grand défilage de couleurs vives, de vinyle crissant, sur fond de retour au pop art et aux yéyés.

Six mois plus tard, le registre s'est assombri, guerre du Gelfé oblige. Les tailleurs en peluche fluo, les cuissardes transparentes de Thierry Mugler, roi de la mode clip, font figure d'outsiders. D'une manière générale, l'euphorie psychédélique a cédé la place à la mélancolie, à ce que certains appellent déjà le « nouveau romantisme punk ». Tout un programme.

Certes, la présence de trente-huit créateurs à la cour Carrée du Louvre (autant que la saison dernière), les arrivées internationales par l'Américain Oscar de la Renta, l'Espagnole Sybilla, la Britannique Vivienne Westwood, l'Italienne Enrica Massei, le retour des acheteurs américains, qui avaient renoué avec les défilés de haute couture en janvier dernier par peur des attentats, donnent le change. Certes, Paris, capitale de la mode, s'est à nouveau offert de prestigieuses spectacles malgré les menaces de défection et les « assurances annulations » souscrites par la chambre syndicale de la couture. Mais la transition est là. La mode des créateurs ridée par les soucis, les tracasseries et industriels, pousse la complainte de l'époque.

Qu'est-il arrivé à Yoshi Yamamoto ? Que viennent faire ses soldates clochardantes, ses marins noyés dans leur uniforme, ses Baby Jane déguisées en marquises dans leurs robes au crochet ? Comme pour fuir sa propre image, il s'invente une identité de costumier : d'oil ces pièces uniques en carton invitant les mannequins des peintres constructivistes.

Rei Kawakubo (Comme des garçons) revient à la ville grise et noire rayée par les flashes de couleur. L'art de la coupe se joue une comédie d'opéra : série de robes et tailleurs en soie jaunes soulignées par des ganses de vinyle, ready made de tulle, bottes en cuir imitation plastique enfilées sur des tenues de résille. Il y a même des robes-sacs 100 % laine sur lesquelles on lit en inscriptions peintes à la main : « Rébelle », « Chic punk », « Révolution ».

Agressivité dans l'air

Dans cette ambiance incertaine, la violence se banalise : il y avait cette saison de l'agressivité dans l'air. Avec ses égrégies découpées au laser, Claude Montana a évidemment ramené tout les suffrages. Dans le genre, le triomphe : fuselage blanc et vision rasé, manteaux et caban bleu vidéo, formes géométriques sèches, belles parkas d'auto-défense. Partout des zips, des attaches en métal argenté.

La dureté n'épargne personne. Même Roméo Gigli, habituellement si lyrique, donne dans l'ascétisme et le renoncement. Les princesses vêtues de manteaux de feutre, de redingotes minimalistes, de robes-serpents en paillettes se baladent dans le monde de la damnation éternelle. Il y a,

paraît-il, cinquante couleurs, mais tous ces verts scarabée, ces pourpres semblent noircir par un même nuage, dans une nature étrange peuplée d'insectes. « C'est une collection un peu sombre », reconnaît Roméo Gigli, occupé à poursuivre en justice ses deux ex-associés, Carla Sozzani et Donato Maino pour fraude. C'est avec le soutien de ses fabricants, Zegna Zamar-sport et Stefanel, qu'il a réalisé cette collection au parfum diabolique.

En c'est ainsi que les drames passionnels engendrent les tendances : oui, la femme de l'hiver 1991-1992 est, par bien des aspects, la figure du Mal. La beauté 1992 ? Un teint pâle et des yeux rouges, des lèvres crayonnées de rouge brun, des ongles peints. Souvent le corps sinistre se voile de tulle, de fillet aux allures de toile d'araignée, s'enroule de toutes ces étoffes qui jouent mystérieusement avec la lumière : soie brillante, velours irisé, mousseline changeante.

« Ma règle essentielle », avouait Van Dongen, c'est d'allonger les femmes et surtout de les amincir. Après cela, il ne reste plus qu'à grossir leurs bijoux et elles sont ravies ! Le message semble avoir été retenu par Michel Klein et ses belles ténébreaux portant leur pantalon comme un pyjama du soir, nues sous leur grand pull de mohair ou leur cache-cœur de soir. Mais elles sont nombreuses à faire leur marché aux Puces : le stand le plus dévalisé reste l'après-midi 68 avec les pulls-chaussettes, les shorts de Twiggy-la-Brindille, les maximanteaux fendus façon B. B. à La Madrague, qu'on retrouve chez Martine Sibon, Helmut Lang, Enfant, du côté des jeunes créateurs anversois (frôlement déglignés par Martin Margiela, Véronique Leroy, Dirk Van Saene est le plus talentueux).

Faire vrai, montrer l'époque dans sa noirceur et sa trivialité : tel est le grand pari du moment, comme il le fut autrefois, le stand le plus dévalisé reste l'après-midi 68 avec les pulls-chaussettes, les shorts de Twiggy-la-Brindille, les maximanteaux fendus façon B. B. à La Madrague, qu'on retrouve chez Martine Sibon, Helmut Lang, Enfant, du côté des jeunes créateurs anversois (frôlement déglignés par Martin Margiela, Véronique Leroy, Dirk Van Saene est le plus talentueux).

Enfin, il y a Yves Saint Laurent, maniant avec une rare volupté l'extravagance dans le classicisme : un prétexte, l'Ecosse, et il ennuie les femmes au pays où les verts sont plus noirs que les rouges plus denses, les noirs plus magiques. Le jeu est là entre l'imagination du couturier et la vérité des désirs immédiats : souplesse pour le jour, des étoles de soie, des capes de cachemire, fantaisie « parisienne » pour le soir - capes, robes, trenchs en cuir or, bijoux qui rendent fou.

LAURENCE BENAÏM

Christian Lacroix cérémonie secrète

Elles ont pris la douceur de la nuit, semblent glisser dans le mystère des lumières tamisées qui font chatoyer les ors, les broderies, les rouges. Sur leurs bustes s'impriment des tableaux romantiques composés autour d'une rose, sur leurs robes se reflètent des vitraux de Rouault. De quelques voyages, elles ont entraîné des images - couleurs sombres d'Afrique, acides scandinaves en mohairs duvetoux, reflets violets dans les plis du velours mauve, tache claire qui danse sur la fluidité d'une robe noire.

Bijoux grandiloquents, soulèvements d'or, brocards orgueilleux, elles irradiant un instant la chaleur ensoleillée avant de retourner, de se blottir côté ombre, côté crépuscule, côté sourire, côté languide, pour la cérémonie secrète dédiée à quelque Aphrodite rêveuse.

C. G.

Jean-Paul Gaultier, French cancan

Lionnes de boulevard, lorettes de la Butte, actrices du Café-conc : ce sont les dernières égrégies de Jean-Paul Gaultier. Une nouvelle fois il triomphe dans un exercice de style, mêlant tout à la fois le grave et le frivole. Couleurs de Lautrec, roux, jaune acide et vert absinthe, sorties de la Revue Blanche, vestes à pans pointus dessinées sans aigreur, jupes asymétriques pour jouer avec toutes les longueurs. Mais il a trop à faire, à voir, pour gratter les tableaux et les recopier. D'un claquement de doigts il vous sort une garde-robe à la fois sexy et unisex, redingotes en gabardine extensible sur T-shirts à paillettes, manteaux-robos de lavandiers qui se défilent d'un geste en robes à traîne et, dans ces instants-là, volés au temps qui passe, il y a la mémoire du cœur.

L. B.

Vivienne Westwood, éternelle Albion

De Jean-Paul Gaultier à Christian Lacroix, nombre de stylistes lui vouent une reconnaissance sincère : c'est dans les années 70, dans sa boutique World's End de Chelsea, à Londres, qu'ils ont pioché quelques insolences. Vivienne Westwood, égrégie de Malcolm Mac-Laren, avait tracé les jeans avant tout le monde, coupé les crinolines en minijupes, osé les mélanges les plus décapants. Accueillie à Paris chez Azzedine Alaïa, elle a prouvé qu'elle était encore la reine. C'est toute l'Angleterre qui a défilé, cortège d'images détournées, dames enlappées, bobines en gilet afgan coupé dans un kilt, bottes cavalières à semelles compensées. Mais, au-delà des gags, il y a la rigueur de la construction, empruntée aux meilleurs tailleurs de Savile Row.

L. B.

Trois disparitions

Patrick Rétif, créateur de mobilier

Créateur d'accessoires et de mobilier, Patrick Rétif est mort du sida à Paris le 19 mars. Il avait trente-trois ans.

C'est pour Jean-Paul Gaultier et France Andrévie qu'il réalisa ses premiers bijoux en 1980. Patrick Rétif, vingt-deux ans, né à La Garenne-Colombes, allait pointer avec humour la mode de toute une nouvelle génération de créateurs. Des bijoux high tech en godron, Plexiglas, caoutchouc et strass (1982) aux premières séries d'objets édités par En attendant les Barbares en 1987 (miroirs carolingiens, chandeliers Médiéux en fer forgé), Patrick Rétif n'a cessé de raconter son époque comme un observateur attentif des goûts et des séductions.

Discrettement, Patrick Rétif jouait avec les matières, les mélangeait, brutes et sophistiquées, perles baroques et chrome, verre et bronze dans une perpétuelle recherche de volume d'illusion ; et

de légèreté, comme en témoignent d'ailleurs les derniers bijoux « ombres chinoises ». Il travaillait entre autres pour Jean-Charles de Castelbajac, Karl Lagerfeld, Christian Lacroix, Maritné et François Girbaud, mais également Hermès, Arthus Bertrand, pour une collec-

tion de bijoux en argent. En 1989, il mit en scène l'exposition « Calder intime » au Musée des arts décoratifs de Paris avec un dépouillement complexe. Secret ! il savait donner aux choses une fantaisie grave, tout en nuances, avec l'humilité du cœur et du talent.

L. B.

◻ Clarence Fender, inventeur de la guitare électrique Stratocaster. - Clarence Leo Fender, inventeur en 1954 de la guitare électrique Stratocaster, sans doute le modèle le plus vendu et le plus imité au monde, est mort le 21 mars à Fullerton, Californie. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Les premières guitares électriques à caisse de résonance dataient des années 30, mais la Stratocaster fut la première guitare solid body, en bois plein, ce fut aussi la première dotée d'un bras de vibrato. Aujourd'hui, une « Strato » d'origine peut valoir jusqu'à 20 000 dollars (100 000 francs environ). - (AFP.)

◻ G. Aravindan, cinéaste indien. - Le réalisateur indien G. Aravindan est mort le 15 mars à l'âge de cinquante-cinq ans, dans le Kerala, l'État méridional où il était né et où il avait toujours vécu et travaillé. Depuis son premier film en 1974, des titres comme le Chapiteau, le Croque-mort, Crépuscule, jusqu'à Chidambaram en 1985 et Et il y eut un village en 1986, avaient fait de lui l'un des principaux représentants du cinéma indépendant du sud de l'Inde. Il venait, après de longs efforts, de terminer un nouveau film, les Dépeçades, consacré aux réfugiés du Bangladesh à Calcutta.

Le Monde

HEURES LOCALES

La nouvelle croisade des Albigeois

En obtenant l'implantation de la sixième école des mines alors que s'amorce la reconversion du bassin de Carmaux, la région d'Albi peut envisager une nouvelle étape de son développement

ALBI

de notre envoyé spécial

TOUS les responsables de la région d'Albi, réunis à Paris le 19 mars par M. Roger Fauroux, ministre de l'équipement, et M. Jacques Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire, ont dû téléphoner à leurs collaborateurs à la mairie, au conseil général ou à la préfecture pour les convaincre de la réalité d'une décision annoncée dès le 16 mars dans la presse (le Monde daté 17-18 mars) : c'est bien dans le bassin Albi-Carmaux que va être implantée la sixième école des mines. Après s'être investis pendant plusieurs mois dans la constitution du dossier de candidature, ils doutaient encore du résultat. La confirmation de la nouvelle a levé les dernières craintes d'une remise en question.

Il est vrai que, si l'on connaît l'intérêt du président de la République pour la ville de Jean Jaurès, Albi ne bénéficiait pas, comme certains de ses concurrents, de l'appui de ministres en exercice ou d'ex-ministres encore influents. Ne disait-on pas aussi, à quelques jours de la décision gouvernementale, que la ville de Pau avait réuni plus d'atouts que la cité albigeoise ?

Une candidature «écuménique»

Mais cette région tarnaise a su se mobiliser pour emporter la décision. Il y a quelques mois, elle était déjà entrée en lice pour la cinquième école des mines, qui devait finalement échoir à Nantes. Michel Castel, maire d'Albi, ne cache pas que ce «galop d'essai» avait surtout permis de préparer un dossier solide et complet au moment où le gouvernement se prononçait pour une nouvelle école dans le Sud-Ouest.

Les pouvoirs publics n'ont sans doute pas été insensibles au fait que le dossier d'Albi s'ouvrait par une lettre d'intentions co-signée par MM. Marc Censi, président centriste du conseil régional de Midi-Pyrénées, Thierry Carcenat, patron du conseil général du Tarn, et le maire d'Albi, tous deux socialistes. Un véritable «écuménisme» s'est d'ailleurs déployé dans toute la région pour faire aboutir cette candidature. Ainsi, M. Robert Pistré, vice-président d'opposition du conseil général, a tiré parti de son statut de conseiller adjoint d'une école des mines : «J'ai proposé de mettre en avant la qualité de ville moyenne d'Albi. Beaucoup d'entreprises sont en effet à la recherche d'ingénieurs qui ont appris à vivre en dehors des grosses agglomérations».

Elus du Tarn, représentants de l'Etat (préfecture, direction régionale de l'industrie et de la recherche), membres de la chambre de commerce et d'industrie et une cinquantaine



de chefs d'entreprise se sont engagés à collaborer avec l'école : tous ont d'abord tenu à présenter une réalité industrielle bien différente de l'image qui pouvait s'attacher à un département surtout connu par la Verrerie ouvrière d'Albi, véritable symbole de la lutte ouvrière, l'industrie lainière et la mégisserie de Castres et Mazamet, la sidérurgie du Saur du Tarn et, bien sûr, le bassin houiller de Carmaux. Autant d'industries traditionnelles, touchées par la récession dans les années 80, qui sont en voie d'être supplantées par de nouvelles activités : les laboratoires fondés par le Tarnais Pierre Fabre représentent à eux seuls, par exemple, près de 1 500 emplois dans le département.

Grâce aux aides apportées par le classement en pôle de conversion, grâce à l'action de la ville, du département et de la région à travers de nombreuses associations de développement économique, Albi a déjà enregistré un solde positif de 300 emplois ces trois

dernières années. Le département du Tarn est non seulement le deuxième de Midi-Pyrénées par le nombre d'actifs (35 000 dans l'industrie), mais aussi le premier du Sud-Ouest par la proportion (28,1 % des emplois industriels). Autant de chiffres qui garantissent à la future école des mines un ancrage dans un tissu industriel qui commence à se diversifier.

Le dossier d'Albi mettait aussi en valeur la proximité de Toulouse et de ses 87 000 étudiants, ainsi que la toute récente ouverture avec succès d'un centre universitaire dans cette ville moyenne. Cette délocalisation de l'université des sciences sociales de Toulouse a accueilli dès octobre dernier plus de 300 étudiants. Ces jeunes, originaires en majorité du département, avouent qu'ils ne regrettent rien la métropole régionale et qu'ils trouvent au contraire dans une «ville plus calme» les moyens et l'environnement qui leur permettent de travailler.

Car les autorités ont su donner à Albi (47 000 habitants) des équipements qui s'ajoutent à une richesse architecturale exceptionnelle. La réhabilitation du centre ville est une réussite, avec ses rues piétonnes et ses logements sociaux dans des immeubles du quinzième siècle. Le Centre culturel albigeois exerce son pouvoir d'attraction sur toute la région. Si bien que l'animation dans les rues d'Albi n'a rien à envier à celle de villes beaucoup plus importantes. Le préfet, M. Jean Thiebaut, qui souligne l'esprit d'entreprise des élus de la région, n'est pas le dernier à se féliciter d'un tel environnement.

Efforts accrus pour la reconversion

Le dossier d'Albi présentait en bonne place comme site possible pour l'implantation de la future école des mines les terrains et les locaux de la caserne La Pérouse. Une solution qui ne se justifiait pas uniquement par la présence en plein centre ville de 7 hectares de bâtiments et de terrains. Les élus rappellent surtout que le départ en juillet prochain du 7^e RCPS allait voir 700 militaires et leurs familles quitter la ville, et qu'ils attendaient une contrepartie.

Ils ont été surpris par l'ampleur de l'opération annoncée le 19 mars. La mine de charbon à ciel ouvert de la Découverte à Carmaux, à 15 kilomètres d'Albi, va en effet connaître une diminution progressive de son activité. Six cent trente mineurs travaillent encore sur ce site gigantesque, où Charbonnages de France a déjà investi 700 millions de francs. Le gouvernement va augmenter de 50 %, pendant trois ans, le soutien financier qu'il accorde actuellement à la reconversion du site. Celui-ci passera de 130 à 200 millions de francs par an. Cet argent permettra de poursuivre l'effort engagé depuis deux ans pour créer des emplois, améliorer les infrastructures (route à quatre voies entre Toulouse, Albi et Carmaux), nettoyer les friches industrielles et reclasser les mineurs. En plus, le gouvernement investira 400 millions de francs sur cinq ans pour la construction de l'école des mines.

Le prix de revient du charbon extrait à Carmaux étant deux fois plus cher que celui du marché, les objectifs de production seront réduits de moitié dans un délai qui n'est pas encore établi. Au lieu d'exploiter 400 000 tonnes par an en 1983, la mine ne devrait en produire que 200 000. Cette réduction à la baisse entraînera des diminutions d'effectifs qui n'ont pas encore été chiffrées, et qui devraient être annoncées vers la fin du mois d'avril.

CHRISTOPHE DE CHENAY

D'une tutelle à l'autre

LA course de fond dans laquelle sont engagés le gouvernement et les parlementaires pour tenter d'introduire, à travers une réforme bonne dans son principe, un peu plus de justice entre les collectivités (rurales ou urbaines) aisées et celles qui mériteraient une sorte de «RMI» local ne doit pas occulter les questions conjoncturelles. Angoulême reste sous les feux de la rampe mais n'est pas seule à se débattre dans un endettement abyssal.

Puisque personne ne veut donner des noms, avançons la liste des communes qui en 1981 vont bénéficier de la part de l'Etat d'une subvention d'équilibre : outre Angoulême, citons Magny-les-Hameaux ou Chanteloup-les-Vignes (Vendée), Aubusson et Verres (Essonne), Peyrleau (Aveyron), Bessé et Saint-Anastaise (Puy-de-Dôme), Le Grand-Bornand et La Clusaz (Haute-Savoie), l'île de Sein, et quelques autres. Le syndicat CFI des personnels communaux réclame l'ouverture d'une négociation nationale avec le gouvernement pour examiner l'endettement de certaines villes. Pour «éviter d'autres Angoulêmes», il tire la sonnette d'alarme sur Toulon, Amiens, Béziers, Lille, Avignon et Marseille avec ses 14 000 agents dont 2 500 employés dans les cantines scolaires.

Toutes les collectivités doivent avoir voté leur budget d'ici à fin mars. Mais dans beaucoup de cas, avec la conjoncture incertaine de 1991, élus et préfets se demandent par quel miracle dépenses et recettes pourront coïncider à Noël... Heureusement, les banquiers veillent, jamais bénévolement d'ailleurs. Après avoir chiffré en 1988 et 1989, la part des équipements financés par l'emprunt a recommencé à augmenter en 1990 : 37,6 % au lieu de 31 % l'année précédente. La groupe Caisse des dépôts aura fourni 53 milliards de francs de prêts l'an dernier sur un total de 81 milliards. Les collectivités avaient 14 milliards de francs de capital à rembourser en 1981. Pour le dixième anniversaire de la décentralisation on finira les 50 milliards, sans les intérêts qui doublent largement la note. A la tutelle de l'Etat s'est substituée celle des banques.

FRANÇOIS GROSCHARD

Nantes, «Venise verte»

Le centre-ville sera «redessiné» par un architecte italien

NANTES

correspondance

ITALO ROTA va donner un nouveau visage au cœur historique de Nantes. Le projet de l'architecte italien transforme l'île Feydeau et le cours des Cinquante-Otages en coulée de verdure. Mais celle que l'on appelle «Venise verte» ne retrouvera pas son eau, comme le souhaitent de farfelus partisans d'un tel aménagement.

Aucune des dix équipes d'architectes engagées dans un concours international n'a pris ce risque technique et financier. Autrefois baigné par l'Érdre, le cours des Cinquante-Otages a été comblé avant guerre, devenant un couloir de circulation à huit voies coupant la cité en deux : un canal de brique réputé pour ses bouchons aux heures de pointe. La seconde ligne de tramway, dont les travaux vont bientôt commencer, doit emprunter une part de ce cours. L'ouverture prochaine du pont de Cheviré à l'ouest soulagera également le centre-ville d'une partie de la circulation.

Ces deux événements ont poussé la municipalité de Jean-Paul Amann à solliciter l'assistance de Dominique Perrault, concepteur de la «très grande bibliothèque», à revoir la forme de la ville. Les architectes en lice avaient plusieurs exigences à respecter : maintenir le trafic des automobiles tout en redonnant l'espace aux piétons, italo

Rota, qui a reconstruit les usines de Turin, et qui aménage actuellement les galeries de l'école française dans la cour Carrée du Louvre, s'est associé à Nantes aux deux architectes Bruno Forlier et Thierry Bloch. Jean-Noël Berte, conservateur des jardins du Luxembourg, s'est joint à eux.

Une idée audacieuse

En rien révolutionnaire, l'Italo Rota qualifie lui-même son projet de «discret, voire même invisible». Son pari ? Imposer la nature dans une ville où la botanique est une tradition. La version future du cours des Cinquante-Otages, avec des platanes et des tilleuls en alternance, des magnolias dans sa partie centrale et des groupes de paulownias, conservera deux voies de circulation et deux voies d'arrêt. Elles seront dessinées pour souligner les places. Dans le prolongement, Feydeau, dont les hôtels de riches armateurs se reflétaient dans la Loire, devrait s'entourer d'un épin vert. Parallèlement, le municipalité a confié à une autre équipe d'architectes, celle du Nantais Bernard Barro, le soin de mettre au point une idée audacieuse : la construction d'un musée d'art moderne et de salles de sport enterrées dans l'ancien lit du fleuve.

THIERRY BALLU

La dérangeante «débrouillardise» d'une élue auvergnate

Le préfet encourage son projet d'«hôtel éclaté», mais veille au respect de la légalité

SAINT-ARCONS-D'ALLIER

de notre envoyée spéciale

BIENTôt qu'elle soit avouée d'adoption, M^{me} Geneviève Fustier possède deux qualités fort prisées dans la vallée de l'Allier : un entêtement inébranlable et un sens aigu de l'économie. Elle les a cultivées pendant dix ans dans une minuscule commune de la Haute-Loire où elle a exercé, bénévolement, les fonctions de secrétaire de mairie, et s'est rendue experte dans l'art de négocier des subventions. Aux élections municipales de 1977, cette compétence lui a valu d'être propulsée tête de liste à Saint-Arcons-d'Allier. Depuis quatorze ans, elle exerce les fonctions de maire (divers droits) dans cette commune rurale de deux cents âmes, composée de six villages éparpillés sur 1 600 hectares. Cette dame mince et séduisante, au front large et ambitieux, consacre ses journées à la réalisation d'un grand projet municipal : construire un «hôtel éclaté» dans le vieux bourg.

Ce hameau, où ne vivent plus que dix-neuf habitants, s'agrippe à un éperon de basalte sur lequel est érigée une ancienne forteresse. M^{me} Fustier et son époux, chirurgien-dentiste amateur de belles pierres, ont acheté les ruines de la demeure féodale pour 35 000 francs, en 1974. Ils l'ont si bien restaurée qu'elle vient d'obtenir le classement de sa façade par la commission des monuments historiques.

M^{me} Fustier souhaite que le château abrite la réception ainsi que le restaurant de l'hôtel, et que les

anciennes maisons du bourg fassent office de chambres (d'où l'appellation d'«hôtel éclaté»). La commune en a acheté une quinzaine, qu'elle s'emploie à restaurer, remarquablement, à l'ancienne. Les murs sont en pierre de basalte, les encadrements des portes et des fenêtres en bois, les toitures en tuiles canal récupérées. Les câbles du téléphone et de l'EDF ont été enterrés dans le sol, les compteurs électriques extérieurs nichés dans les murs et dissimulés derrière de petites portes en bois sculptées, les rues étroites du village recouvertes de galets. Quelques résidences secondaires aux volets jaunes serinent avec cette cascade de maisons basses et brunes. C'est pourquoi la commune a demandé (et obtenu) un droit de préemption sur les propriétés à vendre.

Les «battantes» de Bernard Tapie

Le conseil municipal de Saint-Arcons avait adopté le projet de l'«hôtel éclaté» à une condition : qu'il ne coûte pas un sou au budget municipal. Condition acceptée par M^{me} Fustier et respectée en grande partie, puisqu'elle n'a prélevé que 400 000 francs pour réaliser 2,5 millions de francs de travaux. Sa recette : mobiliser toutes les énergies disponibles sans rémunération.

Saint-Arcons a donc vu défiler un régiment d'infanterie, plusieurs détachements de chasseurs de jeunes et quelques générations de scouts volontaires pour débroussailler, débayer, débiter, nettoyer, creuser, paver, maçonner. L'œuvre secrète de M^{me} Fustier consiste à décrocher le maxi-

mum de subventions possible (conseil régional, conseil général, commission des sites, Fondation de France...). La commune a ainsi réalisé des opérations «blanches» pour la pose de l'électricité, du téléphone, ou la restauration des premières maisons. Elle n'a payé que 50 % de ses travaux d'assainissement, 45 % de l'aménagement de ses rues... Elle a obtenu récemment une subvention exceptionnelle du Fonds interministériel d'aménagement et de développement rural (FIDAR) : 3,5 millions de francs pour la dernière étape du projet, estimée à 6,1 millions de francs.

Si la débrouillardise de M^{me} Fustier lui a valu d'entrer dans un club de «battantes» sélectionnées par Bernard Tapie, elle a aussi suscité une certaine curiosité du côté de l'Etat. A la demande du FIDAR, le préfet vient de bloquer, provisoirement, le versement de sa subvention. Pour veiller à la pérennité du projet, il doit en effet s'assurer que le maire ne transgressera pas les règles de la comptabilité publique et, en particulier, qu'il versera bien l'ensemble de la somme pour laquelle il a reçu une aide de 57 %, 58 %, par sous d'économie, M^{me} Fustier était tentée de ne dépenser que cette subvention sans y ajouter un centime de la commune, elle ne respecterait pas le plan de financement initial, ce qui reviendrait à utiliser indûment l'argent du contribuable.

Le libéralisme de M^{me} Fustier, qui s'accommode mieux des subventions de l'Etat que de ses remarques, s'est quelque peu affaibli de ce contrôle de légalité a priori. Le préfet lui

ayant fait comprendre qu'il s'agissait de sauvegarder l'intérêt public sans remettre en cause son travail, la première magistrate de Saint-Arcons s'est résignée à emprunter 750 000 francs pour rester dans la légalité. Reste à savoir si les agriculteurs du conseil municipal, moins motivés que leur maire, accepteront son «coup de canif» dans le contrat, d'autant plus que la commune possède déjà une dette aussi élevée que son budget (1,2 million de francs investis dans la voirie).

M^{me} Fustier a dû aussi affiner le montage juridique de son affaire, pour éviter toute présomption d'ingérence. Comme elle est propriétaire du château, elle a constitué une SCI comprenant un autre associé, pour pouvoir accorder un bail commercial à la société d'exploitation de l'hôtel-restaurant. Un bail de la même nature doit être conclu entre la commune propriétaire des chambres et la société d'exploitation qui les louera. M^{me} Fustier a trouvé une directrice capable d'investir 1 million de francs, mais elle doit encore chercher le gérant dont la personnalité garantira la solidité du projet.

Pour le FIDAR, l'hôtel éclaté est cependant en bonne voie. Cet organisme lui a toujours porté un grand intérêt dans la mesure où il doit créer des emplois, faire revivre le village et s'intégrer à la politique touristique du Haut-Allier. Bien que le paysage tout en relief et les églises romanes de cette vallée aient largement de quoi attirer de nombreux touristes l'été, on n'y trouve pas encore d'accueil quatre étoiles. Cela pourrait être fait en juillet 1992.

RAFAELE RIVAS

HEURES LOCALES

DOSSIER

La montée en puissance des missions locales

Grâce à l'implication des élus, ces structures pour l'insertion des jeunes ont bien rempli leur rôle. Le troisième plan emploi s'appuie sur leur développement

Après dix ans d'existence sur le terrain, les missions locales pour l'insertion des jeunes dressent un bilan positif de leur action. Créées le plus souvent à l'initiative des élus locaux, elles ont joué un rôle majeur dans la résorption du chômage des jeunes. Aujourd'hui, le Conseil national des missions locales entend donner « un nouvel élan » à la politique d'insertion en abordant les problèmes de la jeunesse dans leur globalité. Trois priorités d'action sont retenues : « développer la participation des jeunes à la vie de la cité ; favoriser leur rapprochement avec les entreprises, et développer les plans locaux d'insertion ».

VOILA une dizaine d'années que, sur le terrain, les missions locales côtoient quotidiennement les jeunes en difficulté. Qualifiées d'« innovation institutionnelle et sociale de grande ampleur » par le premier ministre, elles sont pourtant étrangement absentes des débats sur l'exclusion des jeunes.

« Il faut faire évoluer la représentation que les partenaires locaux ont des jeunes », explique le président du Conseil national, le député socialiste et maire de Croissy (Essonne) Michel Berson. « Nous avons décidé, par des actions de communication, de mieux faire connaître la gravité de la situation des jeunes sans qualification et la nécessité de lutter contre leur exclusion. » Lancement d'une charte des missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, stratégie médiatique pour le Conseil national : les missions locales sortent de leur réserve au moment où le troisième plan gouvernemental mise sur elles

leur nombre devrait passer de 180 à 250 d'ici à la fin de l'année. En charge de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, Pierre-Jean Andrieu, délégué interministériel, est intarissable sur les apports des missions locales. « Elles ont su faire émerger des relations nouvelles entre des hommes politiques, des fonctionnaires de l'Etat et des jeunes, explique-t-il : c'est un formidable outil au service des jeunes et une forme originale de partenariat local. »

Un lieu ouvert sur la ville

L'outil est simple. Un lieu ouvert sur la ville, avec une dizaine de personnes à l'écoute des jeunes. A travers des actions d'accueil, d'orientation et d'accompagnement, les missions locales apportent un soutien aux jeunes dans la construction de leur parcours de qualification et d'insertion professionnelle et sociale. Le jeune y est écouté, conseillé par l'équipe technique. Les problèmes ainsi abordés ne se limitent évidemment pas à l'emploi. Ces jeunes — majoritairement des adolescents non qualifiés — cumulent tous les handicaps d'un milieu de vie défavorisé. Leur redonner espoir, c'est les aider dans leur recherche de formation et d'emploi, mais c'est aussi aborder avec eux leurs problèmes de santé, de logement, leur situation dans leur famille comme dans leur quartier.

L'organisation est plus ambitieuse. Une mission locale est souvent une structure intercommunale. Elle mobilise au sein d'une seule instance des collectivités locales, des services de l'Etat, des partenaires économiques et sociaux et des associations. Découlant pratiquement toujours sous la forme d'une association, elle reçoit son financement, pour parts égales, de l'Etat, via le Fonds de la formation professionnelle, et des collectivités locales. Son budget atteint ainsi de 1 à 4 millions de francs par an selon le territoire couvert (de 30 000 habitants jusqu'à 400 000 pour celle de Nantes, par exemple).

Un regard sur les plus anciennes missions — celles qui ont bientôt dix ans — prouve que l'organisation fonctionne. Le mélange des partenaires a dynamisé chacun d'eux. Les élus locaux ont appris à tra-

vailer ensemble quelle que soit leur étiquette. Les services de l'Etat ont transformé leurs pratiques en se trouvant confrontés au terrain. Les partenaires sociaux ou associatifs ont fait éclore autour des missions de véritables réseaux locaux de partenariat. L'innovation institutionnelle est là. Cette réussite est due en grande partie aux élus locaux. Les 185 missions locales qui existent à ce jour ont toutes été créées à leur initiative. « Ils sont effectivement très présents, très actifs », confirme Pierre-Jean Andrieu, ce sont plutôt les services de l'Etat qui sont sollicités pour s'impliquer davantage. »

Les jeunes, quant à eux, ont vite compris l'intérêt du dispositif. Près de 400 000 sont entrés dans une mission locale en 1989. Malgré la baisse du chômage des moins de vingt-cinq ans (passé de 1 million en 1984 à 600 000 aujourd'hui), ils sont chaque année un peu plus nombreux à venir frapper à la porte. Bertrand Schwartz avait vu

juste. Dans son rapport de 1981, il expliquait déjà que la situation des jeunes en difficulté n'est pas un simple phénomène conjoncturel lié à la mauvaise situation de l'emploi. Elle traduit une crise profonde des processus d'insertion. Ce constat a forgé les principes qui guident encore aujourd'hui les missions locales : guichet unique pour l'accueil des jeunes, démarche globale prenant en compte l'ensemble de leurs problèmes, mobilisation institutionnelle née du terrain s'appuyant sur un large partenariat local.

Depuis la loi du 19 décembre 1989, les missions locales ont une base législative et un Conseil national pour animer le réseau. Le dernier conseil interministériel sur la politique de la ville a voté le dispositif d'une rallonge budgétaire non déductible. Le troisième plan emploi s'appuie sur leur développement et les prend comme modèle pour créer des « maisons

de la formation » qui doivent permettre de renforcer la concentration entre tous les acteurs de l'insertion des jeunes et des adultes en difficulté. Rien ne manque donc pour passer à la vitesse supérieure.

« L'action locale concertée, malgré sa richesse, n'est pas toujours la même de surmonter, lorsqu'elle existe, les incohérences des dispositifs nationaux », fait toutefois remarquer Pierre-Jean Andrieu. Faut-il citer parmi ces incohérences le récent décret qui écarte la délégation interministérielle à l'insertion des jeunes et le Conseil national des missions locales entre deux ministères de tutelle ? Le ministère de la ville s'est en effet approprié le dispositif pour le mettre prioritairement au service des quartiers DSO. Le ministère de l'emploi a refusé de s'en séparer complètement alors qu'il vient d'en assurer la relance. Heureusement, ces tensions n'entravent que peu les dynamiques locales.

B. D.

Contribuer à la politique de la ville

Un entretien avec M. Michel Berson, président du Conseil national des missions locales

Député (PS) de l'Essonne, maire de Croissy, Michel Berson préside depuis quelques mois le Conseil national des missions locales. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il définit ses priorités d'action : en particulier la contribution à la politique de la ville.

« L'action des missions locales a mis en évidence un « noyau dur » de jeunes — 75 000 selon certaines estimations — en situation de non-accès aux mesures d'insertion qui leur sont pourtant destinées. Que proposez-vous pour ces jeunes, les plus défavorisés ? »

« Ces jeunes qui connaissent les plus grandes difficultés doivent recevoir, plus que d'autres, une réponse globale aux problèmes qu'ils rencontrent. Une réponse non seulement en termes de qualification, mais aussi d'emploi, de santé, de logement, de loisirs. Il faut agir, avec eux, sur les mécanismes mêmes de leur exclusion. Face à l'inquiétude compréhensible de ces jeunes, je crois qu'il convient de donner un nouvel élan à la politique d'insertion. Les missions locales vont faire des propositions pour une mobilisation sociale forte de l'ensemble des partenaires. Je vois trois priorités : créer les conditions de la participation de ces jeunes à la vie de la cité, favoriser les rapprochements jeunes-entreprises, développer de véritables plans locaux d'insertion. »

« Ces priorités entrent-elles dans le cadre de la politique des villes ? Les missions locales ont-elles un rôle particulier à y jouer ? »

Certainement. Cette année, les nouvelles missions locales sont prioritairement créées dans les quartiers défavorisés. Des antennes de missions locales existantes y seront par ailleurs implantées. Des projets expérimentaux, en concertation entre l'Etat et les collectivités locales vont être également lancés. Par exemple, sont en projet des maisons de la formation conçues comme la mise en commun des moyens matériels et humains des organismes publics et privés d'insertion professionnelle. Changer la vie en changeant la ville, exclure l'exclusion dans les quartiers difficiles : les missions locales entendent bien contribuer à la politique de la ville.

« Missions locales, développement social urbain, commissions d'insertion RMI, zones de crédit formation, zones d'éducation prioritaire, ne serait-il pas temps de veiller à la cohérence à l'échelle locale des actions d'insertion des divers dispositifs ? »

« Ces dispositifs ont beaucoup de points communs. Ils relèvent tous de la même démarche partenariale. Mais ils dépendent institutionnellement de ministères différents. Je crois qu'une meilleure articulation entre les différents dispositifs apparaît nécessaire. Le Conseil national travaille actuellement sur cette question difficile à appréhender car ces dispositifs recouvrent deux logiques différentes : celle de la mise en œuvre par l'Etat d'un

même droit pour tous, droit à la qualification — le CFI — droit à un revenu social — le RMI, celle de la mise en œuvre d'une démarche d'initiatives locales, fondée sur le volontariat et le dynamisme des élus locaux. »

« Les missions locales ne comptent pas moins de 3 000 salariés. Ces personnels disposent de statuts très différents. Elus locaux et salariés souhaitent une soit dite d'un cadre réglementaire. Alliez-vous présenter des propositions en ce sens ? »

« Le 27 mars prochain, à ma demande, le Conseil national doit mettre en place un groupe de travail chargé de formuler des propositions sur la situation professionnelle très diverse des personnels. La croissance du réseau des missions locales, qui a doublé en deux ans, rend en effet urgent d'aborder ce problème. Il ne s'agit toutefois pas d'établir un statut des personnels des missions locales. Celles-ci doivent rester des structures souples, animées par des équipes pluridisciplinaires. Elles ne doivent pas devenir des administrations parallèles. Mais la prise en compte des compétences professionnelles des personnels, de leur mobilité, de leurs acquis s'impose aujourd'hui. »

« En se dotant d'un Conseil national, les missions locales ne vont-elles pas vers l'institutionnalisation d'un pouvoir qui tire sa force de ses capacités d'adaptation et d'initiative face aux difficultés locales ? »

« C'est la loi du 19 décembre 1989 qui a créé le Conseil national, loi qui a également reconnu l'existence des missions locales. Depuis sa mise en place, en juin dernier, le Conseil national a deux objectifs : être un organe consultatif pour le gouvernement en ce qui concerne la politique d'insertion des jeunes. Etre un lieu de concertation permanent entre les services de l'Etat et les collectivités territoriales pour développer et animer le réseau des missions locales. Avec ce lieu de concertation, élus locaux et représentants de l'Etat souhaitent d'abord renforcer la cohérence et la capacité d'initiative des missions locales. »

« Le Conseil national rassemble élus locaux et représentants des administrations. Mais sur le terrain, les missions locales fonctionnent aussi avec des partenaires économiques et associatifs. Pour quel troisième collège ne les représente-t-il pas au sein du Conseil national ? »

« Chefs d'entreprise, syndicalistes, représentants d'associations sont présents dans les conseils d'administration des missions locales. Ils ne sont pas représentés au sein du Conseil national. Certains syndicats de grandes fédérations d'associations souhaitent en effet y être représentés. Leur demande est légitime. Je proposerai prochainement au premier ministre que le Conseil national des missions locales soit élargi pour les accueillir. »

Propos recueillis par BERNARD DELJARRIE



« Du boulot, tout de suite, pour sortir de la galère »

LYON

de notre bureau régional

L'AIN est un département relativement préservé par le chômage — il touche moins de 6 % de la population — et par la concentration urbaine. On peut pourtant avoir seize ans, ou plus, à Bourg-en-Bresse, et éprouver un mal de vivre qui tient plus à un sentiment d'isolement qu'à des conditions de vie défavorisées, relève d'ailleurs le spleen que du stress. En 1990, plus de 2 000 garçons et filles, de seize à vingt-cinq ans, ont poussé la porte de la mission locale jeunes (MLJ) de Bourg-en-Bresse. Une mission créée en 1983 et considérée comme particulièrement active, « la plupart étaient sans emploi et 52 % d'entre eux n'avaient pas de qualification. »

A côté, ou au-dessus, des problèmes de logement, de santé, de relations familiales, de déprime, de drogue, c'est à celui de l'emploi que l'équipe de la MLJ doit ainsi d'abord s'attaquer. En assurant un rôle d'accompagnement et de relais, car, selon l'expression de son directeur, Bernard Borron, la mission n'est « pas un organisme à tout faire, mais à tout faire faire. »

Dans un préfabriqué, un peu délabré, du LEP Carriat, ils sont une vingtaine à suivre un cours de « connaissance du monde contemporain ». Au programme du jour : Mai 68. Connaissent-ils ce printemps devenu historique ? « Oui, un peu, par les parents. Vous voyez, on en récolte les fruits », sourit amèrement une brune de vingt ans, tandis que son voisin s'enflamme, pour rire : « Il faudrait que ça repète un coup, ça serait super. » Pas d'esprit de révolte pourtant et pas trop d'envie de

« déconner » chez ces vieux enfants, jeunes adultes, qui frappent surtout par leur gravité, leur souci permanent, pathétique, de se faire une petite place — même sans soleil — dans une société dont ils se sentent exclus. Hors-jeu, en touche, on est très sérieux quand on a dix-sept ans...

Ce groupe-là, en première année de préparation à un bac professionnel de secrétariat ou de comptabilité, organisée par le GRETA Bresse-Dombes, ne fait pas partie des plus défavorisés. Pour peu qu'ils décrochent — et ce ne sera pas simple compte tenu du peu d'offres locales dans le tertiaire — un contrat de qualification dans une PME de la région pour l'année prochaine, ils auront des chances sérieuses de pouvoir s'y insérer, leur bac en poche.

Beaucoup parmi eux, comme Josyane, la petite Antillaise, François, le fils d'agriculteurs de Châtillon-sur-Chalaronne, Nadine, vingt-quatre ans, qui a collectionné les contrats à durée déterminée, ou encore Cécile, Virginie et Sandrine, tout juste débarquées de l'école Saint-Joseph, sont titulaires d'un BEP. Une base, mais bien fragile. Sur le marché du travail, ou la surqualification devient un fléau, un brevet ou un CAP ne valent pratiquement rien. Depuis quatre mois, ils sont payés — 2 002 F par mois ou 3 800 F s'ils sont chargés de famille — pour le savoir.

Avec son BEP de comptable, Abdelhak, vingt et un ans, a dû faire la manœuvre en usine, puis l'enquêteur intérimaire pour l'INSEE. Du coup, lorsque la mission locale lui a proposé ce stage bac pro, il a sauté dessus. « Dès que j'aurai acquis une

expérience professionnelle de comptable, je me formerai en informatique », projette-t-il, avec plus de volontarisme que d'enthousiasme. Comme pas mal d'autres stagiaires, il reconnaît être content de se retrouver en formation : « C'est plus vivant que l'école et, grâce aux stages en entreprise et à l'atelier de recherche d'emploi, on prend une certaine assurance. »

Génération des sigles

Certaines, comme Karine, collégienne mélancolique, qui aurait tant « voulu être vétérinaire ou toiletteuse d'animaux », ou Fatih, qui a effectué un TUC à la documentation municipale et un intérim d'aide ménagère auprès de personnes âgées, sans pour autant trouver sa voie, se consolent de ne pouvoir vivre leurs rêves en rêvant leur vie. Un déjà long parcours, balisé de sigles devenus familiers : MAP (mobilité autour d'un projet), TUC, CES (contrat emploi solidarité), SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle), CDD, MLJ plus souvent que MJC, et si tout va mal, au bout, ANPE et RMI.

Ailleurs, dans un local de la chambre de commerce et d'industrie de Bourg, un autre groupe, plus jeune et socialement plus handicapé, s'est inscrit dans un dispositif de formation modulaire (DFM) ou alternance des périodes de trois semaines de mise à niveau d'enseignement général, de connaissance de l'entreprise, de formation technologique et de stage en entreprise. « Ces jeunes-là sont rarement motivés par un plan de formation, ce qu'ils veulent c'est du boulot, tout de suite, pour sortir de leur galère », remarque M. Borron. Et ce serait

sans doute le meilleur remède pour les stabiliser.

On retrouve côté à côté, Valérie, vingt ans, qui voudrait devenir peintre-décorateur parce qu'elle « ne peut pas tenir huit heures le cul sur une chaise » ; Nathalie, vingt-deux ans, qui, malgré son BEP de vente, n'a trouvé des emplois qu'en grande surface, le dernier postes en onze mois, avec des horaires dingues ; Bruno, vingt-deux ans, qui a dû abandonner son métier de monteur-régleur dans la « plastic-valley » d'Oyonnax, pour raisons de santé, mais semble prêt à s'engager dans le magasinage ; Murielle, beurette branchée qui s'est paradoxalement « éclatée » durant son stage dans un très austère magasin de chapeaux lyonnais.

Leur vie n'est généralement pas facile : un loyer en foyer ou une chambre en ville qui absorbe souvent plus de la moitié des indemnités, des trajets de 35 km à accomplir matin et soir, des soucis familiaux, en amont ou en aval, parfois quelques dérapages passagers, et puis, pour tous, comme disait Prévert, « des fins de mois relativement hebdomadaires ». « J'en ai vu défilé pas mal, mais ce sont tous les mêmes », note Bernard Borron, les étiquettes « cas sociaux », et puis on découvre que le problème ce n'est pas eux, comme personnes, mais tout le contexte... Le dialogue n'est pas toujours facile à établir, d'une génération à l'autre, on se comprend de moins en moins vite, mais ça vaut la peine d'essayer. La mission locale jeunes n'est pas forcément une mission impossible.

ROBERT BELLERET

مركز لاجل

HEURES LOCALES

Toute la lumière sur les mauvais payeurs

Face à l'accroissement des impayés d'énergie, EDF et le département du Gers mènent une expérience pour faire le tri entre étourdis et démunis

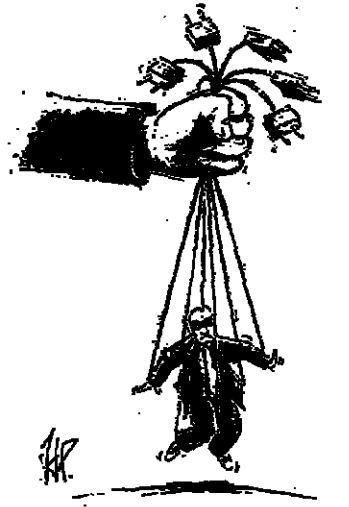
AUCH
de notre correspondant

LES impayés d'énergie constituent un indicateur sérieux des phénomènes de pauvreté. Certes, parmi les usagers qui n'acquiescent pas leurs factures EDF, il convient de distinguer les étourdis des démunis. Mais chaque hiver se pose la même question : comment pour la solidarité envers ceux qui ne peuvent réellement pas payer leur consommation de gaz et d'électricité ? Une question à laquelle le département du Gers s'efforce depuis le 15 janvier d'apporter une réponse originale en complétant le dispositif classique de la commission départementale de la pauvreté par un système expérimental qui ne va pas sans quelques audaces déontologiques. Du côté de l'Élysée, par l'intermédiaire de Mme Georgina Dufour, on suit avec intérêt une expérimentation sociale qui pourrait se traduire, l'hiver prochain, par des mesures adaptées à l'ensemble du territoire.

Devant le taux incompressible et apparemment stable des coupures de courant effectuées mensuellement par les agents d'EDF, le préfet Gérard Guiter a songé à mettre en place un système de filtrage successifs afin que toute personne démunie soit prise en charge par la commission départementale de la pauvreté. Dans le même sens, il s'agit d'écarter les « quelques tricheurs qui ont éventé le système et jouent avec la trésorerie d'EDF », rappelle Jacques Vialard, « patron » gersois de l'entreprise nationale. Une position partagée par le conseil général : « Un usager privé de courant doit avoir les services sociaux afin que son cas soit examiné », confie Robert Darguesseau, conseiller du président Jean-Pierre Joseph. Mais la commission n'est pas une machine à payer que l'on actionne en appuyant sur un bouton. Elle doit écarter les gens qui, tout en disposant des ressources nécessaires, voudraient

faire payer leurs factures par la collectivité.

C'est dans cette optique qu'un premier filtre préventif est mis en place dès la proposition de coupure. Chaque mois, EDF a accepté de fournir à la préfecture la liste des 1 300 personnes concernées. Des personnels appartenant aux services sociaux épluchent ces listes afin de repérer les personnes connues des services de



solidarité. Si l'une de ces personnes est clairement identifiée, elle recevra la visite d'une assistante sociale pour constituer éventuellement le dossier qui sera transmis à la commission pauvreté-pécunier. Dès qu'une démarche de constitution de dossier est engagée, EDF suspend la coupure. Et si la coupure est déjà effective, l'administration se charge de rétablir le courant dans les meilleurs délais. Dans les faits, ce premier filtre s'avère insuffisant. L'épluchage des listes le plus méticuleux laisse de nombreux cas individuels en suspens, faute d'informations :

« Quand le cas est douteux, on fait appel au maire de la commune où réside l'usager », explique Philippe Sauzet, secrétaire général de la préfecture. Les maires sont consultés, soit par écrit, soit par téléphone et donnent leur avis sur la coupure envisagée.

Cette association des maires au dispositif est assurément l'une des ses principales originalités. Mais même si après plus d'un mois de fonctionnement aucune protestation officielle n'a été enregistrée de la part des élus locaux, d'aucuns y voient malgré tout un danger au plan déontologique. Quel que soit le motif du non-paiement de sa facture, rien n'indique, en effet, que le citoyen français usager d'EDF apprécie de voir ainsi son nom communiqué à la préfecture, puis aux maires. A fortiori dans les petites communes rurales où les nouvelles vont vite. On saura fin mars, à l'issue de l'expérience gersoise, si des effets pervers sont à craindre.

En attendant, chacun convient que le maire est souvent le mieux placé pour connaître la situation réelle des administrés : « Mais dans le même temps je vois mal un maire dire tranquillement : celui-là, on peut le couper », note le conseiller du président Joseph. Surtout, pourrait-on ajouter, quand c'est sur son propre défaut de paiement que l'élu est invité à se prononcer, comme cela est arrivé il y a quelques semaines. Courteline ne manquant jamais l'occasion de se glisser dans les systèmes administratifs les mieux verrouillés.

Du côté de la préfecture, on entend cependant poursuivre l'expérience jusqu'à la fin du mois de mars : « Naturellement, on s'est posé toutes ces questions, remarque simplement le secrétaire général. Et si on a franchi le pas, c'est qu'il s'agit d'une bonne cause ».

DANIEL HOURQUIÈRE

Des élus veulent réveiller l'axe Centre-Europe-Atlantique

Pour relancer le projet de route transversale dans le Massif central, un comité envisage des actions spectaculaires sur le terrain

LIOMOES

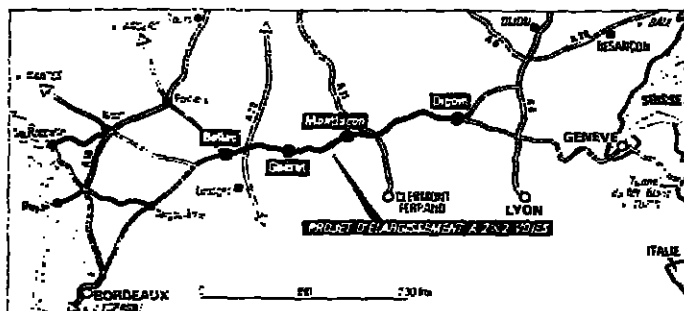
de notre correspondant

UN comité d'action vient de se constituer, dans le centre de la France, « pour la réalisation à deux fois deux voies de la route est-ouest entre Digoin (Saône-et-Loire) et Bellac (Haute-Vienne) », une distance de quelque 250 kilomètres qui constitue le tiers central de l'axe Centre-Europe-Atlantique. Le comité, qui a tenu sa séance fondatrice à Montluçon (Allier) le vendredi 8 mars dernier, rassemble déjà plusieurs dizaines d'élus régionaux, cantonaux et municipaux des quatre départements intéressés : l'Allier, la Creuse, la Saône-et-Loire, la Haute-Vienne. Il va se réunir dans les prochaines semaines pour organiser des actions de terrain qu'il s'agit de « mobiliser et spectaculaires ».

Pas de tiers central avant soixante ans

Le projet Centre-Europe-Atlantique est déjà ancien. Il envisage depuis plus de vingt ans, deux « événements routiers » : l'un à l'est, qui concentre les flux venus d'Allemagne du Sud via l'Alsace, de Suisse et d'Italie du Nord vers Mâcon et Digoin jusqu'à un tronçon central unique - cet itinéraire Digoin-Bellac qui se glisse assez facilement entre les obstacles géographiques du Morvan et de l'Auvergne - vers un « événement ouest » qui redistribue le trafic routier sur l'ensemble de la façade atlantique, vers Nantes, La Rochelle, Bordeaux et l'Aquitaine.

Une association, l'ARCEA (Association pour la route Centre-Europe-Atlantique), existe depuis plusieurs décennies ; elle rassemble la plupart des parlementaires et



des maires des départements concernés, plusieurs comités d'expansion et quelques instances professionnelles (la chambre de commerce de Genève, par exemple).

Elle a, depuis sa fondation, publié une dizaine d'années en collaboration avec Michelin une carte routière sur laquelle cet axe irrigue la France centrale d'un épais trait bleu. Mais sur le terrain le projet n'a guère progressé, sauf sur les tronçons dont l'aménagement était prévu ailleurs, dans d'autres projets et avec d'autres budgets : essentiellement le réseau autoroutier de l'est de la France, qui draine un trafic croissant.

Comme l'élément principal de ce projet, le « tiers central » Digoin-Bellac n'avance pratiquement pas (« Au rythme actuel, il n'y a guère de chances d'être réalisé, dans le meilleur des cas, avant soixante ans », a-t-il été dit à la réunion de Montluçon), la situation sur cette route centrale est proche de la saturation : 8 000 véhicules par jour en moyenne annuelle, avec des pointes de 20 000 véhicules/jour, notamment en été, dont 30 % de poids lourds. Ce trafic d'importance autoroutière, à part quelques

kilomètres à deux fois deux voies et de rares crénaux de dépassement, ne dispose toujours que d'une voie de circulation dans chaque sens, et continue à traverser de nombreuses agglomérations, dont celle de Montluçon. Résultat : un itinéraire à haut risque, où la fréquence des accidents mortels a suscité la naissance de nombreux comités rivaux de défense.

Le nouveau comité ne se pose pas en rival de la vieille ARCEA : « Il faut espérer que nous serons complémentaires », dit l'un des animateurs. Ce sont des parlementaires et des notables qui font les couloirs des ministères. Nous autres, nous serons sur le terrain avec les populations. Car « l'expérience prouve que la mobilisation est généralement plus efficace que la fréquentation des antichambres ».

Il s'agit « d'obtenir d'ici à l'an 2000 des réalisations et des engagements significatifs », et d'intéresser pour y parvenir les chambres consulaires des départements traversés et les professionnels routiers, qui pâtissent eux aussi de la saturation de cet axe « d'importance européenne ».

GEORGES CHATAIN

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu'à ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments récents et réguliers sur la conjoncture des finances communales. Le Crédit local de France a mis en place des indicateurs (emprunt, investissement, trésorerie) qui permettent de suivre mensuellement, élaborés à partir des réponses d'un panel composé de communes de plus de dix mille habitants, ces indicateurs donnent une information en temps réel et significative, même s'ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. Ces indicateurs sont publiés et commentés chaque mois en alternance. Aujourd'hui, l'indicateur trésorerie est associé à un point sur le financement des lycées.

Le financement des lycées

Par les lois du 22 juillet 1983 et du 25 janvier 1985, l'Etat a transféré aux régions une partie de ses compétences en matière de lycées. C'est ainsi que les régions ont depuis le 1^{er} janvier 1988 la charge du financement de l'équipement et du fonctionnement des lycées existants, ainsi que de la construction de nouveaux établissements.

L'Etat, pour sa part, conserve ses prérogatives sur la gestion du corps enseignant et l'orientation pédagogique. Le transfert de compétences s'est accompagné du versement par l'Etat de dotations de fonctionnement (par le biais de la Dotation globale de décentralisation - DGD) et d'une dotation spécifique pour l'investissement (Dotation régionale d'équipement scolaire - DRES). En 1990, l'Etat a versé 3 milliards de francs au titre de la DGD et 2,3 milliards de francs au titre de la DRES (répartie entre les régions selon des critères prenant notamment en compte l'état de vétusté des locaux, ainsi que le nombre d'élèves scolarisés et scolarisables).

Les besoins d'équipement des lycées se sont cependant révélés bien plus importants que l'Etat ne l'avait évalué au moment du transfert. Ainsi, de 1988 à 1990, les régions ont accru leur effort en faveur des lycées de plus de 40 % par an en moyenne sur la France entière. En 1990, leur dépense totale pour les lycées a atteint 15,5 milliards de francs (dont 12 milliards de francs de dépenses d'investissement), soit près d'un tiers de leur budget.

Les versements de l'Etat ne couvrant que le tiers

des dépenses des régions en matière de lycées, ces dernières ont dû faire appel à d'autres ressources. Ceci explique en grande partie l'augmentation de la fiscalité directe régionale (+20 % en francs courants de 1989 à 1990) et un recours plus important à l'emprunt.

Au vu de l'importance des besoins d'investissement, l'Etat a demandé en 1988 à la Caisse des dépôts de décaler, au titre de son « Programme Développement Solidarité », une enveloppe de prêts de 4 milliards de francs sur 3 ans (1989-1991), au taux réduit de 5,8 %.

Plus récemment, dans le cadre du plan d'urgence de rénovation des lycées décidé par le gouvernement en décembre dernier, le groupe de la Caisse des dépôts a déposé 2 milliards de francs de prêts au taux réduit de 7 %. Ces prêts sont distribués par le Crédit local de France. Ils s'ajoutent à 2 milliards de francs de subventions supplémentaires de l'Etat. Ces 4 milliards de francs sont destinés au financement d'investissements nouveaux bien précis, tels que la mise en conformité des locaux, aux normes d'hygiène et de sécurité ou la création de salles d'études et de réunion, avec une priorité à l'enseignement professionnel.

Les besoins d'investissement en matière de lycées resteront importants ces prochaines années, d'autant plus qu'avec l'objectif du gouvernement d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat d'ici à l'an 2000, les régions devraient accueillir en moyenne 30 000 élèves supplémentaires par an.

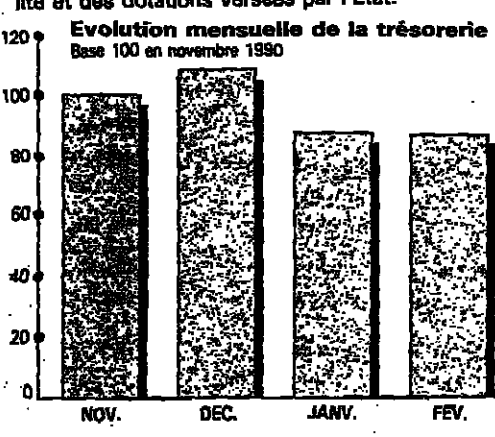
Trésorerie

Depuis plusieurs années, le niveau moyen de la trésorerie des collectivités locales, c'est-à-dire de leurs fonds disponibles déposés au Trésor, diminue régulièrement. Cette évolution traduit une gestion financière plus fine, les collectivités cherchant à réduire leurs dépôts improductifs.

L'observation du panel de communes montre en janvier une trésorerie au plus bas, ce qui est traditionnel à cette période de l'année. Cette situation contraste avec le mois de décembre, où des flux importants de recettes, et notamment d'emprunts, viennent abonder la trésorerie communale pour assurer les opérations de la journée comptable (dépenses de l'année précédente dont le paiement est assuré au mois de janvier de l'année en cours).

C'est ainsi que, pour certaines communes du panel, les dépenses de personnel ont doublé, voire triplé, entre les mois de décembre et janvier. A partir du mois de février, le niveau de la tré-

sorerie va s'accroître progressivement, en raison de l'encaissement plus régulier des recettes de fiscalité et des dotations versées par l'Etat.



BLOC-NOTES

AGENDA

□ Décentralisation et départements d'outre-mer. — Ou en est la décentralisation dans les départements d'outre-mer ?

La spécificité de ces collectivités territoriales pose de nombreux problèmes en matière de transferts de compétences et de contrôle de l'égalité. Il y sera répondu les 26 et 27 mars au cours des journées d'études organisées sur ce thème par le groupe de recherche de droit public et de science politique de l'université des Antilles et de la Guyane, sur le campus de Fouillole, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

► Renseignements : 19-(890)-82-59-44.

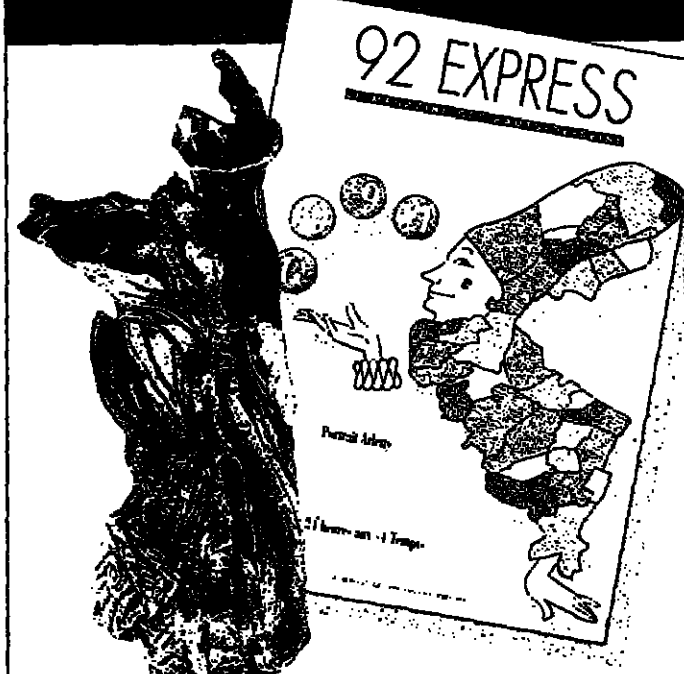
□ Communication politique. — Le Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP) organise un colloque sur la communication politique, le 5 avril, à la maison de la culture d'Amiens. Il réunira des élus, des professionnels de la communication et des universitaires, qui se pencheront notamment sur les rapports entre communication et décentralisation.

► Renseignements au (16-1) 22-95-20-19.

PUBLICATIONS

□ « Géographiques. » — La Documentation française diffuse une nouvelle collection, « Géographiques », dirigée par M. Roger Brunet, membre du comité scientifique de la DATAR, géographe, directeur de recherche au CNRS et responsable du groupement d'intérêt public RECLUS. Elle propose des essais, destinés à un public non spécialisé, sous la forme d'ouvrages courts à la présentation agréable. Trois ouvrages sont déjà parus : Le Territoire, par Roger Brunet, réflexion sur l'Europe, la décentralisation, l'écologie (223 pages, 95 francs) ; Ville, par Robert Ferras, méditation sur les représentations, les images, le marketing urbain (143 pages, 88 francs) ; Médiance, par Augustin Berque, sur l'aménagement des milieux et des paysages (163 pages, 92 francs).

Ce qui fait la valeur de notre magazine ce n'est pas uniquement son prix...



Grand Prix 1991 du meilleur journal des collectivités locales décerné par l'U.J.J.E.F.*

92 COUNCIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE

92 EXPRESS LE MAGAZINE DES HAUTS-DE-SEINE

MENSUEL

*Union des Journalistes et Journalistes d'Entreprise de France

Manifestations et controverses autour des projets de la SNCF

L'économie et la beauté

Comme cet été en Provence, voilà qu'à nouveau les projets de tracés de TGV concourent par les ingénieurs de la SNCF à mettre en émoi les régions qui seront traversées par les futures lignes. Aujourd'hui, c'est l'Aquitaine qui monte au créneau et demain ou après-demain l'Alsace et la Lorraine. Avec, en bonne place derrière, les élus de toutes tendances, le monde agricole et les viticulteurs. Dans la soirée du vendredi 22 mars, à Sorgues (Vaucluse) et à Roquemaure (Gard), des manifestants opposés au tracé du TGV Sud-Est ont établi des barrières pendant deux heures sur les voies ferrées. Comme, au pied de la montagne Sainte-Victoire, les mânes de Cézanne veillaient au respect de paysages immortels, c'est maintenant le souvenir de Montaigne et de Montesquieu qui plaide pour que, au nom de la technique, de la vitesse et de ce que l'on appelle le progrès, les collines aimables et les vallées asphalées de ce coin de France inusable ne soient pas massacrées.

Sans remonter aux très brutales polémiques qu'il y a plus de dix ans, ont entouré le projet (avorté) de construction d'une centrale nucléaire à Flageol, à l'extrême ouest de la péninsule bretonne, plusieurs événements illustrent les difficultés qu'il y a à concilier les nécessités de l'économie et du modernisme, que presque tout le monde réclame, et la préservation d'un patrimoine collectif, qui a une valeur économique et sociale que personne ne conteste.

Le tracé des TGV ou des autoroutes ici, l'aménagement d'une zone portuaire là, provoquent des barrages ou des grèves administratives. Les agriculteurs ne veulent pas sacrifier leurs terres au profit d'hommes d'affaires pour qui « le temps c'est de l'argent », les élus locaux refusent d'être mis devant le fait accompli. Récemment, l'installation d'une usine autrichienne, au prix du défrichement de plusieurs dizaines d'hectares de forêt alsacienne, a conduit M. François Mitterrand lui-même à rechercher un compromis.

Les comptes de la SNCF, certes, sont fragiles et la société nationale a besoin du TGV pour valoriser son image et engranger des recettes. Mais son président, M. Jacques Fourrier, qui est un homme de goût, devrait méditer aussi cette invite éternelle : « Rien n'est plus fragile que la beauté des lieux... »

FRANÇOIS GROSCHARD

M. Hubert Maigrat (CNPF) élu président de l'UCANSS

M. Hubert Maigrat (CNPF) a été élu jeudi 21 mars président de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) par vingt et une voix, contre trois voix pour le candidat présenté par la COT. Désormais composé en partie de représentants des employeurs et des salariés, l'UCANSS, qui assure la gestion des 180 000 salariés de la Sécurité sociale, avait connu une profonde crise fin 1990, marquée par la démission des représentants patronaux et par des grèves.

M. Maigrat souhaite engager rapidement des négociations sur les classifications et se pencher sur le problème des sureffectifs dans les caisses de Sécurité sociale. M. Maigrat est, en outre, favorable à la conclusion de contrats d'objectifs pluriannuels avec les pouvoirs publics.

[Né en 1942, M. Hubert Maigrat fut ébéniste avant de travailler comme ouvrier à l'usine Peugeot de Mulhouse. Militant CFDT, il abandonne ses responsabilités syndicales pour intégrer en 1976 le cabinet de M. Lionel Stoléru, alors secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels. En 1981, il rejoint l'APPA puis, en 1983, la direction des affaires sociales de la Fédération nationale des travaux publics.]

Le tracé du TGV Paris-Toulouse provoque des protestations en Gironde

Les viticulteurs et les élus girondins contestent les projets de tracés des futures lignes TGV vers l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Selon eux, elles placeraient Bordeaux, la métropole régionale, à l'écart des grandes voies de communication ferroviaires européennes et léseraient l'économie viticole.

BORDEAUX

de notre correspondant

Le projet, soutenu par la SNCF, prévoit un tronçon commun aux lignes Paris-Bordeaux et Paris-Toulouse, jusqu'à l'entrée du département de la Gironde. Les deux tracés divergent ensuite au nord de Libourne. Un « horizon » dessert Bordeaux, terminus de la ligne nouvelle TGV-Aquitaine. La ligne Midi-Pyrénées évite Bordeaux et coupe sur quatre-vingt kilomètres dans les vignobles de l'Entre-deux-Mers en direction de Toulouse.

La SNCF prévoit de la relier, par un TGV grand sud, aux liaisons sud-est, qui desserviront Bordeaux et l'Espagne. Selon la SNCF, un Paris-Toulouse via le vignoble de

l'Entre-deux-Mers permettrait de gagner vingt à trente minutes par rapport à un tracé Paris-Bordeaux-Toulouse dont la durée décourageait, toujours selon la SNCF, quatre cent mille passagers par an. Ces calculs de rentabilité ne sont pas du goût des viticulteurs et des élus girondins.

Unanimes sur ce point, quelle que soit leur couleur politique, ils rejettent ces projets. Bordeaux ne saurait être réduite « à la situation de Massy-Palaiseau ou de Saint-Pierre-des-Corps », selon l'expression de M. Jacques Valade, ancien ministre, adjoint au maire de Bordeaux (RPR). M. Gilbert Mitterrand (PS), député et maire de Libourne, abonde dans ce sens : « Si Bordeaux était considérée comme une dérivation de ligne par rapport à la rentabilité immédiate de la SNCF, cela handicaperait la métropole et l'Aquitaine dans leur développement. » Les parlementaires girondins ont adressé une pétition au gouvernement pour demander la mise à l'étude d'un tracé Paris-Toulouse passant impérativement par Bordeaux, ainsi que l'adoption d'une ligne TGV Paris-Bordeaux-Lyon-Madrid.

GINETTE DE MATHA

Alors que la compagnie aérienne cherche un partenaire international

Le gouvernement belge décide de renflouer Sabena

Le gouvernement belge a finalement décidé de renflouer lui-même la compagnie aérienne nationale, dont l'Etat possède 54 %. M. Jean-Luc Dehaene, ministre des communications, a annoncé vendredi 22 mars qu'il verserait 10 milliards de francs belges (1,6 milliard de francs français) dans le capital de la compagnie, et qu'il lui en accorderait encore huit dès qu'elle aura trouvé un partenaire solide. Le gouvernement annule en outre les dettes de la Sabena à l'Etat, qui s'élevaient à 16 milliards de francs belges. Le déficit d'exploitation de Sabena pour 1990 a dépassé les 6 milliards de francs belges, et celui de 1991 pourrait atteindre 4 milliards.

Le président de la compagnie,

M. Pierre Godfroid, a annoncé la suppression de 2 200 emplois (18 % des effectifs).

Depuis que, le 9 novembre dernier, le gouvernement belge a annoncé une privatisation partielle de la compagnie, celle-ci cherche « un partenaire industriel international et fort », selon les mots de son président. Le gouvernement et M. Godfroid semblent avoir écarté les propositions de la prospective compagnie charter belge TEA. C'est à une alliance avec British Airways, associée avec Sabena et KLM jusqu'à cette année, que l'on pense surtout, mais des discussions continuent avec d'autres compagnies, notamment Air France, Air Inter et Thal Airways. (AFP)

Pertes record en 1990 pour SAS

STOCKHOLM

de notre correspondant

Sept cent soixante-trois millions de couronnes (environ 687 millions de francs) de pertes en 1990, contre 2,2 milliards (environ 2 milliards de francs) de bénéfices en 1989 pour le groupe SAS : selon M. Jan Carlzon, son président, qui a présenté le résultat annuel jeudi 21 mars à Stockholm, ces chiffres, les plus mauvais jamais enregistrés, pourraient être encore pires en 1991 si la crise se poursuit. SAS a choisi d'inclure dans ses comptes 801 millions de couronnes, qui représentent les coûts de reconstruction de la division aviation - SAS Airlines - en vue de la dérégulation du trafic aérien en Europe. Mais la hausse brutale du prix du carburant entraînée par la

crise du Golfe, la désertion des passagers qui s'est ensuivie et la basse conjoncture mondiale générale ont fait apparaître les faiblesses propres de SAS, affectées notamment par les importantes participations prises à la compagnie aérienne américaine Continental - qui a essuyé un déficit record au quatrième trimestre 1990 - et dans la chaîne d'hôtels Intercontinental, qui lui a fait perdre 91 millions de couronnes.

La direction de SAS, qui avait déjà annoncé en début d'année la suppression de 3 500 emplois dans la division Airlines et de plus de 2 000 dans le reste du groupe, n'exclut pas un nombre des licenciements encore plus élevé.

FRANÇOISE NIÉTO

EN BREF

La Cogéma déboutée de sa plainte contre la société de Bourse Buisson. - Attendu depuis le 8 février, alors qu'il avait été reporté sine die le jugement du tribunal de commerce de Paris concernant la plainte déposée par la Cogéma contre la société de Bourse Buisson a été rendu vendredi 22 mars. Le tribunal a condamné la Cogéma aux dépens du procès qu'elle a intenté à l'ancienne charge d'agent de change. Elle doit verser en plus à cette société 20 000 francs de dommages et intérêts. La Cogéma (Compagnie générale des matières nucléaires), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique, avait intenté une action contre Buisson, à qui elle imputait la responsabilité de la perte de 259 millions de francs sur le Matif en décembre 1987. Elle lui réclamait 333,9 millions de francs de dommages et intérêts.

M. Pierrat dénonce les « propos partisans » de M. Chénard sur la Caisse des dépôts. - Les propos « partisans » de M. Roger Chénard (UDF), concernant le mode de gestion des fonds d'épargne par la Caisse des dépôts et consignations et son directeur général, M. Robert Lion, « n'engagent que l'homme politique et en aucun cas, la commission de surveil-

lance de la Caisse », a affirmé le 22 mars M. Christian Pierrat (PS), président de cette commission. M. Chénard, rapporteur général de la commission des finances du Sénat, a estimé dans un entretien à l'AFP que « le problème de la confiance est posé » à propos de M. Lion, à la suite des opérations financières engagées par la Caisse sur ses fonds d'épargne (le Monde du 23 mars).

La consommation des ménages français en produits manufacturés a diminué de 0,3 % en février par rapport au mois précédent, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées vendredi 22 mars par l'INSEE. En janvier, elle avait progressé de 0,2 %. Le mois de février a été marqué par un recul de 0,5 % des achats de biens durables (automobiles, meubles) et par une nette progression de ceux d'électronique grand public (+ 2 %) et d'électroménager (+ 3 %). Au cours des trois derniers mois, la consommation des ménages est au total restée pratiquement stable, mais elle a diminué de 0,9 % sur un an (entre février 1990 et février 1991).

Le projet de réforme bancaire préoccupe les établissements étrangers installés aux Etats-Unis

Soumis par le président Bush au Congrès

M. George Bush a transmis le 20 mars au Congrès le projet de loi portant réforme du système bancaire et d'assurance des dépôts. Le débat va s'engager alors que l'organisme chargé d'assurer les dépôts bancaires réclame toujours davantage d'argent pour sponger les faillites bancaires et que de nombreux établissements devraient diminuer leurs contre-performances financières.

NEW-YORK

de notre correspondant

Inspiré des recommandations formulées en février par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, et visant à créer un système bancaire « sûr et compétitif » (le Monde des 7 et 8 février), ce projet de réforme, au moins aussi volumineux (300 pages) que le rapport Brady, en reprend les grandes lignes : abolition de la séparation entre banque commerciale et banque d'affaires, possibilité offerte à de grands groupes industriels d'entrer au capital des banques, autorisation de créer des succursales hors de l'Etat où la banque est installée.

De l'avis des spécialistes, le seul point de consensus immédiat entre les parlementaires est l'obligation de recapitaliser au plus vite le Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), chargé d'assurer les dépôts bancaires pour éviter un effondrement de l'ensemble du système. M. William Seidman, président du

FDIC, a annoncé, le 21 mars, le montant définitif de ses pertes pour 1990 (4,85 milliards de dollars, soit environ 27 milliards de francs), en s'efforçant d'ajouter que son organisme devrait être doté de 35 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour empêcher le désastre.

La cause est entendue, mais des escarmouches ne sont pas à exclure à propos du système proposé : une assurance de 100 000 dollars par personne et par banque, sans limitation du nombre de comptes ouverts dans différents établissements. Certains membres de la Chambre des représentants ont déjà fait savoir qu'ils préconisaient une assurance limitée à cette somme par déposant, quel que soit le nombre de comptes ouverts dans différents établissements.

Harmoniser la profession

En attendant de pouvoir se livrer à un examen détaillé des chapitres du projet de loi - qui va certainement soulever une petite tempête à propos des pouvoirs accrus accordés à une nouvelle institution directement rattachée au Trésor, au détriment de la Réserve fédérale -, les banques étrangères installées aux Etats-Unis ont été les plus promptes à réagir à une disposition qui les pique au vif : l'obligation de se constituer désormais en société holding de droit américain, à l'image de leurs consœurs locales.

Jusqu'à présent, les banques étrangères se contentaient de fonctionner en simples succursales de leur maison mère. « Dorenavant,

elles devront se doter fortement en capital et observer des ratios de capitalisation qui, jusqu'à présent, n'avaient rien à voir avec ceux des autres banques américaines », explique l'un des banquiers concernés. « Dans l'esprit des auteurs du texte, on peut voir là un souci d'harmoniser la profession, mais tout le monde connaît le reproche fait aux banques étrangères de ne pas payer assez d'impôts aux Etats-Unis et d'avoir une attitude très laxiste en matière de coût des ressources, ce qui leur permet de jouer fortement sur leurs résultats », concède un autre professionnel.

Siôt la menace confirmée, M. Lawrence R. Uhlick, directeur exécutif de l'Institute of International Bankers, l'organisme new-yorkais chargé de représenter les établissements étrangers, a déclaré que la proposition du Trésor « d'interdire aux banques internationales d'opérer aux Etats-Unis à travers des succursales et des agences compromettrait le fonctionnement du système bancaire dans son ensemble et pénaliserait le marché financier américain ».

« Si d'autres pays venaient à exiger une mesure identique (un enregistrement de la banque là où elle opère, aux mêmes conditions juridiques que les établissements américains), on assisterait à une balkanisation du capital et à une perte d'efficacité sur les marchés mondiaux », affirme M. Uhlick. Un rappel discret de la règle de réciprocité, les banques américaines installées dans la plupart des pays européens pouvant fonctionner en simples succursales si elles le souhaitent.

SERGE MARTI

Forte progression des investissements français à l'étranger en 1990

Les investissements français à l'étranger auraient atteint environ 143 milliards de francs en 1990, progressant d'environ 25 % par rapport à 1989, selon les premières estimations. Leur santé recouvrée, les entreprises françaises ont multiplié par sept leurs achats à l'étranger depuis cinq ans (en 1985, elles n'avaient investi que 20 milliards de francs). Cette internationalisation rapide s'explique par le besoin de combler le retard pris au début des années 80, lorsque les moyens financiers manquaient. Elle s'explique aussi par la nécessité de participer à la mondialisation des marchés qui force, pour assurer sa survie, d'être présent au moins dans les autres pays d'Europe, aux Etats-Unis, voire en Asie.

Parallèlement à ce boom des investissements français à l'étranger, les investissements étrangers en France ont sensiblement diminué. La chute serait d'environ un quart en 1990 par rapport à 1989, à 45 milliards de francs contre 60,9 milliards, créant un véritable déséquilibre.

La famille Vuitton se désengage de LVMH

Vuitton Investissement Gestion (VIG), détenu majoritairement par la famille Vuitton, a cédé jeudi 22 mars quelque 450 000 titres de LVMH (Moët-Hennessy, Louis Vuitton), soit l'équivalent de 3,24 % du capital du numéro un mondial du luxe. C'est la banque américaine Goldman Sachs qui a acquis ces titres pour environ 1,6 milliard de francs. Cette opération - à l'issue de laquelle M. Henry Racamier conserve 8 % du capital du groupe dirigé par son ancien rival, M. Bernard Arnault - lui assure par ailleurs les liquidités nécessaires au développement d'Orcoff, dont il veut faire un nouveau pôle du luxe.

Le groupe CBC chargé de la réhabilitation de l'ancien immeuble Shell à Paris. - Le promoteur Kaufman et Broad a décidé, le 22 mars, de confier le chantier de réhabilitation et de reconstruction de l'ancien siège de Shell, rue de Berri à Paris, au groupe CBC, filiale de la Compagnie générale des eaux spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics. Il s'agit d'un contrat d'environ 440 millions de francs.

La France et l'Allemagne précisent leur position sur l'union monétaire européenne

Après leur rencontre du jeudi 21 mars, les ministres français et allemand des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, ont publié vendredi 22 mars un communiqué commun précisant leur position sur l'Union économique et monétaire européenne (UEM). Le texte stipule que la création de la banque centrale européenne interviendra bien au début de la deuxième phase de l'UEM, prévue pour 1994, et non, comme plusieurs dirigeants allemands en avaient exprimé le souhait récemment, au terme de cette étape.

Le texte franco-allemand rappelle néanmoins qu'à ce stade,

l'institution ne sera qu'une « pré-institutionnelle » et les autorités nationales gardant le contrôle de leur politique monétaire. La troisième étape, au cours de laquelle l'institution européenne sera pleinement opérationnelle et responsable, devrait commencer dans un « délai raisonnable » à partir du 1^{er} janvier 1997.

« La conférence intergouvernementale a été préparée de manière plus exhaustive et précise qu'aucune autre », souligne le communiqué, qui exprime le souhait que l'essentiel des travaux sur l'UEM, ainsi que sur l'union politique européenne, soit achevé avant l'été 1991.

En lançant des OPE sur Poliet et Ciments français

Paribas se renforce dans les matériaux de construction

Les offres publiques d'échange (OPE) lancées par Paribas sur deux de ses participations, Poliet et Ciments français (le Monde du 23 mars), ont pour objectif de renforcer leurs structures financières et de créer un pôle important dans les matériaux de construction.

Les OPE sur Poliet et Ciments français permettent aussi à Paribas de conforter la base de son actionariat stable, tout en changeant de dimension. Elles l'amèneront à prendre le contrôle de Poliet, un holding regroupant des sociétés dans le secteur des matériaux de construction dont il est déjà actionnaire à 37,5 %, et des Ciments français dont il détient, via Poliet, 29,7 % des parts. Dans une deuxième phase, Paribas apportera ses titres Ciments français à Poliet par le biais d'une OPE.

Ainsi se dessine une structure à trois étages composée de Paribas contrôlant Poliet, ce dernier ayant la majorité du capital des Ciments français. A l'issue de cet adossement, le groupe Poliet doublera de taille, avec un chiffre d'affaires de plus de 35 milliards de francs, un résultat net de 1,5 milliard et une capacité d'endettement de 3,5 milliards. Cette restructuration met non seulement les Ciments français à l'abri de toute OPA éventuelle mais surtout, selon les initiateurs du montage, elle permet au troisième cimentier mondial de mobiliser rapidement des capitaux lors de prochaines acquisitions.

Cette rationalisation est faite en plein accord avec l'autre action-

naire important des Ciments français, Axa, qui, en cédant ses 16,57 % du capital, enregistre une plus-value nette d'un milliard de francs et renforce de 2 % sa participation dans Paribas. Celle-ci passera à près de 7,5 %, se situant au niveau des autres grands actionnaires de la compagnie de la rue d'Antin.

Pour mener à bien ses différentes OPE, Paribas financera par une augmentation de capital et par l'utilisation d'une partie de l'autocontrôle, qui reviendra de 6 % à 4 %. Le nombre de titres Paribas devrait croître de 20 % à 25 % par la création d'actions nouvelles, au maximum 23 millions venant s'ajouter aux 69 millions existants. La capitalisation boursière, qui est actuellement de 34,5 milliards de francs, devrait augmenter de 7 à 12 milliards de francs en fonction des résultats de l'offre.

D. G.

Lafarge Coppée consolide ses positions au Maroc et en Turquie. - M. Bertrand Collomb, président de Lafarge Coppée, a annoncé le 21 mars que son groupe avait décidé d'augmenter la participation (minoritaire) qu'il détient au Maroc dans la Cimenterie nouvelle de Casablanca. D'autre part, en Turquie, Lafarge Coppée a conclu avec le groupe Ybitas un accord de joint venture pour la construction d'une station de broyage à Ankara. Le chiffre d'affaires du groupe en 1990 a atteint 32,54 milliards de francs (+ 7 %) et le bénéfice net consolidé (part du groupe) 2,19 milliards (+ 1 %).

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 18 AU 22 MARS

PARIS

Giboulées

INDICE CAC 40
-1,54 %

Avec l'arrivée du printemps, le temps des giboulées est revenu. Déjà, douches la semaine de Paris a, ces derniers jours, encore repris l'averse, de sorte que pour la seconde semaine consécutive les valeurs françaises ont baissé.

Ce n'est rien de dire que cette semaine avait mal commencé. Si mal que, dès lundi, le marché, à nouveau trempé, avait repliqué du nez (-1,25 %). Loin de s'arrêter, les grélons allaient encore tomber du lendemain (-2,08 %), avant que, mercredi, les lourds nuages noirs décident de faire la place, en deuxième partie de séance seulement, à quelques rayons de soleil (+0,85 %). C'était, il est vrai, la fin du mois boursier. Les ajustements d'usage étaient terminés. Ils laissaient la liquidation amputée, mais encore gagnante (+3,49 %), pour la deuxième fois de l'année, mais aussi pour la cinquième fois - seulement - depuis quinze mois.

Judi, pour la première séance des cotations à fin avril, un mouvement de reprise s'amorçait, mais après s'être accablé, il ralentissait et la journée s'achevait sur une hausse peu convaincante de 1,09 %. A la veille du week-end, calme et morosité se conjuguèrent pour faire régner une belle indécision et porter la

Bourse à prendre d'abord du gîte (-0,49 %) avant de retrouver son équilibre (+0,05 %). Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 a encore baissé de 1,54 %.

S'agit-il d'une nouvelle consolidation après huit semaines d'ascension menée au pas de charge et ponctuée par une hausse inédite de 25 % ? A moins que la Bourse, comme les héros, ne soit fatiguée... Le moins que l'on puisse dire est qu'elle semble avoir perdu le feu sacré. Comment en serait-il autrement ? La reprise était fondée sur l'espoir d'un redémarrage de l'expansion dans le fin des hostilités dans le Golfe. Or rien n'est encore vraiment venu soutenir cette espérance.

Méfiance

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a beau souligner que deux mois seront nécessaires après la fin des hostilités pour mesurer l'impact sur l'économie française, il ne convainc pas vraiment. Pas plus que les économistes américains, pour qui la croissance doit reprendre « durablement » à la mi-1991 outre-Atlantique. La réduction d'un bon tiers du déficit commercial français pour février ? Pour l'essentiel, elle résulte de la diminution des importations. Que dire de la hausse inattendue de la production industrielle pour janvier ? « Prématurée pour constituer un vrai signal », assurent les spécialistes. Ajoutons que la montée

En fait, les boursiers n'ont eu à connaître ces derniers jours que des nouvelles propres à nourrir leur méfiance. A commencer par la flambée des prix de détail aux Etats-Unis, qui paraît signer le bas d'une reprise de l'inflation et peut-être la fin d'une politique complaisante pour le crédit. Sans parler du dollar, qui, dopé par « l'effet Bush » et la perspective d'une reprise économique dans le Nouveau Monde, donne un bon prétexte aux Allemands pour différer une baisse de leurs taux et empêcher ainsi les Français d'en faire autant.

On peut toujours arguer de « l'audace » manifestée par la Banque de France en abaissant d'un quart de point son taux d'intervention sur appel d'offres. Insignifiant pour les boursiers. Pour les banquiers aussi, qui, malgré les injonctions de Bercy, trahissent les pieds pour réduire leurs taux de base. Que dire de l'indicateur avancé calculé par la BNP, qui recule derechef en mars et témoigne que la France, à son tour, est entrée en récession ?

La tournée économique et monétaire serait incomplète si l'on ne parlait pas du cri d'alarme lancé par M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank allemande, sur « le désastre de l'union monétaire allemande », une façon élégante de repousser à plus tard l'union monétaire européenne, que la président Mitterrand souhaite comme couronnement de son deuxième septennat. Ajoutons que la montée

du chômage en Europe, prévisible avec l'arrivée de la main-d'œuvre venue de l'Est, poussera davantage à l'épargne qu'à la consommation, un facteur que les marchés ne pourront ignorer.

Que, dans ces conditions, les investisseurs aient jugé bon de camper sur leurs positions, comme en témoigne la relative faiblesse des échanges cette semaine - la moyenne quotidienne des transactions n'a pas excédé 2 milliards de francs - ne saurait vraiment étonner. Leur comportement reste étroitement soumis à l'actualité.

Deux événements se sont produits en fin de semaine. L'un a concerné le bâtiment, avec la double OPE lancée par la Financière Paribas sur Poliet et Ciments français, sur la base de six actions Paribas contre cinq actions Poliet et d'une action Ciments français au nominal divisé par trois.

L'autre a intéressé l'industrie du luxe. VIG (Vuitton Investissement gestion), affaire contrôlée par la famille Vuitton, a, dans le cadre d'une application, cédé 450 000 actions LVMH (Louis Vuitton Most-Hennessy), soit 3,25 % du capital du groupe de luxe, à Goldman Sachs, pour la modique somme de 1,6 milliard de francs. Ce « papier » devrait être reclassé sur le marché ou chez des « zinzins ».

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Rechute

INDICE DOW JONES
-2,6 %

La pause n'aura pas, comme espéré, conduit la grande Bourse de New-York à refaire ses forces pour franchir le mur, jusqu'ici interdit, des 3 000 points mesurés à l'indice Dow Jones des industrielles, contrairement à ce qui avait été espéré. Le contraire s'est produit et le marché américain a pris une bonne bûche (-3 %), la plus belle de l'année même. Il faut remonter à la dernière semaine du mois de décembre 1990 pour en retrouver une de cet acabit.

Les nouvelles de nature à faire franchir les sourcils des investisseurs n'ont, il est vrai, pas manqué. A commencer d'entrée de jeu par les perspectives pessimistes pour l'industrie chimique dressées par les analystes, au point que le plus vieux et plus célèbre journal boursier new-yorkais *Barron's* recommande aux porteurs d'actions Poliet et d'une action Ciments français au nominal divisé par trois.

L'autre a intéressé l'industrie du luxe. VIG (Vuitton Investissement gestion), affaire contrôlée par la famille Vuitton, a, dans le cadre d'une application, cédé 450 000 actions LVMH (Louis Vuitton Most-Hennessy), soit 3,25 % du capital du groupe de luxe, à Goldman Sachs, pour la modique somme de 1,6 milliard de francs. Ce « papier » devrait être reclassé sur le marché ou chez des « zinzins ».

ANDRÉ DESSOT

Du « blues », Wall Street s'est mis à broyer du noir (-2,12 %) durant la seule journée de l'indice. La publication en rafale de février, des prix de détail pour février, deux fois plus élevée que prévu, et du déficit commercial pour janvier, nettement aggravé à 6,99 milliards de dollars, n'arrange rien. Le marché américain tenta bien de surmonter ses faiblesses, mais sans parvenir vraiment. Dans l'immediat, les investisseurs ne croient plus vraiment à un assouplissement du crédit et attendent avec inquiétude la publication des premiers résultats d'entreprises pour le premier trimestre.

A. D.

Indices Dow Jones du 22 mars :
2 858,91 (c. 2 948,27)

	Cours 15 mars	Cours 22 mars
Alcoa	67 7/8	65 5/8
ATT	33 7/8	33
Bofing	48	47 5/8
Chrysler	15	13 7/8
De Post de Memphis	37 3/4	36 1/2
Eastman Kodak	44 5/8	43 1/8
Exxon	37 1/8	37 3/4
Ford	34 5/8	32 3/4
General Electric	68 3/4	66 1/4
General Motors	40	37 1/2
Goodyear	22 1/2	22 1/8
IBM	127	111 1/2
ITT	55 5/8	54 1/4
Mobil Oil	64 1/2	64 3/8
Pfizer	104 3/8	104 1/2
Schlumberger	64 1/4	64 1/4
Tecumseh	144 1/2	140 7/8
Union Carbide	18 1/4	17 5/8
USX	30	30 1/4
Westinghouse	38	38 1/2
Xerox Corp.	56 1/8	53 1/2

TOKYO

Tassement

INDICE NIKKEI
-0,85 %

Le Kabuto-cho n'a pas réussi cette semaine encore à sortir de l'indécision. Rien, il est vrai, ne s'est produit pour l'instant à reprendre sa progression. La faiblesse du yen vis-à-vis du dollar, la baisse de Wall Street : autant de raisons qui ont poussé le marché nippon à décrocher un peu.

La semaine avait pourtant bien commencé. Lundi, stimulé par la belle allure de New-York, la Bourse tokyote s'était offerte un petit galop et le Nikkei était alors monté brièvement à la cote 27 270. Mais le vent avait ensuite tourné et suivant Wall Street dans son dérapage, le Kabuto-cho enregistrait sa plus forte chute de l'année. Fut-ce le repos forcé observé mercredi pour célébrer la Fête de l'Équinoxe ? En tout cas, jeudi, le

marché japonais avait retrouvé quelques couleurs, mises sur le compte de l'espoir d'une baisse du taux de l'escompte pour le début avril. Cette rumeur écopée par le *Nikkei* *Kessai* n'a pas été confirmée, mais la prenant pour la première hirondelle du printemps, les investisseurs procédèrent vendredi à quelques achats, qui évincent au bilan hebdomadaire de salauderie.

Indices du 22 mars : Nikkei, 26 613,19 (c. 26 843,10) ; Topix, 1 980,80 (c. 2 008,95).

BRUNO BIROLLI

	Cours 15 mars	Cours 22 mars
Alcatel	880	752
Bridgestone	1 130	1 130
Canon	1 620	1 560
Fuji Bank	2 650	2 660
Honda Motor	1 500	1 470
Mitsubishi Electric	1 840	1 750
Mitsubishi Heavy	820	790
Sony Corp.	6 680	6 680
Toyota Motors	1 950	1 830

FRANCFORT

Déprimé :
-3,2 %

De la préoccupation, la Bourse allemande est passée à la déprime et la semaine écoulée s'est achevée sur un bilan assez lourd (-3,2 %). Les causes de tracis n'ont pas manqué à commencer par l'insolente hausse du dollar par rapport à la reprise de l'inflation aux Etats-Unis, qui pourrait bien mettre fin à la politique accommodante du FED pour le crédit. Ajouter à cela la montée du mécontentement dans l'ancienne Allemagne de l'Est et la déclaration fracassante du président de la Bundesbank sur « le désastre de l'union monétaire allemande » : autant de raisons qui ont poussé les investisseurs à se dégrader, mais sans précipitation exagérée cependant.

Indices du 22 mars : DAX, 1 520,29 (c. 1 570,55) ; Commerzbank, 1 826,10 (c. 1 904,40).

	Cours 15 mars	Cours 22 mars
ABF	210	209
BASF	228 40	224 20
Bayer	270 40	267 20
Commerzbank	202 20	200 20
Deutschebank	640 20	615
Hoechst	244 20	241 10
Karstadt	547	540
Manusmann	280	275
Siemens	617 40	596 20
Volkswagen	368 20	354 20

LONDRES

Déception
-2,2 %

Le charme est rompu et après huit semaines de hausse, le London Stock Exchange a tourné cassaque. Si bien que, d'un vendredi à l'autre, l'indice Footsie des 100 valeurs a baissé de 2,3 %.

D'une façon générale, les investisseurs ont été déçus par la baisse, jugée trop faible, des taux d'intérêt (un demi-point de moins à 12,5 %), par le projet de budget aussi, jugé beaucoup trop neutre, par le relèvement inattendu de la TVA de 15 % à 17,5 % - qui annule, dit-on, les mesures fiscales prises en faveur des entreprises. De surcroît, si les prévisions d'inflation pour 1991 sont optimistes (4 % seulement), la bonne impression causée a été contrebalancée par la perspective d'une baisse de 2 % du produit intérieur brut.

Indices « FT » du 22 mars : 100 valeurs, 2 440,5 (c. 2 494,2) ; 30 valeurs, 1 949,7 (c. 1 983,5) ; mines d'or, 145,3 (c. 145,6) ; fonds d'Etat, 856,03 (c. 84,61).

	Cours 15 mars	Cours 22 mars
Bovater	5,77	5,97
BP	3,32	3,32
Charter	5,05	5,05
Concordia	3,94	3,94
De Beers	12,31	12,69
Glaxo	10,20	10,40
GUS	16,00	15,50
ICI	8,53	8,97
Remont	2,83	2,80
Shell	4,77	4,60
Unilever	7,42	7,47
Victoria	2,42	2,38

Matériel électrique

	22-3-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	608	-7
CSEE (ex-Signaux)	251	+9,80
Général des eaux	2 498	-39
Intertechnique	1 255	-4
Labinal	741	+5
Legrand	3 656	-329
Lydon des eaux	599	-15
Matra	283	-14
Mélin-Gérin	329	-17
Moulines	110,50	+4,90
Radiotechnique	360	-2
SEB	1 591	+32
Sextant-Avionique	1 140	-100
Thomson-CSF	143,40	+0,70
IBM (I)	629	-60
ITT	307,10	+1
Schlumberger	328,10	-8
Siemens	2 620	-84

(1) Coupon de 5,40 F.

Valeurs diverses

	22-3-91	Diff.
Accor	768	-22
Air liquide	676	-18
Arjomari	2 097	+15
Bic	738	+34
Bio	345	-5
COIP	1 115	-28
Club Méditer.	490	-11
Esilor	385	-33
EuroDisney	115,20	+0,90
Europe 1	1 140	-100
Eurotunnel	50,15	-2,45
Groupe Citi	636	-57
Hachette	216,20	+2,50
Havas	773	-2
Marine Wende	322	-8
Navigation mixte	356	-32
Nord-Est	137,10	-2
L'Oréal	496	-6
Saint-Gobain	428	+2,50
Sanofi	849	-1
Sauvages Châtillon	283	-2,90
Skin Rossignol	713	+43

Mines d'or, diamants

	22-3-91	Diff.
Anglo-American	171	+3,50
Angold	342	+3
Bul. Gold M.	68,30	+1,30
De Beers	128	+4,80
Drief. Cons.	54,50	+0,60
Gencor	19,20	+0,30
Harmony	33,80	+0,10
Randfontein	17,75	+0,05
Saint-Helena	39,60	+0,40
Western Deep	152	+4,50

Métallurgie

	22-3-91	Diff.
Alepi	427,50	-3
Dessau-Aviation	437	-18
De Dietrich	1 564	+4
Fives-Lille	238,50	+3,6
Penhoat	485	+5
Peugeot	529	-8
SAGEM	1 551	-9
Safran, Facon	1 045	+46
Valco	430	-2,4
Vallourec	318	+2,8

Bâtiment, travaux publics

	22-3-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 109	-12
Bouygues	571	-24
GTM	430	+1,10
Immob. Phénix	148,90	+1,10
J. Leffevre	401,80	-4,30
Lafarge-Coppée	237	+0,10
SGE-SB		

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	22-3-91	Diff.
AGF	530	-38
AXA (ex-Cie Midt)	1 158	+18
Bail Equiptem	1 150	+2,10
Banque (C)	484	-22
Cetelem (I)	662	inch.
CCF	167	-8
CFP	1 037	-56
CFP	92,50	+12,90
Chargours	789	-49
CPR	293,10	-6,90
Eurafrance	1 765	inch.
CAIN	1 718	-12,2
Hestia (La)	580	+3
Locofrance	449	-21
Locindus	750	-3
AXA (Cie du Midt)	1 158	+18
Milieu Bank	92,50	+12,90
OPF	1 600	+60
Paribas	471,50	-54,50
Schneider	727	-25
Société générale	412,20	-31,60
Sovex	692	-2
Suez (C fin.)	347,50	+0,90
UAP	545	-35
UCB	160	-15

(1) Coupon de 10 F.

Mines, caoutchouc

	22-3-91	Diff.
Géophysique	730	-30
Imbal	399,70	+33,70
Métallurg.	114,40	+15,90
Michelin	58,10	-1
RTZ	52,75	+0,85
ZCI	1,74	+0,01

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 mars 1991

Nombre de contrats : 55 280.

COURS		
	Mars 91	
Premier	104,84	
+ haut	104,86	
+ bas	104,64	
Dérivé	104,64	
Compensation	104,64	

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	15-3-91	18-3-91	19-3-91	20-3-91	21-3-91
RM	2 501 428	1 776 151	2 647 758	2 478 940	2 193 428
Comptant	10 068 648	8 599 246	6 879 845	8 385 606	6 332 911
R. et obl.	147 495	432 325	163 107	303 740	412 909
Total	12 177 571	10 807 722	9 690 710	11 168 286	8 939 248

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	11/7	11/6	11/3	11/4	11/5
Françaises	117,7	116,4	114,3	114,4	115,8
Etrangères	111	111,4	111	109,8	110,9

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	18-3-91	19-3-91	20-3-91	21-3-91	22-3-91
Général	475,7	471,7	465,8	474,6	473,17

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	17/7,91	17/4,91	17/2,22	17/1,32	17/2,14
CAC 40					

Filatures, textiles, magasins

	22-3-91	Diff.
Agache (Fin.)	994	+9
BHV	655	+4
Danart	1 826	+94
DMC	400,80	-10
Gil. Lafayette	1 840	+58
Novelle Galeries	881	+41
Printemps	685	-14
La Redoute	3 620	+178
SCOA	18 15	+0,15

Pétroles

Tirs à la carabine sur les CRS

Regain de tension à la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre correspondant

Le climat s'est alourdi à la Réunion, vendredi 22 mars au soir. Des affrontements ont opposé des petits groupes de manifestants aux forces de l'ordre qui, pour la première fois, ont essuyé des tirs de carabine.

La journée avait pourtant été calme, comme d'habitude. M. Mitterrand qui est arrivé dans l'île jeudi, a rencontré, au Chaudron, une délégation de ce quartier où ont commencé les récentes émeutes. La population a accueilli chaleureusement l'épouse du président de la République. Des jeunes, des mères de famille lui ont demandé de faire libérer les « émeutiers » emprisonnés et d'interdire auprès du président de la République pour la protection de Télé Free-DOM.

Les jeunes du Chaudron, en présence du maire adjoint - et aussi des CRS - ont organisé une conférence de presse. « On

veut la paix au Chaudron, et on ne veut plus des gens extérieurs qui viennent faire monter la pression, qu'ils soient casseurs d'autres quartiers ou CRS », ont-ils dit.

Mais, un peu plus tard, à Bel-levue, quartier des hauts de Saint-Denis, la maison du directeur de RFO-Réunion, M. Jean-François Roussy, a été attaquée à coups de galets. Les forces de l'ordre qui voulaient dégager les lieux ont été accueillies, pour la première fois, par des tirs de carabine 22 long rifle. Pour la première fois également, les policiers étaient armés de fusils à pompe, revêtus de gilet pare-balles et autorisés à faire usage de balles en caoutchouc. Simultanément, au Camélia, des groupes de dix à vingt personnes s'attaquaient aux forces de l'ordre avec des galets et des cocktails Molotov. Des manifestants circulaient avec des bidons d'essence et certains défilèrent les forces de l'ordre, le sabre à la main. - (Interim.)

Les suites de la campagne législative

Un mystérieux cambriolage à Lyon

M. Bernard Botton, gendre de M. Michel Noir, le maire de Lyon, et candidat soutenu par le RPR à l'élection législative partielle des 27 janvier et 3 février derniers dans la 3^e circonscription du Rhône, a fait état, jeudi 21 mars, d'un mystérieux cambriolage de sa personne, quatre jours avant le premier tour, aurait été commandité par un membre de l'entourage de M. Noir.

La presse locale fait état de cette affaire, samedi 23 mars. Le service régional de police judiciaire de Lyon a été saisi vendredi par le parquet et chargé d'une enquête préliminaire, avant l'éventuelle désignation d'un juge d'instruction.

L'affaire, pour le moment, n'est étayée, sur le plan de l'enquête, que par le témoignage d'un seul homme, et par une cassette reproduisant une conversation entre ce témoin et l'un des auteurs supposés du cambriolage. Ce témoin met en cause une société lyonnaise spé-

cialisée dans la sécurité, ainsi que le chef de cabinet de M. Noir à la mairie de Lyon et à la communauté urbaine, M. Bernard Sarroca, qui qualifie cette affaire de « mauvais roman d'espionnage ». Le témoin a adressé son témoignage, par écrit, au procureur de la République.

M. Michel Noir :
« une affaire de haine personnelle »

Interrogé, samedi 23 mars, en fin de matinée sur l'antenne de FR 3 Rhône-Alpes à propos des révélations de M. Bruno Ortega, M. Michel Noir a déclaré qu'il s'agit d'une « affaire à dormir debout, d'un mauvais roman policier. (...) J'ai envie de dire, j'ai une totale confiance en Bernard Sarroca. Je ne souhaite à personne d'avoir un tel gendre. Pierre Botton n'est plus l'homme que j'ai connu. C'est une affaire de haine personnelle ».

La mort d'un jeune voleur de voiture à Liévin (Pas-de-Calais)

Le « geste malheureux » du policier Pluta

Un sous-brigadier de police de Liévin (Pas-de-Calais), Jean Pluta, âgé de quarante-neuf ans, a été inculpé, vendredi 22 mars, de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » par un juge d'instruction de Béthune, M. Benoît Parsyn. Dans la nuit de mercredi à jeudi, le policier avait ouvert le feu sur un mineur âgé de seize ans, le tuant sur le coup, alors que celui-ci tentait de lui échapper à bord d'une voiture volée.

« Il aurait pu tirer dans les pneus, dit la grand-mère de Patrick, un gamin de seize ans et demi, vous rendez compte ? Patrick, cinquante ans, fils d'un chauffeur-magasin, avait mal tourné après avoir arrêté l'école malgré son rêve de « faire l'horticulteur dans un jardin public ». Patrick, déjà inculpé pour une affaire de vol avec violence, déjà repéré par les services de police et les éducateurs, a vécu sa dernière équipée sauvage, jeudi 21 mars, à trois heures, à bord d'une voiture volée.

La balle s'est fichée dans la nuque, Patrick s'est écroulé sur le volant et la voiture a roulé quelques mètres encore, le temps de s'effriter lentement dans un fossé, de permettre aux deux passagers d'infirmité d'ouvrir les portières, de s'enfuir et de laisser le policier et sa victime dans un têt à-tête ahuri.

Le « mauvais réflexe »

La soirée avait commencé à Liévin, à bord d'une Peugeot 305 volée. Les trois gars, âgés de quinze ans, seize ans et dix-sept ans, avaient alimentés en essence en oubliant de payer la note à la station-service. Ils circulaient en leur camion quand, surpris par des policiers en faction, ils ont tenté de fuir. La tentative de vol d'une deuxième voiture, selon le rapport d'enquête, - ils parvinrent à égarer les sirènes et les gyrophares qui les précédaient dans leur course folle.

Peut-être se sont-ils réjouis un peu trop vite, ignorant sans doute l'usage policier des liaisons radios. Aussi roulerent-ils seuls, leurs poursuivants ayant lâché prise. Mais quand ils atteignirent Bully-les-Mines, une commune avoisinante, ils virent à nouveau des policiers. Et quand ils firent demi-tour vers Liévin, ils

retombèrent dans une impasse sans- issue.

A bord d'une voiture de patrouille, le sous-officier Jean Pluta avait entendu les messages. Il attendait la voiture, debout au milieu de la chaussée. Quand celle-ci arriva en trombe, le sous-brigadier dut reculer de quelques pas afin d'échapper à sa trajectoire, si l'on en croit les premiers éléments de l'enquête confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

« Pour des raisons qu'il n'explique pas, il a eu un mauvais réflexe. Il a tiré, il dit qu'il n'a pas cherché à viser quelqu'un, ni quelque chose, précise M. Jean-Dominique Sarroca, procureur de la République de Béthune. C'est une fautive grave, ce n'est peut-être pas une bavure au sens communément admis. Le dispositif policier mis en place était le bon. Il y a eu ce geste malheureux, cette initiative individuelle ».

Jean Pluta a été placé sous contrôle judiciaire. Sa mise en liberté est assortie d'une interdiction d'exercer ses fonctions de policier, de rencontrer ses collègues, de fréquenter le commissariat et de résider dans la circonscription de Liévin. Les deux compagnons de Patrick, qui avaient réussi à rentrer chez leurs parents, ont été interpellés vendredi matin au saut du lit. L'un d'eux est inculpé de recel, pour la voiture volée.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

La villa de M. Jacques Médéric « résidence officielle de la République »

Vingt-quatre heures après la vente aux enchères infructueuse de la villa de M. Jacques Médéric, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a annoncé, vendredi 23 mars, à Nice, que l'Etat se portait acquiescent de la maison de l'ancien maire (CNI) de la ville « pour en faire une résidence officielle de la République » (le Monde du samedi 24 mars).

« Après tout, a déclaré M. Charasse, c'est une belle maison. Elle va donc entrer dans le patrimoine de l'Etat. » G.P.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a vingt ans, l'éclatement du Pakistan 2

ÉTRANGER

Violences aux Etats-Unis
La police sur la sellette 4

La guerre civile en Éthiopie
Les rebelles nordistes progressent vers Addis-Abeba 5

POLITIQUE

Solidarité entre les communes
Les députés adoptent le projet du gouvernement 7

Statut de la Corse
Les sénateurs s'opposent à une refonte des listes électorales dans l'île 7

Changement de majorité en Polynésie
M. Flosse et M. Vernaudeau se partagent le pouvoir 8

SPORTS

Football
La sélection française pour France-Albanie 10

CULTURE

Paris, capitale de la mode
La présentation des collections de prêt-à-porter féminin de l'hiver 91-92 : une tendance plus mélancoïque qu'euphorique... 11

Horst, photographe de l'élégance
Un entretien avec l'artiste allemand à l'occasion d'une exposition à Paris 11

HEURES LOCALES

• La nouvelle croisade des Albigeois • La montée en puissance des missions locales • Des élus veulent réviser l'axe Centre-Europe-Atlantique 13 à 15

ÉCONOMIE

La réforme bancaire aux Etats-Unis
Les établissements étrangers sont inquiets 17

Paribas se renforce dans les matériaux de construction
La société financière lance des OPE sur Poliet et Ciments français 17

Revalues des valeurs 18

Changes, Crédits Grands Marchés 19

Services

Abonnements 2

Carnet 16

Météorologie 16

Mots croisés 10

Radio-Télévision 16

Spectacles 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 mars 1991 a été tiré à 531 370 exemplaires.

Les conséquences de l'opération « Tempête du désert »

Le Congrès américain a adopté un projet de loi réduisant les aides à la Jordanie

Le Congrès américain a adopté, vendredi 22 mars, un projet de loi qui réduit l'aide américaine à la Jordanie mais permet au président de la rétablir si cela favorise le processus de paix au Proche-Orient.

Les parlementaires ont aussi approuvé un projet qui prévoit le déblocage de 15 milliards de dollars pour couvrir les frais de l'opération « Tempête du désert ». Ces deux documents sont des compromis entre des formules adoptées un peu plus tôt par le Sénat et la Chambre des représentants. Ils ont été transmis au président George Bush afin qu'il les signe.

L'administration Bush s'était vivement opposée à un prêt et à une réduction de l'aide à la Jordanie adoptée cette semaine par le Sénat. Il portait sur 35 millions de dollars d'assistance économique et 20 millions de dollars d'aide militaire pour l'exercice fiscal en cours, mais n'affectait pas l'aide humanitaire.

Selon le document amendé, le chef de la Maison Blanche pourra rétablir l'aide à Amman s'il certifie au Congrès que la Jordanie « a pris des mesures pour faire progresser le processus de paix au Proche-Orient, ou que l'octroi d'une assistance à la Jordanie serait bénéfique au processus de paix ».

Le projet relatif à l'opération « Tempête du désert » interdit les ventes, les crédits ou les garanties portant sur des articles militaires « à tout pays qui a pris l'engagement d'apporter une contribution aux coûts de l'opération « Tempête du désert » et n'a pas rempli ses engagements ». Les milieux officiels américains comptent sur 33 milliards de dollars de contributions promises par les alliés pour couvrir la totalité du coût, pour les Etats-Unis, de la guerre du Golfe.

Les 15 milliards sur lesquels porte le deuxième projet de loi adopté vendredi répondront aux besoins immédiats et combleront

ce que les contributions alliées pourraient ne pas couvrir. L'administration Bush a par ailleurs informé le Congrès qu'elle entendait vendre pour 919 millions de dollars de pièces détachées militaires et autres à l'Arabie saoudite, et vendre une nouvelle batterie de missiles Patriot à Israël pour 350 millions de dollars, a annoncé le département de la défense. - (Reuters.)

Le roi Hussein de Jordanie à l'Élysée le 22 mars. - Le roi Hussein de Jordanie sera reçu le 29 mars à Paris par M. Mitterrand, a-t-on annoncé vendredi 22 mars à l'Élysée. Le souverain jordanien aura un entretien avec le président français, qui sera suivi d'un déjeuner. Les deux chefs d'Etat s'étaient rencontrés en septembre et en novembre 1990 pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise du Golfe.

Une déclaration de M. Pierre Joxe

La constitution d'une Europe de la défense prendra du temps

« La constitution d'une véritable identité européenne en matière de défense prendra du temps », estime le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, dans un entretien accordé aux rédacteurs de la lettre mensuelle interne Objectif-Défense, qui est publiée par le SIRPA au profit des « patrons » d'unités dans les trois armées. « Pour commander, expliquer, il faut une autorité unique qui n'existe pas à l'heure actuelle au plan européen. Avant cela, il faut aussi une entente politique sur les buts à poursuivre, surtout en temps de crise ».

« D'ici là, nous devons favoriser, de façon pragmatique, tous les rapprochements entre responsables militaires de nature à faire progresser une conception commune de la défense ainsi que les projets concrets répondant à des besoins déjà recensés », ajoute M. Joxe, qui cite en exemple, à nouveau, le domaine spatial, où la France, l'Espagne et l'Italie se sont associées pour la mise au point de satellites d'observation.

Le ministre de la défense considère que les partenariats privilégiés de la France, en matière de coopération en Europe, sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne.

« Nous aurons, dans la décennie qui vient, à répondre aux espoirs suscités par la fin de la guerre froide. Cet événement est porteur de promesses, mais aussi de risques. Il nous appartient, de cette année, de préparer les choix qui permettront à la France de contribuer activement à la définition d'un nouvel ordre international fondé sur le droit, le règlement négocié des conflits et le non-recours à la force », conclut M. Joxe, qui estime, après le rétablissement de la souveraineté du Koweït sur décision des Nations unies, qu'il s'agit de témoigner de « la même résolution politique et diplomatique pour obtenir l'application du droit international à l'égard d'Irak et du Liban, et bien sûr des Palestiniens ».

Décès du cuisinier Jacques Manière

Le chef cuisinier Jacques Manière est mort, vendredi 22 mars, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-huit ans.

Pour bien des gourmets, son nom restera celui du chef qui créa le restaurant *Dodini Bouffant*. Pour quelques-uns qui suivirent ses péripéties, il fut le cabochard inspiré, le chef enthousiaste, l'ami indéfectible. Je le connaissais depuis ses débuts, dans un bistrot de Pantin quelque peu délabré, ce qui lui valut une empoignade avec le Michelin qui, même au faite de sa carrière, lui mérita les étoiles. C'est un souper

de général de l'Olympie, donné par Bruno Coqutrix, sur mes conseils, qui livra son nom aux médias. Bientôt, il s'installait sur le boulevard Saint-Germain, refaisant le fameux pot-au-feu Dodini Bouffant, de Marcel Rouff, alternant les aristocratiques pampilles de truffes et la simple tourtière de salais.

Rieur et coloré tout ensemble, sachant raison garder jusqu'en les plats les plus originaux, mais ajoutant tout son savoir aux classiques les plus respectables. Manière ? Un grand serviteur de la cuisine française n'est plus. Nous perdons elle et moi un ami.

COURTINE

La « guerre » contre la drogue

M. Michel Charasse prend la défense des douaniers inculpés

M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, et à ce titre responsable des douanes, prend la défense des douaniers mis en cause par l'enquête menée à Dijon sur une saisie litigieuse de drogue. Deux d'entre eux, MM. Jean-Pierre Caze et Pierre Dorey, ont été remis en liberté, jeudi 21 et vendredi 22 mars, tandis que MM. Pierre Tardy et Michel Ribatet, responsables de l'antenne lyonnaise de la Direction nationale des recherches et enquêtes douanières (DNRED) restent détenus.

Dans une interview à Libération, samedi 23 mars, M. Charasse affirme d'emblée : « Je sens derrière tout ça d'étranges parfums. Quand je suis arrivé au budget en 1988, j'ai prescrit à la douane de taper très fort contre la drogue (...) J'ai dit aux agents : « C'est la guerre et il faut employer les moyens ». Qui peut me dire que ce n'est pas une forme de guerre ? Quant aux opérations de « livraison surveillée ou contrôlée », qui sont au cœur du différend actuel entre la justice et les douanes et qui impliquent une provocation du délit par des agents infiltrés, M. Charasse

ajoute : « Ce n'est pas ce gouvernement qui les a inventés, ni mis en place, mais les institutions internationales : il y a beau temps que la douane les pratique (...) et on découvre aujourd'hui que le droit français ne les prévoit pas. Mais il n'existe aucun texte qui les interdise expressément et il est aussi un principe qu'il ne faut pas oublier : tout ce qui n'est pas interdit est autorisé ».

« Quand on fait la guerre, on fait parfois des choses qui ne sont pas rigoureusement conformes à la bien-séance des mœurs », insiste M. Charasse, réagissant que les opérations de livraison contrôlée « ne sont pas interdites en droit français, simplement elles ne sont pas organisées par la loi ». Le ministre du budget s'étonne enfin que le statut d'officier de police judiciaire soit « chipoté » aux douaniers et souhaite que le premier ministre organise « très vite » une concertation interministérielle, en rappelant que la Convention de Vienne sur la lutte contre le trafic international de stupéfiants, qui doit entrer en vigueur le 31 mars, autorise la méthode des livraisons contrôlées.

Un médecin militaire figure parmi les seize inculpés pour trafic d'armes

Au total, seize inculpations ont été prononcées depuis le mercredi 20 mars par le juge Christian Mirande, magistrat instructeur à Pau (Pyrénées-Atlantiques), pour association de malfaiteurs et acquisition et commerce d'armes de guerre entre l'Afrique, le Liban et la France (le Monde du 23 mars).

Parmi les personnes inculpées vendredi 22 mars figurent le commandant Jacques Pull, médecin major au 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa) de

Carcassonne, Cédric Labarchède, policier affecté à la CRS 27 basée à Toulouse, et Jean Messager, ancien sous-officier au 1^{er} régiment de hussards parachutistes de Tarbes.

Connu comme collectionneur d'armes, le commandant Pull, un médecin passionné par l'Afrique, avait été placé en garde à vue depuis mercredi, le magistrat le soupçonnant d'avoir participé au trafic en vendant des armes au cours de ses missions outre-mer.

Le chômage dans la CEE s'est stabilisé en janvier. - En janvier, le taux de chômage par rapport à la population active était estimé à 8,4 % dans les douze pays de la Communauté, selon les statistiques publiées par Eurostat. Alors que l'on comptait 14,4 millions de demandeurs d'emploi, en données brutes, en décembre dernier, ce chiffre correspond à une stabilité sur les six derniers mois et à une baisse de 0,1 point par rapport à janvier 1990. Par État membre, la situation est toutefois plus contrastée. La Grande-Bretagne enregistre une hausse, passant de 6,3 à 7,2 % en un an, l'Irlande connaît à nouveau une augmentation, après une baisse de 2,4 points entre 1987 et 1990, le Danemark retrouve une diminution, qui fait suite à une longue période d'aggravation. Dans l'ancienne RFA, le taux diminue de 0,5 point, mais on comptait officiellement sept cent cinquante-sept mille inscrits dans les cinq nouveaux Länder et à Berlin-Est, en janvier 1991.

Baisse attendue de 7 % de la production mondiale de blé en 1991-1992. - La production mondiale de blé va diminuer de près de 7 % la saison prochaine (juillet 1991-juin 1992) par rapport au record atteint en 1990-1991, passant de 595 à 555 millions de tonnes, estime le Conseil international du blé (CIB) dans son dernier rapport, publié le 21 mars à Londres. La forte reconstitution des stocks enregistrée cette saison sera probablement de courte durée, car la consommation, bien que stagnante par rapport à 1990-1991, dépassera la production de 15 millions de tonnes. La production a enregistré une progression remarquable, de 9,5 % cette saison par rapport aux 543 millions de tonnes récoltées en 1989-1990, et le CIB a attribué le revirement attendu la saison prochaine à une réduction substantielle des surfaces emblavées aux Etats-Unis et en URSS.